

## M. Gandhi perd et gagne

Perdre les élections pour gagner la paix. Telle semblait depuis l'ouverture de la campagne électorale au Pendjab la stratégie suivie par M. Rajiv Gandhi, même s'il se défendait d'avoir passé avec les sikhs modérés un accord secret. En échange du soutien que son propre parti, le Congrès-Indira, leur donnerait, ils s'engageaient à mettre fin à trois ans d'agitation violente et de terrorisme.

Si en effet son parti, qui détenait la majorité absolue, a bel et bien perdu les élections de mercredi, le premier ministre semble bien avoir gagné son pari.

L'Akali Dal, la principale organisation politico-religieuse des sikhs modérés, a donc remporté le 25 septembre une victoire sans précédent : près des deux tiers des cent dix-sept sièges de l'Assemblée locale et au moins la moitié des mandats de députés fédéraux mis en jeu. Ce parti double sa représentation. Pour la première fois depuis sa création, il est en mesure de former seul le gouvernement régional.

Jamais le Congrès-Indira n'avait subi pareil échec dans l'Etat le plus prospère de l'Union. Personne à Delhi ne s'attendait à un tel raz de marée, et l'ampleur de la victoire sera difficile à mettre entièrement au compte d'une campagne de compromis. L'échec du Congrès est cuisant. Cela dit, et si paradoxal que cela puisse paraître, son chef, Rajiv Gandhi, sort grandi et doublement victorieux de l'épreuve.

Il triomphe d'abord des prophètes de malheur qui avaient prédit un carnage entre sikhs et hindous. La consultation selon eux venait trop tôt après l'assassinat du Saint Longowale, le chef des Akalis, avec lequel M. Gandhi avait négocié son compromis de paix en juillet. Tous les partis d'opposition sans exception avaient tenté de dissuader le premier ministre, et nombre de ses conseillers aussi. Il ne les a pas écoutés et il a eu raison. Il a joué son prestige, bien évalué les risques et pris des mesures de sécurité draconiennes. Résultat : il y a eu tout compte fait moins d'incidents et autant de participation qu'à l'occasion des consultations antérieures.

Toutes confessions confondues, 65 % des inscrits du Pendjab ont répondu à la logique de l'union, de l'apaisement et de la démocratie, et c'est là la seconde victoire de M. Gandhi. Les appels au boycottage par les extrémistes sikhs n'ont été entendus, et la défaite de la veuve de l'un des assassins d'Indira Gandhi dans un bastion du séparatisme est significative. Le premier verdict, celui de la participation, paraît extrêmement clair : les Pendjabis, sikhs et hindous, veulent la paix. Ils n'ont pas le moindre désir dans leur immense majorité d'abandonner l'Union indienne pour un Khalistan (Etat sikh indépendant) mythique qui a déjà fait couler trop de sang. Et là est l'essentiel. L'espoir d'apaisement que suscitent ces élections, où la raison l'a emporté sur les passions, est à la fois fragile et considérable. Il est en tout cas de bon augure non seulement pour le jeune premier ministre qu'est M. Rajiv Gandhi mais surtout pour cette grande démocratie qu'est l'Union indienne.

## Pour l'Elysée, l'affaire Greenpeace est close

Quarante-huit heures après la prestation télévisée de M. Laurent Fabius, imputant à M. Charles Hermu, ancien ministre de la défense, et à l'amiral Lacoste, ancien patron des services secrets, la responsabilité du sabotage du Rainbow Warrior, l'Elysée a indiqué, ce vendredi 27 septembre, que « le premier ministre a fait les déclarations nécessaires pour faire la lumière sur cette affaire ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui était jeudi soir l'invité de « Questions à domicile » sur TF1, a estimé qu'« il est temps de clore cette affaire ».

L'opposition continue de concentrer ses critiques sur la personnalité et le rôle du premier ministre.

Enfin, au sein de la DGSE, que le général Imbot est chargé de réorganiser, les fonctionnaires sont amers. (Lire page 6 l'article de Jacques Isnard.)

## Une opposition embarrassée face à un pouvoir affaibli

« Il serait temps de commencer à solder cette affaire », a déclaré jeudi soir sur TF1 M. Lionel Jospin. Eh bien, soldons ! En négatif, bien sûr. Car dans cette affaire, personne n'est, ni se sortira, gagnant ; pas même ceux qui veulent aller au bout d'une logique infernale qui attendrait le chef de l'Etat lui-même.

Le soldat négatif est d'abord et surtout pour le pouvoir. Ne serait-ce que parce qu'il a pu revenir à la surface le rêve, caressé par quelques-uns depuis le début du

septennat, d'interrompre avant le terme constitutionnel cette « expérience ».

Le pouvoir s'est donc pris lui-même à court-circuiter ; et faute d'avoir crevé l'abcès dès le départ, il a ruiné le bénéfice qu'il aurait dû tirer d'une bonne retraite. Celle-ci s'est déroulée sans la tempête sociale subvertie par la CGT. Mieux : le gouvernement peut se flatter, quelques bonnes nouvelles à l'appui (prix, activité industrielle, monnaie),

d'avoir aperçu enfin le bout du tunnel. Et c'est donc une amorce de remontée dans l'opinion qui est sans doute stoppée net.

Mais ce n'est pas tout. Car M. Mitterrand lui-même, qui reste silencieux sur toute cette affaire, est atteint. Plus précisément, l'opposition s'est vu offrir sur un plateau le fameux « domaine réservé » du président. La défense, le crédit extérieur de la France : le voyage à Muroa aurait dû permettre au chef de l'Etat d'affirmer sa « souverai-

neté » sur ces deux secteurs et de se placer, au seuil d'une période dite de cohabitation, en position de force. Quelques jours d'affaire Greenpeace ont suffi pour que ce dispositif vole en éclats.

M. Chirac, qui se veut l'un des artisans de cette future cohabitation, ne s'y est pas trompé : coattaquant M. Fabius, et seulement M. Fabius, le président du RPR cherche à isoler M. Mitterrand et, si possible, à le dépouiller de ses attributs et à lui enlever son dernier bouclier.

La concentration des tirs contre le premier ministre ne s'explique pas autrement, car M. Fabius est sans doute le seul dont on soit à peu près sûr qu'il était, dans cette affaire, complètement hors circuit, tandis que des zones d'ombre subsistent à l'Elysée. Rien n'effraie plus les dirigeants chiraquiens que l'idée d'être à la merci d'un Mitterrand en possession de tous ses moyens dans le court laps de temps qui séparera le scrutin législatif de l'élection présidentielle.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 6.)



## LES « VIEUX BREJNÉVIENS » ÉCARTÉS PAR M. GORBATCHEV

### Les retraits de Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Le maire de Moscou, M. Promyslov, est rentré, il y a quelques jours, de Mexico, où il était en visite officielle et qu'il a quittée vingt-quatre heures après le tremblement de terre. M. Promyslov a échappé à une calamité naturelle, mais il n'est pas sûr qu'il aura la même chance en politique. Le maire de Moscou est en effet l'objet de très vives attaques, qui visent, dit-on, à travers lui, son « protecteur », M. Victor Grichine, membre du bureau politique et premier secrétaire du parti à Moscou.

Le maire de Moscou n'est par définition qu'un exécutant. Mais le premier secrétaire de l'organisation du parti dans la capitale est un personnage considérable. M. Grichine avait pu caresser un moment le rêve de succéder à Tchernomko à la tête du parti et de l'Etat. On l'avait beaucoup vu dans les journaux et à la télévision dans les semaines qui ont précédé la mort de ce dernier.

Lorsque Tchernomko, visiblement à bout de forces, avait déposé son bulletin de vote devant les caméras de télévision, le 24 février dernier, M. Grichine, souriant et prévenant, était à ses côtés. On a su plus tard que la

de la « vieille garde » — pour barrer la route à M. Gorbatchev. M. Romanov a été éliminé le 1<sup>er</sup> juillet du bureau politique et du secrétariat du parti. Selon une rumeur invérifiable, il serait assigné à résidence après avoir subi

Après avoir promu ses hommes de confiance, M. Gorbatchev s'appuie à écarter les fidèles de ses prédécesseurs : c'est un homme au pouvoir renforcé qui sera reçu à Paris le 2 octobre.

soigne n'avait pas été filmée dans un « vrai » bureau de vote mais à la clinique de Koutsevo, près de Moscou, où sont soignés les dignitaires du régime.

M. Grichine, qui a en soixante et onze ans il y a une semaine, aurait été poussé en avant par le « jeu » rival malheureux de M. Gorbatchev, M. Romanov. On peut concevoir que ce dernier ait tenté cette manœuvre — susciter la candidature d'un représentant

des critiques formulées dans la presse contre le maire de Moscou ne peuvent cependant pas lui être indifférentes. M. Grichine est en effet étroitement associé à la gestion de la ville par M. Promyslov. Le premier est en poste depuis 1967, le second depuis 1963. M. Promyslov est régulièrement dénoncé, notamment dans le quotidien *Savetskaya Rossiya*, pour avoir « couvert » diverses irrégularités dans la capitale. Il s'agit de pratiques qui affectent toutes les villes soviétiques : appartements de location attribués en échange de pots de vin, immeubles entiers remis à leurs nouveaux occupants sans finition intérieure de façon à respecter au moins sur le papier les délais de livraison prévus par le plan, etc. M. Grichine pourrait être mis à l'écart en douceur lors de la réunion du comité moscovite du parti, à la fin de l'année (1).

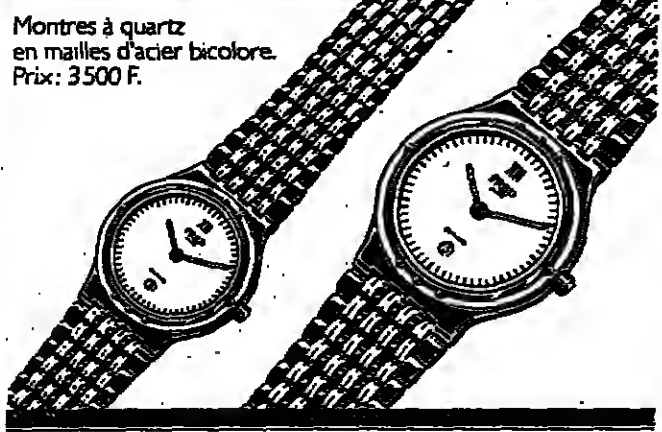
DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 3.)

(1) Selon les *Izvestia*, M. Promyslov a dû pour sa part faire son autocritique le mardi 24 septembre devant le conseil municipal de la capitale.

## L'Heure en bicolore de Fred

Montres à quartz en mailles d'acier bicolore. Prix : 3500 F.



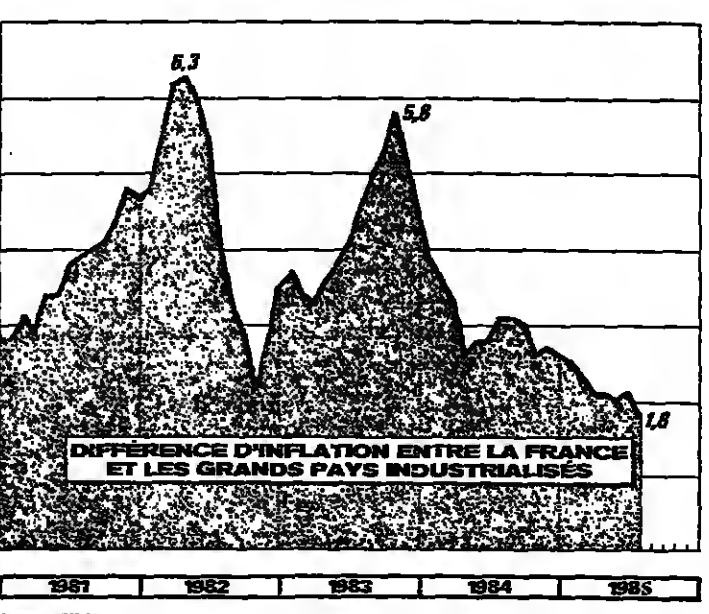
FRED

6, rue Royale Paris. Tél. 260 30 65. Le Clavier, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mirodon, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Lema, Monte-Carlo - Aéroport d'Orly. 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

## La France dans le mouvement de désinflation

Malgré le retard accumulé au début des années 80, la France a réussi à prendre place dans le mouvement international de désinflation. En août, elle s'est pratiquement trouvée en phase avec l'ensemble des pays de la Communauté européenne, dont les prix, en moyenne, sont restés stables.

Plus significative encore est la comparaison que l'INSEE établit avec nos principaux partenaires commerciaux (RFA, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Belgique et Pays-Bas), qui ont réussi, pour certains, à réduire considérablement leur taux d'inflation en 1984. On constate (notre graphique) que l'écart va se réduisant, selon un mouvement amorcé depuis janvier 1984. Il n'est plus que de 1,8 point en juillet et de 1,5 en août. (Lire page 17.)



## 50 000 Français seraient porteurs du SIDA

Les résultats des premiers tests effectués sur les donneurs de sang

PAGE 8

## Nouvelle-Calédonie : mobilisation électorale

Quarante-six conseillers régionaux désignés dimanche

PAGE 5

## Tunis rompt avec Tripoli

La goutte d'eau : des lettres piégées

PAGE 4

## Les multinationales et l'Afrique du Sud

Les grandes sociétés font-elles le jeu de l'apartheid ?

PAGE 3

## M. Dumas à l'ONU

Une rude journée...

PAGE 2

## Moisson d'étoiles filantes

Une expérience franco-soviétique dans l'espace

PAGE 20

Etranger (2 à 4) • Politique (5) • Société (8) • Culture (12) • Communication (12) • Economie (17 et 18)

Echecs (16) • Programmes des spectacles (13 et 14) • Radio-télévision (14) • Carnet (9) • Informations Services (16) • Mots croisés (X) • Annonces classées (14)



# étranger

## DISCOURS ET RENCONTRES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

L'Assemblée générale des Nations unies a entendu, jeudi 26 septembre, une série de ministres des affaires étrangères, dont M. Roland Dumas, prendre position sur les négociations soviéto-américaines et l'initiative de défense stratégique du président Reagan. M. Genscher, ministre allemand, a notamment déclaré que « dans les relations Est-Ouest, aucune partie ne doit essayer d'atteindre un niveau de sécurité qui se traduise par une baisse de sécurité de l'autre partie ». Pour sa part, son collègue soviétique, M. Chervornodav, a dit devant la réunion spéciale du Conseil de sécurité que l'URSS « est prête à avancer dans la voie de la réduction des armements de tous types aussi loin que ses partenaires sont disposés à le faire ».

On a appris par ailleurs à Genève, dans les milieux proches des délégations soviétique et américaine aux pourparlers sur la limitation des armements nucléaires et spatiaux, que la troisième phase de ces négociations, ouverte il y a un peu plus d'une semaine, sera plus courte que prévu. Les délégués soviétiques ont, en effet, fait savoir aux Américains, dès leur première rencontre, qu'ils seraient obligés de rentrer à Moscou à partir du 5 ou 6 novembre prochain et en raison des fêtes antérieures de la révolution (le 7 novembre) et qu'il ne leur serait pas possible de revenir à Genève entre cette date et la sommet Reagan-Gorbatchev prévu dans la même ville deux semaines plus tard. Cet ajournement anticipé n'est pas sans arrière-pensées politiques,

poliques, ajoute-t-on du côté soviétique. « Il est exclu que quinze jours de plus ou de moins permettent de débiter une négociation actuellement dans une impasse totale ».

C'est également l'impasse à la Conférence sur la réduction des forces en Europe centrale (MBFR) qui a ouvert sa trente-septième session, à Vienne, jeudi. Comme nous le rapporte notre correspondant, dès l'ouverture, les pays membres du pacte de Varsovie ont réclamé une réponse à leur proposition, remise le 14 février dernier, qui suggère une réduction des troupes soviétiques en Europe de l'Est de vingt mille hommes et des troupes américaines à l'Ouest de treize mille dans la première année suivant la signature d'un accord.

Parmi les entretiens bilatéraux organisés en marge de la session de l'ONU, on note une rencontre entre M. Chervornodav et son homologue chinois, M. Wu Xueqian. Selon un communiqué chinois, l'entretien s'est déroulé « dans une atmosphère franche et amicale » et a permis aux deux ministres d'évoquer « la situation intérieure dans leurs pays respectifs ». Une visite de M. Chervornodav à Pékin aura lieu, ajoute-t-on, « à un moment approprié ». Enfin les ministres hongrois et tchécoslovaques, MM. Vankonyi et Štvaník, ont eu un entretien de trente-cinq minutes, le premier qui ait eu lieu à ce niveau depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays après la guerre de six jours en 1967.

### « La France ne renoncera pas à l'exercice de sa souveraineté quoi qu'il lui en coûte »

a déclaré le ministre français des relations extérieures

Dans son discours du jeudi 26 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU, M. Dumas a abordé les points suivants :

● GUERRE DE L'ESPACE ET DÉFENSE NUCLÉAIRE. — « Les technologies nouvelles ont conduit

#### A l'Assemblée du Conseil de l'Europe

#### RÉSOLUTION EN FAVEUR DES TURCS DE BULGARIE

Une résolution appelant au respect des droits des minorités ethniques et musulmanes en Bulgarie a été adoptée, jeudi 26 septembre, par l'Assemblée parlementaire des vingt et un pays du Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

Cette résolution, présentée par M. David Adkinson (conservateur, Royaume-Uni), demande notamment au gouvernement de Bulgarie de cesser toute répression envers la minorité turque (environ 1 million de personnes sur une population totale de 9 millions de Bulgares) forcé « d'adopter des noms bulgares, et privés des droits de leur propre culture, de sa langue et de sa religion ».

Les auteurs de cette résolution, qui se sont également préoccupés du sort de la minorité macédonienne et des Pomaks (Bulgares islamisés), ont, en outre, demandé que des délégués de journalistes et de diplomates soient autorisés par les autorités bulgares à se rendre sur place. Seule la délégation grecque s'est abstenue de participer au vote, en invoquant « la politique expansionniste de la Turquie ». — (AFP, AP.)

● L'Internationale de la résistance et M. Gorbatchev. — Les manifestations organisées par l'Internationale de la résistance pendant la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev en France du 2 au 5 octobre sont maintenant marquées par une interdiction de la préfecture de police (le Monde du 26 septembre), à l'initiative de l'Internationale de la résistance, toutes ses initiatives tant qu'elle n'aura pas reçu de notification écrite d'interdiction » et demande à M. Laurent Fabius, qui avait affirmé le 4 septembre que les manifestations étaient libres en France et se déroulaient pendant la venue de M. Gorbatchev, d'intervenir auprès du préfet de police.

certain à penser que l'on pourrait tourner la page de l'ère médiévale dans dix ou vingt ans, au terme d'une transaction aux contours d'ailleurs mal définis. Cette idée, à première vue séduisante, ne fait que révéler un débat déjà ancien dont l'illusion a bercé l'humanité. C'est l'illusion selon laquelle la sécurité pourrait être obtenue par l'invulnérabilité (...). L'utilisation de moyens spatiaux pour voler, couvrir et communiquer, contribue à la sécurité (...). Mais, en revanche, reconnaissions que le recours à de nouveaux types d'armement, antimissiles ou antisatellites, installés sur terre ou dans l'espace, conduirait à une nouvelle course dont on peut craindre les effets déstabilisants (...). Il est grand temps que les deux grandes puissances s'entendent pour renouer à s'engager dans cette voie, en distinguant bien la recherche, les essais et les déploiements.

● LES ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS DANS LE PACIFIQUE. — « A ce jour, la France a effectué moins de dix essais du total des expériences nucléaires soviétiques et américaines. Depuis 1974, elle a renoncé aux essais dans l'atmosphère. Elle a accueilli en 1983 sur place une équipe de scientifiques internationaux qui ont publié un rapport faisant apparaître l'innocuité totale des essais. Aucune autre puissance nucléaire ne l'a fait avant elle, aucune autre ne l'a fait depuis. (...) Mais qu'on ne se laisse tromper par ses intérêts de sécurité. Elle ne renoncera pas davantage à l'exercice légitime de sa souveraineté, quoi qu'il lui en coûte. La poursuite des essais est conditionnée, en effet, la crédibilité de ses forces. »

● Washington et la régulation des missiles en Chine. — Les États-Unis ont retiré une subvention de 10 millions de dollars au Fonds des Nations unies pour les activités de la famille (UNFPA) à cause de sa participation au programme de contrôle des naissances en Chine. L'agence américaine pour l'aide au développement international (AID) a indiqué que cette décision avait été prise après la découverte que le programme chinois de régulation des naissances comprenait l'avortement et la stérilisation forcée. L'Agence des Nations unies et Pén-kin ont cependant nié que les avortements forcés fassent partie du programme chinois de planning familial. Les rumeurs sur les avortements forcés ne sont que « déformation et invention », avait déjà déclaré le président chinois Li Xiaonan. — (AFP.)

● AFRIQUE DU SUD. — « L'origine du conflit qui ébranle profondément la société sud-africaine est à rechercher dans l'apartheid, ce système fondé sur une doctrine odieuse et des pratiques indignes. (...) Hormis par l'annihilation rapide et totale de l'apartheid, il n'y aura point de salut pour l'Afrique du Sud. (...) L'intelligence du gouvernement sud-africain à propos de la Namibie n'est pas davantage satisfaisante. »

● PROCHE ET MOYEN-ORIENT. — « La France soutient toute initiative qui permettrait de progresser vers une solution du conflit israélo-arabe par le dialogue et la négociation. Elle approuve celle qui a été prise le 11 février dernier par le roi de Jordanie, en accord avec le chef de l'OLP. (...) Quant au Liban, si cruellement éprouvé, il a droit lui-même aussi à la paix, et ses habitants, à quelque communauté qu'ils appartiennent, à la sécurité. La France n'a cessé d'affirmer que la solution de la crise libanaise passait par le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité du pays. Cela suppose qu'une véritable réconciliation nationale ait lieu entre tous les Libanais. (...) »

● Stagnation du conflit entre l'Irak et l'Iran. — Il est indispensable

qu'un cessez-le-feu intervienne enfin et que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qui conservent toute leur valeur et leur actualité, soient enfin acceptées par les deux belligérants et appliquées en tous points.

● AFGHANISTAN. — « Comme ailleurs, la justice s'accorde au bon sens. La seule issue tient dans la recherche d'une solution pacifique assurant à la fois le retrait des forces étrangères, la libre détermination de la population et la stabilité de la région. »

● LE DÉVELOPPEMENT. — « La France consensera à l'aide publique au développement près de 0,55 % de son PNB en 1985, progressant ainsi vers l'objectif de 0,7 % qu'elle s'est fixé pour 1988. (...) Certes l'endettement international demeure, pour l'instant, mal maîtrisé (...). Mais prenons garde, le redressement des comptes extérieurs des pays endettés s'est opéré au prix d'une dégradation du revenu des populations qui ne saurait se prolonger. »

Enfin, le ministre français des relations extérieures a confirmé l'intention de M. Mitterrand de réagir, à Paris, en février prochain, une conférence internationale sur la protection de la forêt.

### Rude journée pour M. Dumas

De notre envoyé spécial

New-York. — Rude journée pour M. Dumas qui, ce jeudi 26 septembre à l'ONU, le ministre des relations extérieures a dû successivement donner une conférence de presse, prononcer son discours devant l'Assemblée générale, déjeuner avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, faire une autre intervention — mais devant le Conseil de sécurité — et enfin offrir à ses collègues des pays francophones le dîner des ambassadeurs traditionnels qui réunit chaque année autour du chef de la diplomatie française.

Harcelé de questions sur le « terrorisme d'Etat » dont la France aurait fait usage dans l'affaire Greenpeace selon plusieurs journaux américains, notamment les New York Times, M. Dumas s'est borné à rappeler, au cours de sa conférence de presse, que la France n'entendait pas renoncer aux essais nucléaires nécessaires à la modernisation, donc à la crédibilité de sa force de dissuasion, et que leur innocuité avait été reconnue par une commission d'enquête internationale.

Il a renouvelé l'invitation faite dix jours plus tôt par M. Mitterrand aux chefs d'Etat et au gouvernement des pays riverains du Pacifique de venir s'en assurer à nouveau eux-mêmes sur place. Non sans s'entretenir, à la fin de la journée, avec le président de la République qui l'avait fait le 15 septem-

bre, sur les effets, pour l'environnement australien, des tirs nucléaires britanniques dans l'atmosphère, auxquels Canberra a consenti jusqu'en 1986.

Le ministre a en outre indiqué que les experts français et néo-zélandais chargés d'examiner le contentieux entre Paris et Auckland étaient au nombre de trois par pays et qu'ils tenaient une première réunion jeudi matin à New-York. Leur mission se limite, pour l'instant, à dresser l'inventaire des désaccords, dans un délai qui n'a pas été précisé. La France compte bien présenter elle aussi quelques griefs à la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne l'aide que celle-ci apporte aux mouvements qui combattent la politique nucléaire de Paris, même si M. Fabius a finalement décidé de plaider coupable dans l'affaire du Rainbow Warrior.

Le déjeuner de M. Dumas avec M. Shultz a surtout été consacré, comme on pouvait s'y attendre, aux prochaines échéances Est-Ouest, qu'il s'agisse de la visite à Paris de M. Gorbatchev du 2 au 5 octobre ou du sommet entre le numéro un soviétique et le président Reagan, en novembre, à Genève. Les ministres français et américains, qui ont l'un et l'autre rencontré cette semaine leur nouveau collègue soviétique, M. Chervornodav, ont par ailleurs confronté leurs impressions à ce sujet.

BERNARD BRIGOUÉD.

## LES AFFAIRES D'ESPIONNAGE EN EUROPE

### URSS

#### Le mystérieux Vitali Yourtchenko

La Saint-Géorgie s'est rendu involontairement complice de la défection du fonctionnaire des services secrets soviétiques Vitali Yourtchenko, disparu de son ambassade à Rome le 12 août dernier (le Monde du 12-13 septembre) et dont la présence aux États-Unis paraît désormais confirmée.

En effet, selon des informations publiées dans divers organes de presse, Yourtchenko aurait déclaré aux agents de sécurité de l'ambassade soviétique qu'il allait « visiter le musée du Vatican » avant de prendre la poudre d'escampette.

Vitali Yourtchenko semble avoir trouvé des confesseurs plus attentifs en la personne de leurs fonctionnaires des services secrets des États-Unis, qui ont écouté avec toute l'attention nécessaire la description par le transfuge de l'organisation des services du KGB en Europe occidentale. Dans les jours qui suivront, on a pu assister coup sur coup à une hémorragie de secrets dans divers ministères de RFA, à la fuite à Berlin-Est du chef du contre-espionnage ouest-allemand Hans-Joachim Tiedge, à l'annonce de la défection en Grande-Bretagne d'un autre agent soviétique, Oleg Gorbachev, à la grande isseive londonienne de l'ambassade

d'URSS effectuée par M. Thatcher (trente et un fonctionnaires en deux journées), et enfin à la découverte à Athènes d'un réseau d'espionnage technologique en faveur de l'URSS.

Vitali Yourtchenko est-il le gros poisson des services soviétiques, se glorifiant d'avoir retourné ? Certains journaux comme le Los Angeles Times n'hésitent pas à écrire que Vitali Yourtchenko serait l'espion soviétique le plus important passé à l'Ouest depuis les années 30.

A partir de là, les surenchères vont vite : pour le Washington Times, organe dont est propriétaire la secte Moon, Yourtchenko ne serait rien moins que le « numéro cinq du KGB ». Le porte-parole du département d'Etat, M. Sandra McCarthy, se réfugie dans un « no comment » qui en dit long.

Les observateurs notent également qu'un rapport pourrait être établi avec le passage à l'Ouest, le 25 septembre, du scientifique tchèque Ladislav Patáky, spécialisé dans les problèmes sportifs et en particulier la plongée sous-marine. On attend d'un jour à l'autre un expert en fusilles.

LUC ROSENZWEIG.

### RFA

#### Une commission d'enquête parlementaire doit être constituée

De notre correspondant

Bonn. — A la demande du Parti social-démocrate, une commission d'enquête parlementaire doit être constituée par le Bundestag pour examiner les responsabilités du ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann (CSU), dans les récentes affaires d'espionnage en Allemagne fédérale.

Après le passage à l'Est d'une des secrétaires de la chancellerie, Astrid Willner, et de son mari, qui travaillait pour le Parti libéral, le ministre de l'Intérieur avait reconnu qu'il avait été averti à plusieurs reprises au cours des derniers mois de soup-

çons pesant sur le couple. M. Zimmermann avait néanmoins refusé plusieurs demandes du Bundestag d'interrogation visant à faire placer les époux Willner sous écoute téléphonique, justifiant sa décision par l'absence de preuves convaincantes. Le chancelier Kohl n'avait été averti lui-même que le 28 août dernier, après la défection en RDA du chef de contre-espionnage ouest-allemand Hans-Joachim Tiedge. Déjà attaqué par le SPD, qui avait réclamé sa démission après l'affaire Tiedge, M. Zimmermann a fait l'objet, pour cette dernière affaire, de nombreuses critiques dans les rangs du Parti chrétien-démocrate, la chancellerie ne cachant pas elle-même son irritation.

### Grèce

#### Les embarras de M. Papandréou

M. Papandréou, le premier ministre grec, a annoncé jeudi 26 septembre la création d'un Conseil national de sécurité comprenant le chef du gouvernement, les ministres de l'Intérieur et de la Défense et le chef des services spéciaux (KYP). C'est que la Grèce est, elle aussi, aux prises avec des affaires d'espionnage et de guerre entre les policiers, qui ont mis en évidence depuis deux semaines le monde politique athénien.

La première de ces affaires fait suite à l'arrestation, annoncée le 18 septembre, d'un officier de marine et de deux cadres techniques (employés l'un dans une entreprise d'électronique, l'autre dans une filiale d'ITT à Athènes), accusés d'espionnage au profit de l'URSS. Une autre affaire pour l'opposition, qui reproche à M. Papandréou d'entretenir des relations trop bienveillantes avec l'URSS. Selon M. Mitsotakis, le chef de la Nouvelle Démocratie (opposition conservatrice), ces arrestations feraient suite à des attaques à l'Ouest de Sergueï Bokhanov, premier secrétaire de l'ambassade d'URSS en Grèce et membre des services de renseignement soviétiques, qui, réfugié aux États-Unis en mai, aurait révélé aux Américains

tout ce qu'il savait de l'espionnage en Grèce. Les révélations de ce transfuge, toujours selon l'opposition, expliqueraient notamment le retard mis par les Américains à conclure l'accord de vente de quatre avions F-16 à la Grèce.

Rien à voir, rétorque M. Papandréou, qui affirmait jeudi que les Américains avaient d'ailleurs refusé à la police grecque l'autorisation d'aller interroger M. Bokhanov. Quant aux avions F-16, le retard de livraison ne serait dû qu'à des questions de procédure.

Le gouvernement s'est efforcé de minimiser cette affaire sur le plan diplomatique, citant en exemple les autres pays occidentaux, comme la Grande-Bretagne, qui continue d'entretenir avec l'URSS des relations normales en dépit des affaires d'espionnage.

M. Mitsotakis était allé plus loin encore dans ses attaques en affirmant que des agents soviétiques étaient infiltrés à divers niveaux des institutions et dans le monde des affaires en Grèce. Démenti avec virulence par M. Papandréou (qui l'a accusé d'« immoralité politique ») mais pris au mot par le juge chargé d'instruire l'affaire d'espionnage, M. Mitsotakis a dû déposer jeudi pendant deux heures. Une convocation qu'il n'a guère appréciée et qui témoigne, selon lui, de la façon « inacceptable » dont le gouvernement « mêle la justice à une affaire clairement politique ».

Autre source d'embarras pour le gouvernement, l'arrestation de Danos Krystallis, un journaliste de télévision, dont on découvre simultanément qu'il émargait à cinq services de police comme informateur, et qu'il pourrait être mêlé à l'assassinat du propriétaire d'un journal de droite en mars 1983. Cela ressemble à un règlement de compte, entre policiers mais promet d'avoir des suites, d'autant que Krystallis, selon l'opposition, n'aurait dû son poste à la télévision qu'à l'appui d'un secrétaire particulier de M. Papandréou.

HENRI DE BRESSON.

C.T.

La renaissance passe par la fin des habitudes

**JACQUES LESOURNE**  
et  
**MICHEL GODET**

LA FIN DES HABITUDES  
Les mille sentiers  
de l'avenir/2

Une réunion impressionnante de faits et d'analyses émanant de vingt spécialistes - sur les conditions de notre avenir planétaire, européen et français.

Collection "Les visages de l'avenir".

**Seghers**

1985 10 13 15 10



مكتبة الأمل

AFRIQUE

République sud-africaine

Les sociétés transnationales font-elles le jeu du régime d'apartheid ?

De notre envoyé spécial

New-York. — Postulat : les sociétés transnationales (STN), multinationales, qui commercent avec l'Afrique du Sud et la Namibie y investissent sont coupables, en contribuant au dynamisme de l'économie sud-africaine, de favoriser la stabilité du régime de M. Pieter Botha.

Par la nature du commerce auquel elles se livrent (technologies de pointe, ordinateurs, systèmes de communication, matériel électronique), elles alimentent la machine de répression du pouvoir blanc, bref elles sont les alliés « objectifs » de l'apartheid. Dès le début, le « procès » qui est déroulé à New-York, du 16 au 20 septembre, dans le cadre des Nations unies, paraissait instruit, le verdict connu.

Les onze personnalités chargées par le Conseil économique et social de mener les investigations sur le rôle des STN en Afrique du Sud avaient été choisies, notamment, en raison de leur « participation à la lutte contre la discrimination raciale et l'apartheid » et leur mission consistait à entendre des « témoins » (il en vint une cinquantaine), afin de « susciter une prise de conscience accrue de l'appui direct ou indirect que les sociétés transnationales apportent au régime raciste minoritaire d'Afrique du Sud ».

Comme les principaux « accusés » — les représentants du gouvernement de Pretoria et les dirigeants des STN — à « étaient » accusés, ces auditions risquaient fort d'aboutir à un rapport (il sera rendu public le 11 octobre), traduisant un point de vue sans nuances. D'autant que certains membres du « jury », présidé par M. Malcolm Fraser, ancien premier ministre australien, prirent parfois quelque distance avec la consigne d'objectivité qui leur avait été fixée. Surprise : les débats furent à la fois riches et contradictoires.

Les mille soixante-quinze STN qui coopèrent avec Pretoria sont-elles ou non coupables ? Certes, celles qui, en dépit d'une forte campagne internationale en faveur du désinvestissement, se refusent à se « désengager », passent outre aux résolutions (multiples) et aux embargos (pétrole, nucléaire) décrétés par les Nations unies, et agissent

parfois en violation des décisions de leurs propres gouvernements. Il est non moins évident que les pays qui sont les premiers à dénoncer « le régime raciste de Pretoria » s'accrochent fort bien de la persistance de liens économiques dont la rupture mettrait en danger leur industrie. On connaît l'exemple de la Grande-Bretagne, fournissant des radars d'utilisation civile à l'Afrique du Sud qui sont aujourd'hui utilisés par la police de Pretoria. On sait aussi que l'embargo pétrolier est constamment

Les représentants des chambres de commerce et d'industrie sud-africaines n'ont pas dit autre chose, qui ont plaidé en faveur d'une « croissance saine » en Afrique du Sud, celle-ci étant « essentielle pour un processus de réformes tous azimuts ». « Transformer la société sud-africaine en société de siège » n'aurait personne, a déclaré par exemple M. Van Zyl (chambres d'industrie).

Le message était clair : les hommes d'affaires sud-africains

un climat tendant à prouver qu'elles sont là pour améliorer les choses ». « Pour augmenter leurs profits, renchérir M. Jordan (Congrès national africain, ANC), elles se sont rendu compte qu'il valait mieux éduquer la main d'œuvre noire. » Mais combien d'entre elles respectent les « codes de bonne conduite » édictés par la communauté internationale comme, par exemple, les « principes Sullivan » (déségrégation des lieux de travail, etc) ?

Quelques « progrès sociaux »

Certains ont néanmoins permis quelques « progrès sociaux », indiqua M. Kistner (conseil des Eglises sud-africaines), mais ceux-ci sont « adaptés aux seuls besoins de l'économie ». En tout état de cause, moins de 1 % de la main d'œuvre noire bénéficie de la « politique sociale » des STN. Encore faut-il reconnaître, comme le fit M. de Beer (groupe Karpis) que la législation sud-africaine enferme les STN dans un réseau de lois qui les empêchent parfois de se soustraire aux exigences du gouvernement.

Restait au moins un argument essentiel : le désinvestissement va avoir pour première conséquence d'aggraver les conditions de vie des Noirs. Réponse de M. Gora Ebrahim (Congrès pan-africain d'Azanie) : « Les Noirs se seraient opposés à l'abolition de l'esclavage sous prétexte qu'elle entraînerait du chômage ? »

« Tribunaux », ces auditions onusiennes ne furent aussi pour les gouvernements qui ne font rien, ou peu, pour faire pression sur les sociétés transnationales et la gouvernance sud-africaine.

En revanche, furent mises en lumière les nombreuses initiatives des agents économiques — y compris, s'agissant des Etats-Unis, des Etats, des villes et des universités, — qui ont adopté des mesures de désinvestissement. Les « témoins » américains tombèrent d'accord pour souligner l'inefficacité de la politique d'engagement constructif du président Reagan. Que voulez-vous, dit le maire de New-York, M. Edward Koch, « c'est un homme décent, mais il est mal conseillé sur la question ».

LAURENT ZECCHINI.

On attendait une condamnation sans nuances au « procès » des STN à New-York. Surprise : les débats ont été contradictoires...

contourné par la contrebande, celle-ci s'effectuant souvent par le transbordement en haute mer de cargaisons entières de pétrole.

Mais l'hypocrisie des nations occidentales veut bien celle des pays africains (notamment les voisins de l'Afrique du Sud), prompts à afficher leur solidarité avec la majorité noire sud-africaine, mais peu enclins à renoncer à des relations commerciales discrètes mais bien réelles et vitales pour certains d'entre eux. Israël, qui exerce un quasi-monopole pour la taille des diamants sud-africains, sert également de médiateur entre Pretoria et diverses capitales africaines.

« Neutralité politique »

Coupables ? M. François Ceyrac, porte-parole de la chambre de commerce internationale, fut le premier à émettre un point de vue différent. Pour l'ancien président du patronat français (CNPF), si l'apartheid est « moralement indéfendable et économiquement stérile », en revanche les STN ont contribué « à promouvoir l'égalité raciale dans l'emploi, à former des cadres noirs et à améliorer la qualité de la vie des populations ». L'isolement de l'Afrique du Sud ne pouvant que « favoriser sa déstabilisation et celle des Etats voisins », le désinvestissement serait une « trahison pour tous ceux qui luttent pour l'abolition de l'apartheid ». Les STN, a-t-il expliqué, adoptent une attitude de « neutralité politique ».

soutiennent un « processus de réformes politiques pacifiques » (celui-ci ne pouvant s'effectuer toutefois dans une « situation de rupture de l'ordre public »), et se font fort, par l'influence croissante qu'ils exercent auprès de leur gouvernement, d'œuvrer en faveur du changement. A une condition : qu'on les laisse tranquilles. « Trop d'influences de l'extérieur », affirme M. Parsons (chambres de commerce), ne pourront qu'entraver ce processus. La solution ? Une seule, assura M. Weiner (Probe international), seul homme d'affaires américain à être présent : « Il faut plus de commerce et plus d'investissements ».

De nombreux participants se sont insurgés contre ces thèses. D'abord, ont-ils expliqué, les modifications au régime de l'apartheid de M. Botha consistent tout le plus souvent à répondre à la demande du communisme international (des banques notamment).

Il est vrai cependant que les milieux industriels de Pretoria et de Johannesburg commencent à douter de la capacité de leur gouvernement à résoudre la crise interne par la seule répression, et que la crise économique exige de changements de structure économique et sociaux. D'où, très probablement, les gestes d'ouverture récents, comme le renvoi de Lusaka entre des hommes d'affaires et des représentants de l'ANC.

Les STN, expliqua M. Ben Gurrah, représentant de la SWAPO, « ont besoin de créer à l'extérieur

Le président Botha écarte toute possibilité d'accorder le droit de vote aux Noirs

Le gouvernement sud-africain n'a pas l'intention d'accorder, même progressivement, le droit de vote aux Noirs, a déclaré M. Pieter Botha, dans un entretien publié, vendredi 26 septembre, par l'hebdomadaire américain *Business Week*. Le président sud-africain indique que le suffrage universel « transformerait l'Afrique du Sud en une dictature socialiste et nous y sommes opposés ». M. Botha estime qu'il est faux de parler de minorité blanche et de majorité noire. « Nous sommes un pays de minorités », explique-t-il, « et nous avons aussi des minorités noires. Nous devons trouver un système et une solution acceptables pour nos différentes minorités de telle sorte que leurs droits, leurs traditions et leurs idées soient respectés ».

Indiquant qu'il est hostile à la suppression pure et simple des « pass-laws » (lois réglementant l'habitation des Noirs dans les zones urbaines blanches), M. Botha souligne, d'autre part, que les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud vont nuire à son pays, mais, ajoute-t-il, « elles ne nous détruiront pas ». Si celles-ci devaient cependant se généraliser, « alors, déclare-t-il, naturellement, l'Afrique du Sud devra reconsidérer sa propre attitude vis-à-vis de l'Afrique australe ». De même, « si la communauté internationale nous pousse à bout et si elle n'arrête pas son ingérence inutile, il y aura un retour de bâton par rapport aux Blancs d'Afrique du Sud. Les Blancs sont résolus à rester. Je ne crois pas que le monde ait vraiment pris conscience de cela ». Dans cet entretien, M. Botha rejette, d'autre part, toute négociation avec l'ANC (Congrès national africain), tant que ce mouvement n'eura pas renoncé à la violence et au soutien du parti communiste.

● A VIENNE, le gouvernement autrichien a annoncé, jeudi 26 septembre, que l'Etat et les entreprises nationales n'investiront plus en Afrique du Sud. Le gouvernement a

également conclu un accord avec les banques autrichiennes portant sur l'interdiction d'importer des Krugers ou d'autres pièces d'or sud-africaines. Les relations culturelles et sportives seront limitées (par la suppression des subventions) et l'Etat n'accordera plus de garanties pour les crédits à l'exportation vers l'Afrique du Sud.

A PARIS, deux manifestations anti-apartheid distinctes ont eu lieu jeudi soir, l'une à l'appel de l'UNEF-ID, l'autre à l'initiative du mouvement de la Jeunesse communiste. La première manifestation, qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes de la place Saint-Sulpice au siège de l'ambassade sud-africaine, Quai d'Orsay, était soutenue par quelque soixante-dix organisations anti-apartheid et mouvements politiques de gauche.

Un « médiateur » pour négocier le remboursement de la dette

● DE BERNE, notre correspondant Jean-Claude Bühler nous signale qu'un banquier suisse, M. Fritz Leutwiler, ancien président de la Banque nationale suisse et de la Banque des règlements internationaux, a accepté de servir de médiateur pour négocier le remboursement de la dette extérieure de l'Afrique du Sud. L'Union des banques suisses (UBS) a précisé que la plupart des vingt-neuf banques créancières de l'Afrique du Sud ont donné leur accord à la mission confiée à M. Leutwiler. A Pretoria, le ministre sud-africain des finances, M. Barend du Plessis, a confirmé cette information.

● A WASHINGTON, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, a indiqué que le président Reagan n'a pas l'intention de prendre des mesures qui risqueraient de nuire à l'économie sud-africaine et à son développement. — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

EUROPE

Les retraités de Moscou

(Suite de la première page.)

L'échéance, pour un autre « vétéran » du bureau politique, ne serait guère plus éloignée. M. Tikhonov, président du conseil des ministres depuis octobre 1980 et qui est âgé de quatre-vingts ans, pourrait, lui aussi, prendre sa retraite, peut-être à l'occasion du 27<sup>e</sup> congrès du parti qui s'ouvre le 25 février prochain.

M. Tikhonov, qui avait longtemps été le second d'Alexis Kosyguine sans avoir d'ailleurs la vision d'ensemble de ce dernier sur l'économie soviétique et encore moins ses velléités réformatrices, serait, dit-on, lui-même désireux de s'effacer en raison de son âge et de ses infirmités. M. Gorbatchev ne devrait pas insister outre mesure pour retenir ce

technocrate assez gris, ancien membre du « groupe de Dniepropetrovsk », ce petit cercle d'hommes (parmi lesquels Tcherenkov) que Leonide Brejnev avait connus au début de sa carrière dans ce centre métallurgique d'Ukraine et qui avait ensuite promu aux plus hautes fonctions.

Un autre « brejnévien » du bureau politique, le premier secrétaire du parti au Kazakhstan, M. Kounaev (soixante-trois ans), pourrait être également écarté. Il n'a que 42 ans en avant, c'est le moins qu'on puisse dire, lors de la tournée de M. Gorbatchev dans sa république au début de ce mois. En fait, il n'a même pas officiellement pris le pouvoir, qui n'a d'autre distinction que d'avoir connu Brejnev lorsque ce dernier était lui-même premier secrétaire du Kazakhstan, au milieu des années 50, est cependant difficile à remplacer pour des raisons d'équilibre ethnique. Il est le seul Kazakh — donc le seul asiatique — au bureau politique et un des rares non-russes au sein de cet organisme.

avec M. Chevardnadze (géorgien), Aliiev (azerbaïdjanais) et Chitchebitchky (ukrainien). Ce dernier (soixante-sept ans) pourrait d'ailleurs lui aussi faire partie des prochaines « chartres », qui viseraient décidément en priorité les « vieux brejnéviens ».

Des mouvements de personnel sont d'autre part prévisibles parmi les quatre-vingt-dix-sept ministres et les cent cinquante-sept premiers secrétaires de région. Depuis son arrivée au pouvoir, en mars dernier, M. Gorbatchev a d'ailleurs déjà remplacé onze ministres et vingt-quatre premiers secrétaires.

M. Gorbatchev a préféré jusqu'à présent faire entrer des gens à lui, en moyenne assez jeunes, dans les instances supérieures du parti plutôt que de secouer le cocotier... Il a ainsi fait nommer quatre membres à part entière au bureau politique et trois nouveaux secrétaires. Cette période si sans doute révolue. L'hiver qui s'approche sera probablement consacré à l'élagage.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● DEUX DIRIGEANTS SYNDICAUX INCARCERÉS. — Les dirigeants syndicaux du Commandement national des travailleurs (CNT), MM. Rodolfo Seguel et Manuel Bustos, ont été emprisonnés jeudi 26 septembre à Santiago, sous l'accusation de subversion contre le régime du général Pinochet. Ils sont accusés d'être les instigateurs des journées de protestation des 3 et 4 septembre, organisées par le CNT contre le gouvernement et au cours desquelles dix personnes avaient trouvé la mort. — (AFP, Reuters.)

Liban

● DEUX BRITANNIQUES ENLEVÉS A BEYROUTH-OUEST. — Deux ressortissants britanniques ont été enlevés par des hommes armés, jeudi 26 septembre, à Beyrouth-Ouest. Il s'agit de MM. Hazel Moss, propriétaire d'un restaurant, et Amanda McGrath, professeur d'anglais à l'université américaine de Beyrouth. Selon le concierge de leur immeuble, les deux femmes ont été enlevées par au moins trois hommes armés.

Pologne

● LA MORT D'UN PRÊTRE ORTHODOXE. — L'assassinat en juin dernier en Pologne d'un prêtre de l'Eglise orthodoxe catholique, le pope Piotr Poplawski, quarante et un ans (*Le Monde* du 26 septembre), n'a aucune connotation politique, a déclaré, le mercredi 25 septembre, à l'AFP un responsable de l'Eglise orthodoxe. Mgr Jerzy Doroszkiwicz, directeur du conseil métropolitain de l'Eglise orthodoxe de Pologne, a affirmé que « le pope Poplawski ne s'était jamais occupé de politique » et que l'enquête concernant cet assassinat, selon toute vraisemblance crapuleuse, « était encore en cours ». — (AFP.)

Soudan

Echec d'une tentative de mutinerie à Khartoum

Un militaire a été tué et sept autres personnes ont été blessées, parmi lesquelles un civil et six militaires, au cours de la tentative de mutinerie qui a éclaté au sein des forces armées soudanaises dans la nuit de mercredi à jeudi, à Khartoum, le 26 septembre, le ministre soudanais de la défense.

Dans une déclaration diffusée en fin d'après-midi par Radio Omdourman, le général Osman Abdallah Mohamed a précisé qu'« un petit groupe appartenant aux forces armées soudanaises, avec des motivations d'ordre ethnique, a déclenché une opération armée visant à perturber la paix et la stabilité dans la capitale ».

Le général a indiqué qu'un premier groupe de mutins avait ouvert le feu « au hasard », mercredi à minuit, au quartier général des services de santé de l'armée dans une caserne d'Omdourman (banlieue de Khartoum), blessant deux officiers, un sous-officier et un civil. Ce groupe a pris la fuite et a été pris en chasse par les troupes restées fidèles au gouvernement, a précisé le ministre.

A 3 heures, heures locales, jeudi, un autre groupe a déclenché « une fusillade intense » dirigée contre les installations du génie militaire dans le nord de Khartoum, occupant brièvement le quartier général de cette caserne. Un sous-officier a été tué et trois soldats blessés au cours de cette seconde opération. Le ministre a ajouté que la situation était désormais calme et sous le contrôle des forces gouvernementales.

A Londres, un représentant de l'Armée Populaire pour la libération du Soudan (APLS) a confirmé que des soldats sympathisants de ce mouvement, originaire du Sud ou appartenant à l'ethnie des Noubas, avaient affronté les forces loyalistes à Omdourman et dans les deux autres villes qui forment l'agglomération de Khartoum. — (AFP.)

sous-officier et un civil. Ce groupe a pris la fuite et a été pris en chasse par les troupes restées fidèles au gouvernement, a précisé le ministre.

A 3 heures, heures locales, jeudi, un autre groupe a déclenché « une fusillade intense » dirigée contre les installations du génie militaire dans le nord de Khartoum, occupant brièvement le quartier général de cette caserne. Un sous-officier a été tué et trois soldats blessés au cours de cette seconde opération. Le ministre a ajouté que la situation était désormais calme et sous le contrôle des forces gouvernementales.

A Londres, un représentant de l'Armée Populaire pour la libération du Soudan (APLS) a confirmé que des soldats sympathisants de ce mouvement, originaire du Sud ou appartenant à l'ethnie des Noubas, avaient affronté les forces loyalistes à Omdourman et dans les deux autres villes qui forment l'agglomération de Khartoum. — (AFP.)

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75227 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Favret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Dirigeant de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :  
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Imprimerie :  
Le Monde,  
7, rue des Italiens  
Paris-DV

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75227 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou  
provisoires (deux semaines ou plus) : nos  
abonnés sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins avant leur  
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à  
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,  
400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,  
17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Danemark,  
120 kr. ; Espagne, 110 pes. ; Grèce, 120 dr. ;  
Irlande, 120 p. ; Italie, 1 200 L. ; Libye, 2 300 DL ;  
750 kr. ; Pays-Bas, 120 g. ; Portugal, 100 esc. ;  
Suisse, 2 fr. ; Suède, 100 kr. ; Tchécoslovaquie,  
100 Kčs ; Royaume-Uni, 1,50 £ ;  
Yougoslavie, 110 din.

**STEPHANE DENIS**

**LE CŒUR NET**

ROMAN

Stéphane Denis s'inscrit dans une tradition de jongleurs de mots : le Supplément de l'Homme de la pampa, le Jean Cassou des inconnus dans la cave, le Max Jacob des pastiches de lettres anonymes, Antoine Blondin et Crève.

Angelo Rinaldi/L'Express

LES ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE



# AFRIQUE

## Tunis a rompu ses relations diplomatiques avec Tripoli

De notre correspondant

Tunis. - Aboutissement logique de la tension qui s'est considérablement accrue ces derniers jours : le gouvernement tunisien a décidé, jeudi 26 septembre, de rompre ses relations diplomatiques avec la Jamahiriya libyenne.

Après la violation, lundi, de l'espace aérien par quatre Mirage libyens et les nouvelles menaces brandies mardi par Tripoli de recourir à la force pour faire cesser les campagnes de presse antilibyennes - qui allaient crescendo, - l'envoi de lettres piégées aux journaux tunisiens, dont deux ont explosé mercredi et jeudi entre les mains de pasteurs qui ont été blessés, a été déterminant dans cette décision.

« Nous sommes menacés, nous sommes attaqués, nous n'avons donc plus d'autre choix, nous a déclaré le premier ministre, M. Mohamed Mzali. Du moment que nous avons établi, après bien d'autres faits, que la valise diplomatique libyenne était utilisée à des fins terroristes - c'est par elle

que les lettres piégées ont été acheminées de Tripoli, - mieux vaut désormais l'éviter. »

Dans un communiqué, le gouvernement explique que cette rupture « résulte de la politique d'agression et d'hostilité permanente de la Libye à l'égard de la Tunisie, visant à porter atteinte à ses

affrontées avec de plus en plus de vigueur, de fermeté, voire d'agressivité dans le propos, répliquant - politiquement - coup pour coup aux actes d'hostilité de Tripoli : décision de rapatrier toute la colonie tunisienne de Libye, rappel des coopérants (nombreux dans l'enseignement), arrêt de toute coopéra-

tants, le demeurent et le demeureront certainement encore longtemps. Car, plus qu'une agression militaire en règle, les autorités libyennes redoutent surtout les incidents susceptibles de dégénérer à la frontière ou dans l'espace aérien et, plus encore, des actes terroristes isolés, dans l'art desquels la Libye du colonel Kadhafi est passée maître depuis longtemps.

MICHEL DEURÉ.

**« Nous sommes attaqués, nous n'avons plus d'autre choix », nous a déclaré le premier ministre, M. Mzali**

acquis, à sa sécurité et à la stabilité de ses institutions » et que « la transgression par le régime libyen, d'une manière ouverte et répétée, de tous les principes et des normes qui régissent les rapports entre États n'a atteint le seuil de l'insupportable ».

A la suite de l'expulsion « massive et arbitraire » de travailleurs tunisiens par les autorités de Tripoli et de la crise ouverte qui s'en est ensuivie depuis le début du mois d'août, la dégradation des rapports entre les deux pays n'a fait que s'aggraver, souligne en substance le communiqué, qui rejette toute la responsabilité de cette situation sur le régime libyen.

Ce texte se réfère à l'envoi des lettres piégées « par des diplomates pris en flagrant délit » et affirme que le gouvernement « a pu établir les preuves irréfutables de la transformation des missions diplomatiques et autres institutions officielles libyennes installées en Tunisie en autant de refuges de terroristes, d'espionnage, de subversion et de foyers destinés à organiser et à exécuter les machinations du régime libyen contre la sécurité de la Tunisie ».

**« L'abcès est crevé »**

Si les griefs énumérés par le gouvernement paraissent fondés à tous les observateurs, il n'en demeure pas moins que celui-ci n'a, à aucun moment, durant ces dernières semaines, tenté d'endiguer l'escalade, ne serait-ce qu'en mettant une sourdine aux campagnes de presse virulentes qui irritaient tant le colonel Kadhafi.

Pris au dépourvu au début de la crise, les Tunisiens l'ont ensuite

tion, expulsion de diplomates « espions » fermeture des deux consulats et, jeudi 26 septembre, expulsion de quatre diplomates accusés d'être impliqués dans l'envoi de lettres piégées, enfin suspension de toutes les liaisons aériennes entre les deux pays.

Sans doute tranquillisés par les assurances reçues de leurs plus proches amis - les États-Unis, la France et surtout le voisin algérien, - forts de l'élan d'unité nationale qui s'est manifesté et probablement soucieux de l'entretenir, les dirigeants tunisiens, à l'évidence, se préparaient à cette rupture.

Lors de l'attaque de la ville de Gafsa, en janvier 1980, par un commando armé et entraîné en Libye, qui avait fait une cinquantaine de morts, la Tunisie s'était bornée à rappeler son ambassadeur, en évitant la rupture totale.

Les temps ont changé : « L'abcès est crevé une fois pour toutes », remarque-t-on souvent avec soulagement dans les cercles politiques. Mais la géographie est là et le problème du voisinage demeure entier.

« Nous contrôlons bien la situation, nous a affirmé M. Mohamed Mzali, et, maintenant, il faut que nous soyons unis et vigilants pour être en mesure de faire face à toute éventualité. »

Unis, les Tunisiens le sont, incontestablement. Mais cette communion, dictée par des sentiments patriotiques face aux menaces libyennes, demeure essentiellement populaire.

Reste encore à renouer le dialogue, interrompu depuis plus d'un an, entre le pouvoir et l'opposition qui, unanimement, qu'elle soit officiellement reconnue ou simplement tolérée, a dénoncé très fermement le régime libyen dès les premiers jours de la crise, et à apaiser le climat social dominé par le différend persistant qui oppose le gouvernement à la direction de la centrale syndicale UGTT.

Vigilants, l'armée, l'ensemble des forces de sécurité et les comités créés par le Parti socialiste destourien, qui a mobilisé tous ses mil-

# PROCHE-ORIENT

## L'attentat de Larnaca pourrait avoir été commis par des éléments hostiles aux efforts diplomatiques de M. Arafat

De notre correspondant

Jérusalem. - Qui a tué les trois touristes israéliens de Larnaca le 24 septembre, le jour du Yom Kippour ? Les autorités de Jérusalem ne semblent toujours pas avoir de certitude à ce sujet.

Le triple attentat avait été revendiqué, lors d'un appel téléphonique, au nom de la Force 17, unité opérationnelle du Fatah basée à Amman. Pourtant, cette thèse est loin aujourd'hui d'emporter la conviction des Israéliens. On doute à Jérusalem que M. Arafat, qui contrôle directement la Force 17, ait choisi délibérément de perpétrer un attentat contre des civils sur le territoire d'un pays - Chypre - considéré comme ami et où l'OLP entretient depuis longtemps une présence prééminente. L'attaque a d'ailleurs été condamnée par les groupes politiques chypriotes de tous bords.

Sans s'être fait définitivement une religion, les Israéliens penchent

plutôt pour l'hypothèse d'une opération commise par des éléments du Front du refus de l'OLP, hostiles aux efforts diplomatiques de M. Arafat. Cette attaque s'inscrit, en effet, dans une série d'attentats attribués aux extrémistes de l'OLP, associés, avec le soutien de Damas et de Tripoli, de saboter l'accord conclu en février dernier par le roi Hussein et M. Arafat. Telle était, sans doute, la signification du dernier en date contre l'agence de British Airways à Rome ; ses auteurs entendaient montrer leur opposition à la prochaine rencontre à Londres entre M<sup>rs</sup> Thatcher et une délégation jordanienne-palestinienne.

Israël devait soumettre officiellement ce vendredi 27 au gouvernement de Nicosie une demande d'extradition des trois auteurs de l'attentat de Larnaca. Avant même d'avoir reçu cette requête, les autorités de Nicosie ont déclaré qu'elles n'y donneraient aucune suite et que les terroristes seraient jugés par un tribunal chypriote. Aucun accord d'extradition n'unit les deux pays, signataires cependant d'un protocole européen en la matière.

Comme c'est toujours le cas après un attentat anti-israélien, Jérusalem a réagi militairement. Jeudi soir, l'aviation israélienne a bombardé, à 7 kilomètres de Baalbek, dans la Bekaa libanaise, une base utilisée par les dissidents du Fatah, partisans d'Abou Moussa. Ce raid peut être interprété comme un geste de représailles après l'attentat de Larnaca. Mais il ne signifie pas que le triple meurtre doive être attribué à cette organisation palestinienne.

D'autre part, un autobus a été attaqué par balles jeudi soir à Halhoul, village proche d'Hébron (Cisjordanie). Sept passagers - cinq Israéliens et deux Arabes - ont été blessés dont deux sérieusement. On a relevé une cinquantaine d'impacts sur la carrosserie du véhicule. Les auteurs de l'embuscade, revendiquée dans la soirée par la Force 17, n'ont pas encore été retrouvés. Pour protester contre cet attentat, plusieurs centaines de colons, résidents notamment à Kyriat-Arba, ont manifesté bruyamment dans les rues de Hébron et de Héliopol. L'armée a dû intervenir pour calmer les esprits.

L'embuscade a eu lieu quelques heures après que les soldats eurent détruit la maison d'un résident de Hébron, âgé de vingt ans et accusé d'avoir poignardé à mort un soldat, début septembre, dans la vieille ville. L'armée a également arrêté, jeudi, huit Arabes de Bethléem, suspects d'appartenir au Fatah et d'avoir, en septembre, commis deux attentats à la bombe à Jérusalem.

JEAN-PIERRE LANGELE.

# ASIE

Chine

## PÉKIN LANCERAIT UN PREMIER MISSILE DE CROISIÈRE

Hongkong, (AFP). - La Chine va procéder au premier lancement d'un missile de croisière à partir d'un sous-marin nucléaire entre le 28 septembre et le 18 octobre, a annoncé, jeudi 26 septembre, le quotidien chinois de Hongkong, Wen Wei Po.

Le journal, citant des sources à Pékin, indique que ce lancement implique probablement la mise en point par les autorités chinoises d'un nouveau type de sous-marin nucléaire.

L'agence chinoise Chine nouvelle avait annoncé la semaine dernière le lancement d'un « vecteur » entre les mêmes dates au large des côtes chinoises. Chine nouvelle n'avait donné aucun détail sur le type de vecteur.



**University Studies in America inc.**

« L'importante organisation américaine facilite l'entrée dans de grandes universités U.S. Etudes tous niveaux quels que soient votre anglais et vos diplômes (terminale à doctorat). Stages linguistiques : semestriel ou annuel. Départs possibles en octobre ou janvier. Prix en charge à Paris et simplification des formalités. Documentation contre cinq timbres. U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722-94-94 »

**Ne manquez pas votre rendez-vous de l'Antiquité et de la Brocante**

Du 20 au 29 septembre

Parc Floral de Paris Bois de Vincennes

**FOIRE A LA FERRAILLE ET AUX JAMBONS**

Navette gratuite de 14 heures à 19 heures du Métro Châteaux de Vincennes

Venez jouer et gagner avec les Peintures VALENTINE

**ECOLE DE GESTION DE PARIS**

**ADMISSIONS ANNÉE 85-86**

INFORMATIONS - INSCRIPTIONS ET CENTRE DE CONCOURS

Mme BEN BAH E.G.P.

3, impasse Royer Collard

Paris 75005 (métro Luxembourg)

Tél. (1) 325.63.91

Association d'éducation à but non lucratif. Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur

**LIVRES POLONAIS**

et livres français

sur la Pologne

et

L'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

**LIBELLA**

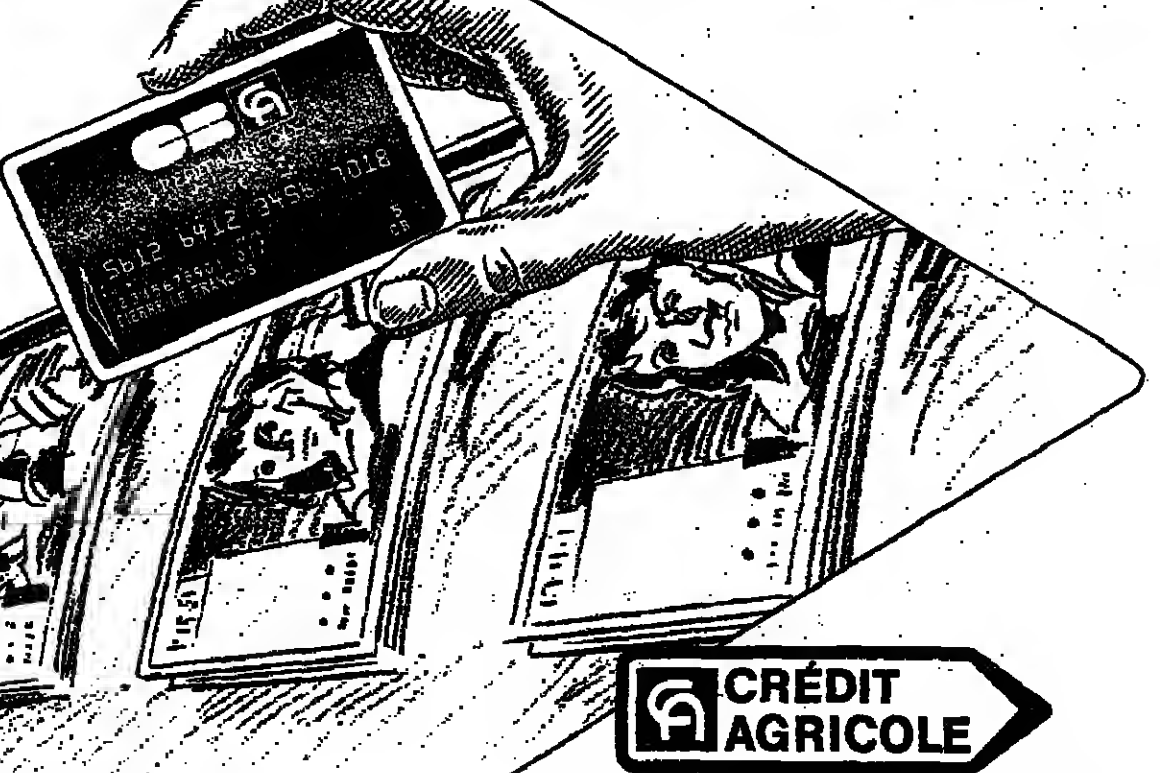
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél : 326-51-09

**7grammes de bon sens utiles à tout moment.**

Faire compliqué quand on peut faire simple, ça n'a pas de sens. Bien sûr, partout en France, avec la nouvelle carte du Crédit Agricole, vous pourrez retirer à tout moment de l'argent liquide dans la presque totalité des distributeurs automatiques de billets, en façades des banques, dans de nombreuses gares, dans certains centres commerciaux. Alors si vous voulez les 7 grammes de bon sens qui ouvriront pratiquement toutes les portes, poussez la porte du Crédit Agricole, et réservez votre nouvelle carte dès maintenant.

**Nouvelle carte du Crédit Agricole.**



**CRÉDIT AGRICOLE**

Le bon sens près de chez vous.

مكتبات الأمل



مركز الأمل

ROCHE-ORIENT

L'attention de Lamaz pour...  
pour...  
par...  
efforts...  
de M. le...

ES

DES PERMANENTS

DE PARIS

24 98

POLO

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

Le Monde

# politique

L'ENJEU DES ÉLECTIONS RÉGIONALES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

## A chacun sa représentativité

Répartis sur trente-deux communes, et inscrits dans cent trente-huit bureaux de vote, un peu moins de 90 000 électeurs désigneront, le dimanche 29 septembre, en Nouvelle-Calédonie, au scrutin proportionnel, les 46 conseillers régionaux qui formeront désormais le Congrès du territoire. Après le retrait de la liste que le Front national avait envisagé de présenter dans la région du Centre, où la confrontation entre les indépendantistes et leurs adversaires s'annonce particulièrement indécise, il n'y a plus que six listes en présence. Cinq dans la région du Nord (pour 9 sièges à pourvoir), huit dans la région du Centre (neuf sièges), six dans la région du Sud, celle de Nouméa (21 sièges), et trois dans la région

des îles Loyauté (7 sièges). Jusqu'à présent, la campagne électorale, quelque peu occultée par l'affaire Greenpeace, s'est déroulée dans un calme relatif contrastant avec les violences qui avaient marqué les élections territoriales de 18 novembre 1984, boycottées par le FLNKS.

Si l'on est en face par les quelque 6 500 inscriptions nouvelles intervenues sur les listes électorales, surtout dans les zones de brousse, la mobilisation du corps électoral sera très importante. De part et d'autre, l'enjeu est capital.

Les dirigeants indépendantistes, qui espèrent contrôler au moins deux des quatre régions (celle du

Nord et celle des îles Loyauté) ainsi peut-être que celle du Centre, avec le concours d'une troisième force centriste, veulent surtout confirmer leur représentativité. Leur objectif est d'obtenir largement la majorité absolue des suffrages dans les zones où la communauté canaque est concentrée. S'ils l'atteignent, leur détermination n'en sera que plus grande dans la préparation du scrutin d'autodétermination prévu, en principe, avant la fin de 1987.

Pour sa part, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) de M. Jacques Lafleur a déjà fait savoir que le seul résultat qui comptera véritablement sera le décompte global du scrutin sur l'ensemble du territoire. Si, comme cela

est prévisible, compte tenu du poids démographique de la région de Nouméa, fief de la population non mélanésienne, le vote anti-indépendantiste se révèle numériquement majoritaire en Nouvelle-Calédonie, les « nationaux » seront, eux aussi, confortés dans leur lutte.

La mise en place des institutions régionales risque de toute façon d'être affectée par l'hypothèque des prochaines élections législatives, puisque l'opposition a déjà promis, pendant la campagne électorale, de défaire dès avril 1986 ce que le législateur vient de mettre sur pied.

A. R.

## Les dirigeants du RPCR sont soupçonnés d'avoir utilisé les fonds du territoire pour financer leur campagne

M. Fernand Wibaux a demandé une enquête administrative

De nos envoyés spéciaux

Nouméa. — La campagne électorale des anti-indépendantistes donne lieu à une série de polémiques mettant en cause des membres du gouvernement territorial sortant dirigé par M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR.

La première affaire met en jeu des sommes d'argent relativement modestes, mais elle a valeur de symbole. Au tout début de la campagne officielle, lors d'une prestation télévisée du FLNKS, un militant canaque brandit devant la caméra trois chèques de 3000 F CFP chacun (165 FF) signés par l'ex-ministre territoriales des finances, M. Pierre Frogier. Ces chèques sont accompagnés d'un brouillon à l'en-tête de l'Assemblée nationale, sur lequel figure, de la main du député RPR M. Jacques Lafleur, le mot « Antitisme ». M. Frogier s'insurge contre cette exploitation de sa générosité car, affirme-t-il, ce sont sur ses propres deniers que sont tirés ces chèques dont il reconnaît avoir distribué une soixantaine à des indigènes de la commune du Mont-Dore. Pour éviter que cet argent ne soit dépensé inutilement, les chèques ont été

libellés à l'ordre d'une importante chaîne de distribution du territoire, dont est actionnaire le maire de Nouméa, M. Roger Laroque.

Mais ce système de circuit fermé avait été appliqué antérieurement à une toute autre échelle, avec la création de trois associations qui apparaissent au *Journal officiel* de Nouvelle-Calédonie, daté du 7 août. Le RPCR aurait drainé des fonds publics à son profit par le biais des subventions du gouvernement territorial. L'affaire a paru assez grave à M. Fernand Wibaux pour qu'il demande une enquête administrative.

Le 30 juillet, est créée l'Association pour l'information en Nouvelle-Calédonie (API). Sa présidente — seul nom apparaissant à la rubrique « comité responsable » — est M<sup>me</sup> Huguette Publia, ancienne secrétaire de M. Frogier dans le gouvernement de M. Ukeiwé et depuis toujours une fidèle du RPCR. En dépit du jacobinisme du *Journal officiel*, on sait de bonnes sources que le trésorier de l'API est M. Christian Prost, le directeur de RRB, la radio officielle du RPCR. M. Prost a, en outre, été salarié pendant six mois

au service du gouvernement de M. Ukeiwé. Selon les mêmes sources, l'API aurait été subventionnée à hauteur de 6,5 millions de francs CFP (357 500 FF). Dans le cas de ces trois organismes, c'est une décision du ministre des finances local, en date du 31 juillet, qui a déterminé, le montant des subventions.

La deuxième association voit officiellement le jour le 2 août dernier, soit deux jours après l'attribution d'une subvention. Son titre : Association Nouvelle-Calédonie-Métropole. Son objet : « Favoriser les contacts entre les habitants de la Nouvelle-Calédonie et ceux de la métropole et aider à l'accueil des métropolitains de passage sur le territoire ». Parmi ces « métropolitains de passage » pourraient figurer les personnalités politiques invitées à grands frais par le RPCR pour sa campagne électorale. Cette association aurait, elle aussi, touché une subvention (d'un montant de 6,5 millions de francs) de la part de l'exécutif local. Sa présidente est M<sup>me</sup> Joëlle Deviers, ancienne secrétaire du ministre de l'Agriculture, M. Michel Kauma.

Enfin, la troisième association, créée elle aussi le 2 août, s'intitule Association pour le renforcement des liens entre Nouméa, la Grande-Terre et les îles (AREL). Son président est M. Jean-Pierre Guillemard, ancien chef du protocole du gouvernement territorial et coresponsable des services de sécurité. Il est assisté par M. Michel Vitor, conseiller municipal de Nouméa et, accessoirement, beau-frère du directeur financier du groupe Lafleur. L'AREL se serait vu dotée d'une subvention de 7 millions de francs CFP (385 000 FF).

Rien n'est apparemment illégal dans tout cela ; mais le contrôle de ces sommes apparaît difficile : aucun siège social n'est mentionné pour aucune de ces associations. On sait toutefois qu'elles sont gérées dans un des bureaux récupérés par la mairie de Nouméa dans l'immeuble du gouvernement, au centre de la ville, après que celui-ci eut cessé ses activités. Au même étage, le dernier de l'édifice, outre le bureau des associations de la ville de Nouméa, est rattaché, derrière une porte blindée, l'état-major de la campagne électorale du RPCR. A noter que ces bureaux, comme c'était le cas pour les deux autres étages occupés par le gouvernement territorial, sont loués par l'intermédiaire d'une agence immobilière dont est proprié-

taire M. Frogier, l'ancien ministre des finances.

Afin de conserver à portée de main les principaux fonctionnaires du gouvernement territorial, plusieurs postes ont été créés à l'Assemblée territoriale (le *Monde* du 30 août). Pour ces déplacements — et transporter les prestigieux invités du RPCR — les chauffeurs utilisent les dix voitures achetées au début de l'année par le président et ses ministres. Après les protestations de M. Jean-Pierre Alfa, ancien président de l'Assemblée territoriale, dirigeant des centristes du territoire, l'administration n'a timidement demandé la restitution des véhicules. Ils le seront après la campagne électorale, mais les services du haut commissaire n'ont pas encore récupéré les logements de fonction qu'occupent encore nombre de fonctionnaires de l'ex-gouvernement, notamment ceux chargés de la sécurité.

Les contractuels — une quarantaine — qu'emploie le gouvernement seront rémunérés jusqu'au 29 novembre. Ils bénéficieront, en effet, d'un préavis de trois mois contre trente jours habituellement en pareil cas. Cela a permis ainsi au RPCR d'avoir pendant toute la période électorale un personnel hautement motivé. Toujours dans le cadre de cette prodigalité électorale, certaines catégories de personnels à faibles revenus — ainsi que de modestes électeurs, Tahitiens et Wallisiens — ont été rémunérés en nature : depuis quinze jours, environ quatre-vingt-cinq personnes du domaine de Ouaco (nord-ouest de la Grande-Terre) — dont est propriétaire le président du RPCR — ont été abattus.

Au haut commissariat, on commence à s'inquiéter d'une éventuelle utilisation abusive des fonds territoriaux. Le député du gouvernement, M. Wibaux, a demandé à trois inspecteurs généraux de l'administration d'ouvrir une enquête sur la constitution et le financement des trois associations suspectes. « Pour le reste », a indiqué M. Wibaux, nous avons fait un inventaire complet du mobilier. Nous avons examiné les décisions prises par le gouvernement Ukeiwé pour en vérifier la conformité. Autrement, les voitures ont été transférées à l'Assemblée territoriale de façon tout à fait légale. (...) Je les affecterai aux nouvelles régions après les élections ».

FRÉDÉRIC FILLDUX  
et DANIEL SCHNEIDERMAN.

## La reconquête de Ouyaguette !

De notre envoyé spécial

Il fallait au moins un Jacques Chirac pour reconquérir Ouyaguette ! Ce fut mené sabbat au clair. Trois bisas à des petites filles en robe-mission, pour les remercier d'avoir entonné une *Marseillaise* méritoire, quelques promesses — « nous ferons un effort », assure le vainqueur à propos de l'installation de l'eau courante dans la tribu, attendue depuis plusieurs années, — et une concession à la religiosité mélanésienne : « Il y a place ici pour toutes les créatures de Dieu », conclut le maire de Paris.

Mais Ouyaguette valait davantage que quelques bonheurs de campagne. La tribu se vit donc offrir un somptueux cadeau : un sélecteur et un magnétophone, le tout accompagné d'un groupe électrogène. Ouyaguette, n'ayant pas, non plus l'électricité. Et enfin, quelques vidéos-cassettes représentatives de la culture rayonnante de la France éternelle : Touche pas aux dîmes, *Orages* en suris et autre le Moment de tuer... « Des cassettes pédagogiques, destinées aux écoles et réclamées par la tribu, sont en cours de préparation », tint cependant à préciser M. Jacques Chirac pour qu'on ne s'y méprenne point. Le président du RPR, avec un plaisir non dissimulé, assista donc à la première représentation d'un dessin animé, *Le Loup et l'Agneau*, en compagnie de la tribu rassemblée.

Si Ouyaguette, tribu perdue en plein cœur d'un moutonnement de montagnes, accessible seulement au prix de trois heures d'une piste à rendre l'âme, justifiait cette visite et ces présents, c'est qu'il s'agit d'une tribu-test. Et pas seulement parce qu'elle est à la tête du premier troupeau tribal du territoire — mille cinq cents têtes — ou parce qu'on y a créé un magasin coopératif géré par la tribu. Ouyaguette, jusqu'à un passé très récent, était plus « loyaliste » que le roi, la main sur le cœur et le cœur tricolore. Mais les indépendantistes ont

lançé vers elle une foudroyante offensive électorale. Non sans argument : située dans la région Nord, dont Jean-Marie Tjibaou est quasi assuré d'obtenir la présidence, Ouyaguette est, en outre, intégrée à la commune de Hienghène dont le maire est... le même Jean-Marie Tjibaou.

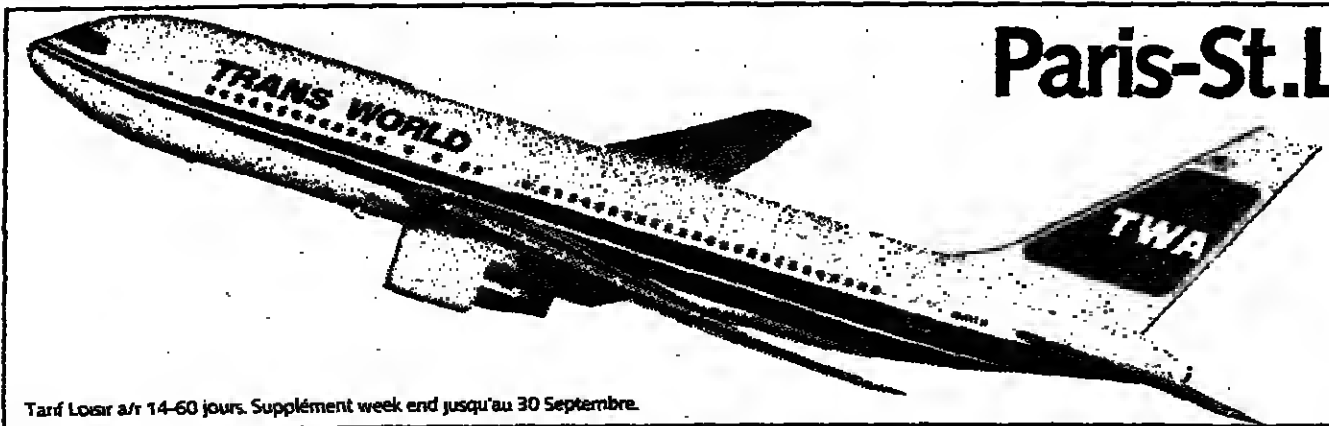
Quand le président du FLNKS vint donc dans la tribu, y présidant Jacques Chirac de quelques jours, on imagine que les sujets de discussions n'ont pas manqué : on croit savoir qu'une route la reliant à la côte ouest fut promise à Ouyaguette, ce qui « désenclaverait » la tribu. On croit encore savoir que l'on fit miroiter, lors des prochaines élections municipales, quelques postes au conseil. Placée devant le dilemme, qu'allait donc faire Ouyaguette ? Croit-on qu'elle eût se cramponner à ses drapeaux et à sa *Marseillaise* ? Hélas, hélas ! « Les gens d'ici font passer le travail avant la politique », explique Paul, l'instituteur. Quand on leur propose une *idéologie*, ils se disent « pourquoi pas ? » et ont tendance à s'y intégrer. Avant tout, ils ne veulent pas d'ennuis. De discrets sondages laissent penser que le FLNKS s'apprête à faire une spectaculaire percée. Na parler-on pas d'une dizaine de « pourquoi pas ? » sur une soixantaine d'électeurs inscrits ?

L'effervescence politique a gagné Ouyaguette, qui en fut si longtemps préservée par sa solitude. Les rumeurs les plus folles y galopent. Des mystérieux propagandistes FLNKS auraient menacé la tribu, au cas où elle s'obstinerait à voter tricolore, d'un débarquement punif de tout le Pacifique sud. Au banquet, la question fut gravement posée à Jacques Chirac, par le petit chef de la tribu. Le président du RPR est parti d'un grand rire, adjurant ses hôtes de ne « rien craindre ». Il en eut peut-être fallu davantage pour rassurer Ouyaguette, tribu angoissée, malgré les apparences.

D. S.

## LES BMW 86 SONT LES MEMES QUE L'ANNEE DERNIERE... NON.

Séduisantes, les BMW 86 reçoivent, des lève-vitres électriques, un compte-tours, le verrouillage central des portes, l'ABS sur la 528 i.



### Paris-St.Louis: 5.325 F. Un peu plus à l'ouest.

Vols quotidiens de Paris CDG 1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 720.62.11 ou votre agent de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.



Tarif Lowair a/r 14-60 jours. Supplément week end jusqu'au 30 Septembre.

AGENCE AGRICOLE





# L'AFFAIRE GREENPEACE

## Des fonctionnaires du renseignement amers

Ce qui les étonne, parfois les scandalise, c'est qu'un puisse s'émouvoir, voire se scandaliser des conditions dans lesquelles ils exercent leur métier. Avec, certes, des échecs, retentissants dès lors que l'Etat, ainsi mis en cause par leurs maladresses, les désavoue et enquête sur eux. Avec, aussi, des réussites, d'autant plus éclatantes qu'elles restent ignorées. Ils, eux. Ce sont les fonctionnaires du renseignement. Une expression qu'ils préfèrent à celle d'agents secrets, que leur société volontiers le grand public, et qui ne correspond pas à la réalité pour le moins que leur métier n'est ni infamant ni pervers.

L'affaire de Greenpeace les secoue en profondeur. Tous, intimement, se disent atteints et jurent qu'on ne les y reprendra pas de sitôt. Il y a en effet, désormais, des garanties avant d'accepter, ainsi, de partir à 20 000 kilomètres de leur base arrière et de risquer de voir ce qu'ils croient être l'acharnement de policiers ou de journalistes français à traquer leur identité les dénoncer à la face du monde et, pis, les désigner aux coups éventuels des services secrets alliés ou adverses.

### Lobby

Il y a, chez les fonctionnaires de la DGSE, plus que de l'amertume en ce moment. Il y a aussi de la rage à lire les noms de certains de leurs collègues dans le rapport de M. Bernard Tricot et dans la grande presse internationale. Profession protégée. Profession exposée. Quelques-uns d'entre eux sont venus demander des sanctions au ministère de la défense pour n'avoir pas su faire en sorte que leur discrétion soit préservée. Car leur métier est, dès le temps de paix, un métier à hauts risques, comme à la guerre, et, en période de conflit, explique l'un d'eux en substance, c'est « deux balles dans la peau » de ceux qui, intentionnellement ou imprudemment, jouent avec la clandestinité des autres.

Exagération ? Colère ? Exagération ? Il y a un peu de tout cela dans leurs sentiments, aujourd'hui, alors

Tous se disent atteints et pensent qu'on ne les y reprendra pas de sitôt.

que l'affaire du *Rainbow Warrior* leur laisse dans la bouche un goût amer d'immense gâchis pour leur propre service. Ils ont apprécié le panache de leur ancien « patron », l'amiral Pierre Lacoste, qui a su résister à son ministre de tutelle en s'abstenant de livrer ce qu'il savait de « ratages » de l'opération, qu'ils soient de leur fait ou des pièges dans lesquels des exécutants sont tombés sur place sans qu'on ait rien tenté, après coup, pour les en sortir comme cela se pratique dans la diplomatie secrète.

Les plus lucides des fonctionnaires de la DGSE reconnaissent également que le « lobby » militaire a fonctionné à leur profit. Dans l'immensité de l'armée, hormis les services secrets qui n'en sont qu'une excroissance, on regarde comme des « têtes brûlées » ces officiers, ces sous-officiers ou ces civils qui acceptent, au mépris d'une carrière souvent plus ralentie qu'ailleurs, de « faire dans le renseignement », comme on dit. Néanmoins, l'affaire de Greenpeace a agi comme un catalyseur : on a serré les rangs, sous l'uniforme, et on a exercé, ici ou là, quelques pressions pour que le gouvernement, pris dans la tempête et occupé à se défendre, ne lâche pas certains de ses serviteurs.

A ceux qui se gaussaient encore de tant de déconvenues en Nouvelle-Zélande, des fonctionnaires de la DGSE confient en privé que les navigateurs de combat d'Aspretto ont su, aussi, réussir des « coups ». Sans publicité. Comme cet équipage d'un voilier « peut-être le même que celui de l'*Ouvéa* ? » qui a repéré, sur les fonds à proximité des côtes libyennes, les traces de cet engin chimique, poseur de bombes, manœuvré depuis un sous-marin soviétique en plongée, comme il y en eut déjà tant d'exemples dans les abysses des fjords de certains pays de l'Europe du nord.

Car, au-delà des « bavures » et des succès qui ne s'équilibrent pas dans l'esprit de beaucoup, il y a les exigences d'un métier aux servitudes plus importantes que les grandeurs. Une profession sans cesse sur le qui-vive, à force de méfiance et d'inquiétude. Une profession en quête de synthèse totalisante, aux enjeux de découvrir derrière les péripiétés sinon le « chef d'orchestre clandestin », auquel certains d'entre eux continuent de croire, du moins le commun dénominateur de certaines actions dont la France leur semble être la cible.

### Présomptions

C'est peut-être par là que M. Charles Hernu a rejoint leurs analyses, la semaine dernière, lorsque l'ancien ministre de la défense a évoqué sa crainte d'une « déstabilisation » à terme de la chaîne du commandement militaire. Propos excessifs ? Déclaration volontairement choquante ? Plaidoyer pour une cause perdue d'avance ? Quel qu'en ait été le motif, cette mise en garde publique mérite qu'on y prête quelques instants d'attention.

Avec son arsenal de dissuasion nucléaire, constitué depuis vingt ans maintenant et progressivement modernisé, et avec sa force d'action rapide, récemment créée, la France

dispose d'une capacité militaire autonome. C'est-à-dire qu'elle ambitionne de pouvoir jouer un rôle à sa mesure, aux côtés de ses alliés ou, si ses intérêts directs sont menacés, de sa seule initiative.

La parution d'un livre sur l'opération Manta au Tchad, qui va jusqu'à dévoiler par ses précisions techniques le mode d'attaque des avions Jaguar, et la prochaine publication de deux autres ouvrages sur l'attentat du Drakkar, où périrent cinquante-six parachutistes français à Beyrouth, et sur le raid de l'aéronavale française contre Baalbek mettent en cause les capacités opérationnelles de la force d'action rapide. L'offensive de Greenpeace, avec la complicité passive ou active du gouvernement néo-zélandais, contre les essais nucléaires de Mururoa cherche à donner mauvaise conscience à la France pour sa détermination à vouloir conserver les outils propres à la mise au point de son arsenal nucléaire de dissuasion nationale.

Voilà ce qui intrigue aujourd'hui les fonctionnaires de la DGSE. Certains élargissent à la littérature d'espionnage. C'est possible. Mais d'autres s'étonnent d'un tel faisceau de présomptions qui, toutes, vont dans le même sens : restreindre l'espace de liberté et de manœuvre du gouvernement français. Comme s'il s'agissait, par des actions concertées sans être concertées, de s'en prendre à une certaine souveraineté de la France.

JACQUES ISNARD.

## Un pouvoir affaibli

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, le président devient un pion dans le jeu de l'opposition, alors que l'introduction de la représentation proportionnelle lui ouvrirait la possibilité de faire de la droite un élément de son propre jeu. Dans ces conditions, la cohabitation risque de se vider de tout contenu (et compromission) politique, pour être réduite à une simple manœuvre de survie, voire à une pure volonté de détruire ou de vider de sa substance la cohabitation pourrait bien sonner le glas de cette Constitution.

D'autant qu'il est une autre conséquence institutionnelle prévisible qui touche, elle-même, au couple exécutif. Comment, après une telle affaire, ne pas condamner la dyarchie propre à la V<sup>e</sup> République, qui ne fonctionne bien que lorsque tout va bien, et lorsque le premier ministre n'est qu'un exécutant du président (c'est le cas de figure Messmer ou Pompidou, première époque).

Dès lors que le titulaire de la charge de premier ministre est doté d'une forte personnalité (Chaban, Chirac, Barre au jour d'hui Fabius), et dès lors que le temps se gâte, ce système engendre, plus ou moins marqué, un masqué, le conflit. L'affaire Greenpeace a donc affaibli le pouvoir. Mais elle embarrasse également l'opposition. Au point que celle-ci devrait avoir, elle aussi, de bonnes raisons d'en terminer.

Continuer d'exploiter l'affaire, comme le fait par exemple un François Léotard, c'est prendre des risques. On ne peut en effet seier impunément la branche sur laquelle on veut s'asseoir, à savoir la fameuse cohabitation. Cela vaut bien sûr pour MM. Chirac et Giscard d'Estaing, et non pour M. Barre, seul véritable bénéficiaire politique, à ce jour, de tout ce tohu-bohu.

Il ferait beau voir que MM. Giscard d'Estaing et Chirac aient donné tant de leur temps et de leur peine pour... installer M. Barre à l'Elysée. La tonalité générale des réactions de l'opposition est d'ailleurs, quarante-huit heures après la prestation du premier ministre, un ton an-dessous.

Il est certes toujours possible d'imposer aux autres des critères venant de soi-même ; mais il est dangereux d'en rajouter sur ce chapitre, sauf à admettre qu'à son tour on ne pourra plus y échapper. Tel est le sens des propos d'un Raymond Marcellin, parfaitement au fait de ce qu'implique la gestion du pouvoir... et de quelques casseroles. Pour peu que certains organes de presse, qui y étaient réfractaires, prennent goût, après mars 1986, au journalisme à l'américaine, gare !

Ces bonnes raisons, cependant, ne suffisent pas à calmer toutes les ardeurs. Certains hommes d'opposition considèrent en effet que leur premier travail est, quoi qu'il arrive, de « déstabiliser ». Pour ce faire, l'opposition se dédouble : d'un côté les trois cavaliers, irréprochables, qui refusent d'alimenter la politique politicienne ; d'un autre côté, comme MM. Léotard et Lecanuet, de s'en donner à cœur joie au risque d'entraîner non plus seulement le pouvoir, mais le pays tout entier dans une spirale de l'affaiblissement.

A l'extérieur, le préjudice, déjà grand, ne pourrait qu'être aggravé. A l'intérieur, seraient recrées les conditions d'une guerre civile froide, dont nous n'avons que trop souffert. A l'extérieur, des difficultés sur des terrains où la France était forte, à savoir la défense et l'indépendance, à l'intérieur, le retour aux vieux démons que la cohabitation avait une chance de faire oublier.

JEAN-MARIE COLOMBANI

## L'opposition et le PC baissent le ton

Si l'affaire Greenpeace et les déclarations faites par le premier ministre, le 25 septembre sur TF1, suscitent encore des commentaires dans la classe politique, leur tonalité paraît plus mesurée. Ainsi, le PCF, très virulent dans ses critiques au début, a visiblement baissé d'un ton, le jeudi 16 septembre. M. Georges Marchais s'est contenté de « prendre acte » des explications de M. Fabius, et M. Maxime Gremetz a affirmé : « l'affaire Greenpeace ne constituera pas un thème de la campagne électorale du Parti communiste ».

La modération est également sensible dans les rangs de la droite, et M. François Léotard, secrétaire général du PR, fait un peu exception. « Ce n'est plus un gouvernement que nous avons, c'est le radeau de la Méduse », a-t-il déclaré, vendredi à Nomme.

M. Jacques Chirac, pour sa part, a déclaré, jeudi à Tahiti, qu'il « ne ferait pas du *Rainbow Warrior* un sujet de polémique partisane ».

Les révélations font apparaître, a-t-il ajouté, que les deux Français emprisonnés en Nouvelle-Zélande

sont innocents du sabotage qui leur est reproché. L'adhésion le gouvernement néo-zélandais de fait en sorte que la justice se prononce très vite et que nos compatriotes soient libérés le plus rapidement possible.

L'UDF de son côté a fait part de son désir d'enquêter sur l'utilisation des crédits de « dépenses accidentelles » sur lesquels ont été déboursés les fonds nécessaires à l'opération.

Dans un communiqué publié jeudi, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a annoncé, qu'à sa demande le rapporteur de la commission des finances du Sénat avait pris contact avec le cabinet de M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, pour procéder, « dès le début de la semaine prochaine », à l'examen de l'utilisation des crédits de ces « dépenses accidentelles ».

A l'Elysée, on s'est refusé à tout commentaire, on faisait observer que « le premier ministre a fait les déclarations nécessaires pour faire la lumière sur cette affaire ».

N. A.

## M. Jospin : il est temps de clore cette affaire

M. Jospin, premier secrétaire du PS, a évoqué, jeudi 26 septembre, les développements de l'affaire du *Rainbow Warrior*, au cours des journées parlementaires du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, puis à l'émission de TF 1 « Questions à domicile ».

M. Jospin a rappelé que si le sabotage du bateau de Greenpeace était « un acte criminel et une faute », la France se devait de « défendre ses intérêts légitimes par des moyens légitimes ».

Le premier secrétaire du PS a exprimé sa « conviction profonde » que le président de la République, le premier ministre n'avaient pas été informés à l'avance de l'action projetée. Il a souligné que la « responsabilité politique » de l'acte avait été assumée par le démissionnaire de M. Charles Hernu, mais il n'a pas rencontré comme un « procès » à l'encontre de M. Hernu l'interven-

tion de M. Fabius à « Parlons France ».

Il a invité ses amis à faire preuve d'une « certaine mesure dans le ton et dans l'expression » à ce propos, et à « éviter de s'attaquer à tel ou tel responsable ». En revanche, pour lui « l'exploitation politique forcée » que fait la droite de cette affaire et son « comportement lamentable » doivent conduire les socialistes à une « contre-attaque ».

A propos de la création d'une commission d'enquête parlementaire, M. Jospin a jugé « normal » que la représentation nationale s'interroge sur les « conditions générales » de l'affaire et sur « les responsabilités encourues ». « Dans cette affaire, a encore souligné M. Jospin, il faut ne rien cacher, mais il est temps aussi de commencer à la solder » ; « il est temps de clore cette affaire ».

## Le malaise des députés socialistes

Les députés socialistes, réunis le jeudi 26 et le vendredi 27 septembre, en journées parlementaires, se sont transformés en météorologistes. Tout aurait été presque rose s'il n'y avait eu « l'affaire Greenpeace ». Tous — ou presque — avaient l'impression que le climat politique commençait à tourner en leur faveur.

« Il se passait vraiment quelque chose dans l'opinion publique », diagnostiquait M. Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis. Et les discours entonnés mercredi — du moins ceux qui n'étaient pas consacrés à l'affaire — voulaient d'abord et avant tout renforcer cet optimisme. C'est M. Michel Delabarre, le ministre du travail, qui s'exclame : « Nous avons fait mieux que nos prédécesseurs ; mieux que nos voisins européens dans la lutte contre le chômage » ; c'est M. Christian Goux, le président de la commission des finances, qui explique que la conjoncture économique commence à redevenir favorable. C'est M. Christian Pignet, le rapporteur général du budget, qui s'écrit : « Il y en a ras-le-bol de nous voir passer sous silence les succès de notre politique économique ». C'est M. Georges Sarre, député de Paris, qui ne supporte plus « l'hystérie défilante ».

Bien. Mais voilà, il y a « l'affaire » : alors l'optimisme a bien du mal à surager. M. Sarre a beau demander à ses « camarades » de ne pas sombrer « dans la contradiction et l'autoflagellation ». Certains ont beau se dire officiellement per-

suadés qu'après l'intervention du premier ministre tout est clair, la grande majorité est fort inquiète : « J'ai très peur : qu'est-ce qui va se passer si demain les journaux sortent quelque chose qui prouve que le premier ministre a menti », dit l'un d'entre eux qui, comme tous les autres, veut se protéger derrière son anonymat.

M. André Billardon, le président du groupe, a bien tenté de « cadrer » l'analyse des députés socialistes : oui, ce dossier aura été « fort préjudiciable » pour « ce que nous représentons d'exigence morale » ; oui, « la déclaration du premier ministre est de nature à mettre un terme à un surprenant acharnement » ; mais curieuses toutes ces erreurs des services secrets, « et à qui tout cela profitera-t-il ? » La « commission d'enquête parlementaire » dont il apparaît que le bureau exécutif du PS ne l'a acceptée à l'unanimité que parce que le premier ministre l'avait annoncée — devra « répondre aux questions sur un éventuel sabotage du sabotage ». Surtout, tout cela ne doit pas faire oublier « notre amitié » pour Charles Hernu, dont l'hommage qui lui a rendu M. Billardon a été longuement applaudi.

Car l'insistance avec laquelle le chef du gouvernement a chargé son ancien ministre de la défense a été diversement appréciée.

THEOPHY BRENIER.

## Le retour du « Rainbow Warrior »

Sorti de la cale sèche de la base navale de Devonport où il a été examiné par les artificiers néo-zélandais, le *Rainbow Warrior*, coulé le 10 juillet, va accomplir son dernier voyage. Il doit traverser la baie d'Auckland pour aller s'amarrer à nouveau le long d'un quai « civil » où l'organisation Greenpeace, pourra en reprendre possession.

La brèche de 2,50 m. sur 2 mètres, ouverte dans sa coque par les explosifs, a été colmatée par la marine néo-zélandaise. Le navire est en état d'être remorqué sur 2 kilomètres, mais désolé par les explosions, il ne peut plus reprendre la mer.

### M<sup>me</sup> Bouchardeau et « Greenpeace »

Les ferrailleurs ne donneront pas plus de 20 000 dollars néo-zélandais (100 000 F) de sa carcasse alors que Greenpeace a estimé que, à la veille de son départ pour Mururoa, le bateau valait, avec le matériel entassé à bord, plus de 2 millions de dollars néo-zélandais (10 millions de francs). L'organisation, qui va prendre une décision sur le sort du bateau la semaine prochaine à Londres, transformera, peut-être, le *Rainbow Warrior* en musée.

A Paris, M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau a indiqué au cours d'une conférence de presse, le jeudi 26 septembre, que contrairement à ce qui a été publié dans le *Canard enchaîné* son ministère

ne verse aucune subvention à l'organisation Greenpeace.

Cependant la ministère a dérayé la Fondation européenne de la culture et Greenpeace France qui ont conjointement organisé en janvier de cette année, au Salon nautique, une journée du film sur la pollution des mers. Une aide de 30 000 F a été versée à la Fondation laquelle a payé les notes de frais de Greenpeace se montant à environ 10 000 F.

L'organisation elle-même n'a donc reçu directement aucune subvention, pas plus cette année que dans le passé et elle n'en demande jamais aux organismes publics.

En revanche, Greenpeace a obtenu du tribunal administratif de Rouen que le ministère de l'environnement, représentant l'Etat, lui verse 4 000 F de dommages-intérêts en mars dernier. L'organisation internationale mettrait en accusation l'administration française de laxisme dans le contrôle de deux entreprises polluantes situées l'une à Gruchet-Valvasa (Seine-Maritime), l'autre à Port-Audemer (Eure). Dans chacun de ces deux pays, les juges ont accordé 2 000 F de dommages-intérêts à l'association.

Les ressources de Greenpeace France, évaluées à 3 800 000 F pour 1985, proviennent essentiellement de ventes de matériels (affiches, autocollants, badges, tee-shirts, etc.), de cotisations et d'abonnements au bulletin de l'association.

# EDGARD PISANI

## Ministre chargé de la Nouvelle Calédonie

**DIMANCHE**  
**29 SEPTEMBRE**  
à 19 H

animé par  
**Gérard Carreyrou**  
et **Alain Duhamel**

# EUROPE 1

## CLUB DE LA PRESSE

Attention ! Cette émission  
est retransmise à 19h45  
sur Canal + sans décodeur.  
Vous pouvez la regarder  
sans être abonné !

**CANAL+**



# L'AFFAIRE GREENPEACE



UN ARTICLE DU « QUOTIDIEN DE PARIS »

## Les neuf qui auraient donné le feu vert...

« Le feu vert à la destruction du Rainbow Warrior a été donné en juin à l'Elysée par un groupe de travail composé de neuf personnes », écrit le *Quotidien de Paris* du vendredi 27 septembre, qui estime que « les structures très particulières de la DGSE lui font obligation de passer par l'hôtel Matignon pour tout ce qui concerne ses activités opérationnelles ».

Le *Quotidien de Paris* fait allusion, ici, à la procédure classique des services secrets (le *Monde* du 28 août) par laquelle tout déclenchement d'une opération est précédé par une série de séances de travail préparatoires, réunissant des cabinets ministériels et la hiérarchie de la DGSE. A l'origine du déclenchement de toute action de renseignement ou de toute mission offensive sur le terrain, il est, en effet, procédé à ce que l'on appelle « une évaluation de la situation » à laquelle participent l'État-major particulier de la présidence de la République (sous les ordres du secrétaire général), des services du premier ministre et ceux de plusieurs ministères intéressés (notamment la défense et les relations extérieures).

Si l'on en croit le *Quotidien de Paris*, qui tente d'expliquer « pourquoi tout a dû passer par le premier ministre » à propos de l'affaire Greenpeace, les neuf hommes qui, en juin, ont donné le feu vert seraient MM. Jean-Louis Bianco (secrétaire général de l'Elysée), Louis Schweitzer (directeur du cabinet de M. Fabius), Charles Hernu (alors ministre de la défense), Jean-François Dubois (proche de M. Hernu et interlocuteur habituel de MM. Bianco et Schweitzer), Yves Bonnet (alors directeur de la surveillance du territoire), l'amiral Pierre Lacoste (alors

directeur général de la DGSE), le général Jean Saulnier (chef d'état-major de la présidence de la République), le général Roger Emin (adjoint de l'amiral Lacoste) et le général Robert Castaldi (chef du cabinet militaire du premier ministre).

« Il apparaît de toute évidence, conclut le *Quotidien de Paris*, qu'une opération du ressort exclusif de cette chaîne opérationnelle n'a pu être menée, ni réalisée sans le feu vert de son véritable maître de tutelle, autrement dit de M. Fabius ».

## Les archives de la DGSE selon « l'Express »

De son côté, l'hebdomadaire *l'Express* de ce vendredi 27 septembre croit savoir que les documents secrets concernant le montage de l'opération Greenpeace n'ont pas été détruits (le *Monde* du 25 septembre) et qu'un double est précisément conservé au sein de la division « action » de la DGSE, le fort de Noisy-le-Sec, dans la région parisienne.

Au fort de Noisy-le-Sec sont en effet enfermées des archives des services secrets, et il est possible — même si les photocopies sont techniquement rendues difficiles à faire à la DGSE — que des documents n'aient pas disparu ou n'aient pas été détruits pour tout le monde. Cependant, le ministre de la défense, interrogé ce vendredi 27 septembre, maintient que des pièces importantes du dossier de l'affaire Greenpeace ont effectivement disparu et ajoute qu'il n'existe aucun double de ces pièces conformément aux règles habituelles pour ce type de dossier.

## Les cinq militaires soupçonnés de « fuites » ont été placés sous contrôle judiciaire

Les cinq militaires soupçonnés de « fuites » au profit de la presse à propos de Greenpeace ont été laissés en liberté et placés sous contrôle judiciaire. Ils ont été privés de passeport et ne doivent avoir aucun contact entre eux.

Jeudi 26 septembre, en fin de matinée, quatre d'entre eux avaient été inculpés par M. Philippe Jeandin, juge d'instruction à Paris. Il

s'agit, selon des informations recueillies au palais de justice, du colonel Joseph Fourier, cinquante-sept ans, adjoint du chef du contre-espionnage à la DGSE, du capitaine Alsto Burras, trente-quatre ans, de la DGSE, de l'adjudant Richard Guillet, trente-deux ans, un ancien du centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto (Corse), actuellement affecté au centre d'entraînement commandos de Quelen (Côte-d'Or), et du sergent-chef Bernard Davier, vingt-sept ans, dont l'affectation n'a pas été précisée.

Comme le capitaine Paul Barril, inculpé dans l'après-midi, les quatre hommes risquent cinq ans d'emprisonnement pour avoir rendu publiques des informations de nature à nuire à la défense nationale (article 78 du code pénal).

A leur sortie du palais de justice, les quatre militaires ont été emmenés par la préfecture (direction de la protection de la sécurité militaire) et placés aux « arrêts avec isolement » au fort de Vincennes (Val-de-Marne), sur décision de la hiérarchie militaire. Le capitaine Barril est, lui, libre de ses mouvements.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Si la gauche est aujourd'hui répréhensible, ce n'est pas tellement de s'être (laissé ?) embarquer dans une affaire « criminelle et absurde », selon l'expression du président de la République. Gouverner, c'est aussi se tromper. La nation élit des dirigeants et non pas des voyants extralucides.

La véritable faute de la gauche — la droite n'était pas meilleure mais fut plus impudente — réside dans sa permanente incapacité à gérer la faute, autrement dit sa mauvaise appréciation des conséquences, un sens très imparfait du diagnostic politique. M. Fabius n'a-t-il pas été amené, jeudi, à admettre l'existence d'une « confusion générale » dans l'Etat ?

Ainsi, donnée ou exigée, mais à l'évidence trop tard, la démission de M. Hernu n'interrompt rien du feu qui rampe vers M. Mitterrand, via son premier ministre. L'immolation de M. Hernu par M. Fabius ne paraît pas devoir être plus décisive. Il n'aura pas suffi que le premier ministre reconnaisse sans rechigner les torts de son prochain.

Car, en même temps que M. Fabius faisait part de sa « conviction », comme autrefois M. Tricot, il convenait que, au secrétariat général du gouvernement, sa « grille » avait été appuyée sur la pièce comptable correspondante à l'opération. Et, comme cela ne se produisit que « cinq ou six fois par an », a-t-il pu figurer ? D'avoir à confirmer cela après que la presse l'eût dit, le regard lui en clignait. S'il y a des risques de suite, ils sont là. Mais ce fut faire enfin preuve de sagesse que d'anticiper sur le rappel qui aurait pu en être fait. Telle serait la vérité.

Mais il arrive un moment où une situation est à ce point comtempore, comme on le dit d'un fruit, qu'il ne suffit plus à la vérité d'être vraie, il lui faut être vraisemblable. Elle ne l'est que si elle étonne. Reconnaître la réalité de ce qui fut ne suffit plus. M. Fabius a-t-il été étonné ? Il a en tout cas restreint encore la notion d'amitié politique.

Mais quel événement dans cette somme toute pitoyable affaire pourrait étonner, parce qu'il n'aurait pas déjà été envisagé ? Le retrait de M. Fabius est mentionné ou réclamé comme s'il s'agissait d'une banalité que le premier ministre pût un jour à l'autre être renvoyé dans ses foyers.

Mais on n'est pas, ce diable ! sous l'ancien régime où Louis XV congédiait son « principal ministre » en ces termes : « Monsieur le comte de Maurepas, vous ayant promis de vous avérer moi-même lorsque vos services ne me seraient plus agréables, je vous demande par cette-ci de ma main, la démission de votre charge de secrétaire d'Etat et, comme votre terre de Pontchartrain est trop près de Versailles, mon intention est que vous vous retirez à Bourges dans le courant de cette semaine sans voir personne d'autre que vos plus proches parents. Je ne veux point de réponse. Adressez votre démission à M. de Saint-Florentin. Louis » (1).

Aurait-on été plus étonné d'un aveu — l'idée d'une démission étant loufoque — de M. Mitterrand ? A peine. Le président de la République est placé au rang des coupables — directs — possibles avec le même désinvolture que s'il s'agissait de quelque sous-directeur de ministère qui a pris des libertés avec le règlement.

Tout cela serait facile s'il ne se jouait en même temps l'image du pays, tant au dedans qu'au dehors, et l'avenir du Parti socialiste, c'est-à-dire celui de la gauche. Sans oublier ceux qui se disent les cocus du socialisme parce que celui-ci aura fait le lit de la droite.

Quant à l'avenir de la gauche et du PS, chacun sait bien que la famille des dirigeants

socialistes, qu'ils soient ou non au gouvernement, ressuscités pour l'heure celle des Attilas et qu'en son sein M. Joxe n'y joue pas le rôle le moins brutal.

Lorsque M<sup>me</sup> Dufloix laisse voir sa fureur d'avoir été un porte-parole en porte-à-faux par la faute de M. Fabius qui ne l'avertit pas utilement qu'il allait parler, elle observe aussi qu'il devrait ménager ses ministres loyaux alors que tant d'autres lui vivent dans les pattes. Reproche d'autant plus vif que M. Fabius ne s'explique auprès d'elle que par un chuchotement d'excuses données à contre-cœur.

Le drame dans cette interminable péripétie, c'est qu'il n'apparaît nulle part qu'une autorité de l'Etat ait contrôlé ce mouvement brownien. Pas même le président de la République, qui a manifestement eu depuis le début le plus grand mal à se faire obéir. Il est vrai qu'il fut long à croire à la gravité de l'affaire, et s'en tint éloigné au-delà de ce qui était raisonnable.

## Manèges

Il ne pourrait donc qu'à demi rapporter à lui-même, en ce moment, ce qu'un auteur écrit de Louis XIV pour les années 1680 : « Il sime que le cour soit dense et agité de mille riens. Les intrigues, les cabales, les démarches tortueuses, les aventures, les manèges, bref tout un remuement autour de questions de second et de troisième ordre, lui assuraient qu'il a seul la conception et la direction des grandes affaires. Il partage les réalités du pouvoir avec quelques hommes ou quelques familles, limitant l'influence du clan Colbert par celle du clan Louvois et réciproquement ».

Quelle malice à pu pousser M. Louis Mermaz à faire rééditer cette œuvre de jeunesse qu'il avait fait publier en 1985 sous le titre *Madame de Maintenon ou l'amour dévot*, en sa seule qualité d'agréé d'histoire ? On ne sait, et Louis Mermaz fait présentement partie des silencieux, ou du moins des discrets. Mais il n'e jamais été de ceux qui se répandaient.

Plus étonnant est le durable silence de M. Rocard, dont on connaît pourtant le goût pour le commentaire à chaud, mais aussi combien il y est malheureux. La suggestion d'envoyer des bateaux de pêche aux limites des eaux polonaises pour recueillir ceux qui fuiraient à la nage le coup du général Jeruzelski a laissé des traces.

Sans doute M. Rocard juge-t-il, non sans raison, que ces désastres français sont bons pour lui et qu'il aurait tout à perdre à paraître les exploiter. Mais il ne pousse pas la charité chrétienne jusqu'à apporter son soutien à ses anciens collègues du gouvernement. Il est donc étonnant à tout cela, et son image ne peut qu'en être renforcée. Il est actuellement à gauche une des rares personnalités d'importance qui puissent se dire intactes. Les autres, au contraire, sont dans l'état que l'on sait, touchés par un mal qu'on ne cessera pas de longtemps de leur rappeler.

Encore qu'il ne faille jamais douter de la capacité des hommes politiques à rétablir des situations momentanément désespérées. Le

Giscard d'aujourd'hui n'a rien à voir avec le vaincu de 1981. La popularité actuelle de M. Barre tient du prodige sinon de l'extravagance pour peu qu'on se rappelle l'exaspération que provoquait cet homme lorsqu'il était premier ministre. Il n'est pas jusqu'à M. Mitterrand dont l'arrivée au pouvoir n'ait été précédée d'épisodes qui annonçaient, chaque fois, une fin politique certaine.

Toutes choses égales, M. Charles Hernu fait dès à présent penser à Joseph Caillaux, colosse politique — bien que physiquement minuscule — de la Troisième République, inventeur de l'impôt progressif sur le revenu, accusé de trahison au profit de l'Allemagne, jeté plus de deux ans au cachot, en sortant, et se retrouvant finalement vice-président du gouvernement Briand pendant le Cartel des gauches. Jean-Denis Bredin a magnifiquement décrit cela dans la biographie qu'il a consacrée à Caillaux. A voir Charles Hernu, hier terrassé, aujourd'hui quasiment relevé, prêt au combat, presque plus fort qu'avant le désastre, sous l'effet peut-être du revers et des amitiés gâtées, il est permis de marquer une pointe d'admiration.

POUR autant, M. Hernu a aussi payé le prix d'une excessive fascination pour la chose militaire. Il a méconnu le nécessaire écart entre un ministre et son ministre. Il a voulu commander de trop près. Craignant de n'être pas aimé, il a trop flatté son enfant. A moins qu'il n'ait voulu ainsi contrebattre ou faire mentir la tradition antimilitariste d'une partie de la gauche et la méfiance réciproque d'une partie de l'armée pour qui tout est « bleu » qui n'est pas verdé.

Mais il faut reconnaître que les caresses n'ont pas pris fin avec son départ. A preuve, le plaidoyer discutable de M. Dumas sur le thème « Touche pas à mon armée ! », repris par M. Fabius. Comme s'il s'agissait de faire croire que l'impunité à des vertus. Etant précisé que ce n'est pas écarter le principe d'impunité que d'engager ces poursuites un peu minables contre des militaires accusés d'avoir trop parlé. Y compris contre un sous-officier qui semble avoir été victime dans le passé de ses convictions de gauche et que la gauche laisse alors en plan.

Mais l'avertissement de M. Dumas et l'« hommage » de M. Fabius en tant que chef du gouvernement sentent aussi l'inquiétude. M. Fabius est premier ministre, mais M. Dumas n'est pas que le ministre des relations extérieures. Il est aussi un intime de M. Mitterrand, son porte-parole en la circonstance, en direction de l'armée plus que de l'opinion ou de la presse. Le plus grave est là. Dans le fait que le gouvernement se croit obligé de rassurer l'armée. Sous d'autres cieux, l'expression signifie bien des choses, rarement de bonnes. Il n'y a plus de doute à avoir sur l'intensité des craintes qui ont dû se faire jour à propos de celle qu'on appelle autrefois « la grande muette » parce que ses membres n'avaient pas le droit de vote. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette affaire que d'avoir recréé la peur de l'armée parce qu'un civil l'aima trop fort, et, ainsi, de lui avoir redonné un rôle dans la vie politique française.

P.S. — Avec un dédain volontairement effiché, M. Fabius a repris la critique traditionnelle des politiciens sur eux-mêmes, ou plutôt sur leurs adversaires qui les égagent. La politique est suffisamment impopulaire en France pour que ceux qui en font métier s'abstiennent de jeter de l'huile sur le feu en dénigrant ce qu'elle a de « politicien ». Que voudrait-on qu'elle eût ?

(1) Duc de Castries, la *Pompadour*.

# PARIS-MONTREAL-TORONTO TOUS LES JOURS. ON ARRÊTE DE RÂLER!

14h35. C'est l'heure du raffinement, du luxe et de la volupté. 14h35. tous les jours, Air Canada accueille à son bord les râleurs du monde entier. Ceux qui savent que sur la ligne Paris-Montréal-Toronto, on est servi comme des princes, nourri comme des rois, installé comme des pachas. On arrête de râler. En première classe et classe affaires, tous les ingrédients indispensables à un bon vol sont réunis: repas délicieux de 4 à 7 plats, vins fins et liqueurs à discrétion, cinéma et écouteurs gratuits, fauteuils moelleux espacés d'un mètre, fauteuils couchettes en 1<sup>re</sup> classe... C'est Byzance! Paris. 14h35. Montréal. 15h55. Toronto. 17h50: la perfection. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyage.

**AIR CANADA**   
Les plus exigeants nous choisissent.



# société

## MEXICO

### Le compte des morts et des fautes

Une semaine après le très violent séisme qui a frappé Mexico, le 19 septembre, le bilan officiel - mais toujours provisoire - de la catastrophe est de 3 288 morts (dont 80 % ont été identifiés), de 22 300 blessés et sans-abri, de 1 032 immeubles détruits ou endommagés. Mais il est impossible de savoir combien de morts sont encore sous les ruines, si bien que le nombre supposé des morts oscille entre 10 000 et 30 000.

Déjà, cependant, les Mexicains dénoncent la réglementation insuffisante de la construction et la corruption des organismes qui auraient dû faire appliquer cette réglementation. Une commission parlementaire se propose de déterminer le degré de responsabilité de certains constructeurs privés, de promoteurs et de fonctionnaires.

Le tremblement de terre a eu une conséquence inattendue : il a révélé certains comportements de la police mexicaine : dans les locaux de la police judiciaire ont été retrouvés les corps d'un avocat mexicain et d'un moine deux Colombiens qui portaient des traces de tortures. (AFP).

## DROGUE

### Les vœux de la mission

La mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, qui, depuis 1981, coordonne en France les actions de répression et de prévention concernant la drogue, vient de soumettre au gouvernement une série de propositions. Ces mesures, qui ne sont pour le moment que des projets, consistent essentiellement en une modification de la législation, il est proposé de créer un nouveau délit de « fourniture de stupéfiants à des personnes en vue de la consommation personnelle ». Ce délit, passible d'une peine n'excédant pas cinq ans de prison, permettra de poursuivre les petits revendeurs selon le procédé de complicité immédiate.

D'autre part, les effectifs de police, notamment ceux de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme et de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCATIS), devraient être renforcés.

Pour ce qui concerne la prévention, la mission annonce l'ouverture prochaine de quinze centres d'accueil pour les familles à Paris et en France et la création d'un « centre de crise » pour les adolescents en région parisienne.

## JUSTICE

### IL Y A PRESQUE DEUX ANS, L'ATTENTAT DU « GRAND VÉFOUR »

#### La victime oubliée

Dix ans de mariage, pour elle comme pour lui, c'est une date. Elle n'aime pas les bijoux. Elle a envie d'une « grande fête ». Ils sont d'accord ; leur fille de neuf ans étant partie en vacances de neige, ils iront dans l'un des

plus prestigieux restaurants de Paris, où ils ne sont jamais allés et n'ont vraisemblablement jamais plus. Pourquoi pas le Grand Véfour ?

Mais il n'y a plus de place pour ce soir du 23 décembre 1983. Alors, deux couverts sont

retenus ailleurs. Et puis, miracle ! Le matin, un coup de fil prévient qu'une table s'est libérée au Grand Véfour : M<sup>me</sup> Françoise Rudetzki, trente-cinq ans, ne sait pas que sa vie vient de basculer.

en moins. Je n'accepte pas, pour moi, pour mon mari et pour ma fille.

Françoise Rudetzki n'a visiblement pas le goût de ressusciter son histoire, qu'elle raconte à Jacqueline Alexandre, dans l'émission « A nous deux ». Elle a simplement découvert, il y a quelques mois, les raisons d'un combat, qui s'ajoute, se superpose à la lutte pour survivre : obtenir réparation.

**Une bombe explose aux portes d'un restaurant. Pour une cliente de trente-cinq ans, la fête tourne à la tragédie. Les deux jambes broyées, près de deux ans après l'attentat, elle n'a toujours pas touché un centime d'indemnisation.**

Françoise Rudetzki a appris que les salons luxueux du Grand Véfour, détruits par la charge déposée sur le trottoir, près d'un soupirail, ont été restaurés en dix-huit jours. On a trouvé une fortune pour refaire les peintures, et pour moi, rien. Comment accepter ça ?

#### Les « dommages »

L'attentat n'a pas été revendiqué. L'enquête n'a pas abouti. Le juge d'instruction, M. Cornillon, est sur le point de proposer un non-lieu. La société du Louvre, filiale du groupe hôtelier Concorde, présidé par M. Jean Taittinger, ancien ministre de la justice, en négociation

avec M. Raymond Oliver n'a, moment d'un drame, a racheté le restaurant quelques jours plus tard.

Il y a un an, M<sup>me</sup> Rudetzki n'a dans un article du Figaro-Magazine que l'attentat avait fait « plus de peur que de mal » ; elle s'indigne : il ne faut plus jamais qu'on oublie les victimes. Elle écrit à la société du Louvre, qui lui répond, dit-elle : « Ne faites pas de vagues, nous allons vous indemniser, car nous sommes responsables. » Propos

problème de la victime ne nous concerne pas. Qu'elle se retourne vers la préfecture de police qui n'a pas été capable d'assurer l'ordre. » Celui de M<sup>me</sup> Rudetzki, M<sup>me</sup> Francis Chouriqui, veut encore espérer un geste du propriétaire.

A l'époque du drame, l'assurance contre les risques corporels d'attentat n'existait pas encore. Mais un restaurateur a une obligation de sécurité envers ses hôtes. Et la famille Taittinger, si soucieuse de l'image de marque de ses vingt-six hôtels de prestige, ne s'abaisserait pas en faisant montre d'un peu d'humanité.

S'il n'y a pas d'issue du côté des assurances, il reste le recours à la commission d'indemnisation des victimes. Le montant de son aide est plafonné à 250 000 F. Pour M<sup>me</sup> Chouriqui, cette somme représente une réparation « trop éloignée de la réalité économique ». Sa cliente partage le même point de vue. Elle qui refuse à chaque instant de « céder à la rançonne afin de tenir le coup ». Elle qui s'estime « relativement privilégiée car, célibataire, elle n'aurait pas pu se faire soigner comme elle l'a été », elle veut plus qu'un « pourboire ». Elle se battra, dit-elle, pour « qu'on n'oublie jamais les victimes ».

CHARLES VIAL

#### Auteur d'un livre sur l'opération « Manta »

UN OFFICIER DE L'ARMÉE DE L'AIR EST INCLUPÉ D'INJURES PUBLIQUES ENVERS L'ARMÉE

Le colonel Spartacus, identifié comme étant le colonel de l'armée de l'air Gérard Arnabec, cinquante ans, a été inculpé, jeudi 26 septembre, par M. Yves Granger, juge d'instruction du tribunal de Paris, d'injures publiques envers l'armée et d'injures publiques envers un fonctionnaire. Laisné en liberté, le colonel « Spartacus » s'en était pris, en termes très vifs, au chef d'état-major des armées de l'époque, le général Jean-Louis Lacaze, dans un livre intitulé *Opération Manta*, Tchou 1983-1984, le document secret, dont le Monde daté 14 juin 1985 a rendu compte.

Le 14 juin dernier, précisément, M. Charles Hernu, alors ministre de la défense, avait décidé de porter plainte contre X pour diffamation et injures contre des militaires dans l'exercice de leurs fonctions, estimant, dans un communiqué adressé aux armées, que « l'auteur d'Opération Manta croit faire de l'histoire en contrepartie de ses déceptions de carrière, mettant en cause des personnalités et des officiers de l'armée française, colonisant l'action de nos soldats et présentant certaines affirmations mensongères ».

Ducos, directeur du centre de transfusion sanguine, d'hématologie et de génétique humaine de Toulouse, pour trois raisons :

- Parce que le donneur désire et attend cette information ;  
- Parce qu'il a le droit de savoir ce qu'il doit faire pour protéger son entourage ;  
- Parce qu'il doit pouvoir bénéficier d'une surveillance médicale.

Les centres indiquent au donneur dépisté que la probabilité qu'il déve-

**Les tests des centres de transfusion sanguine permettent d'évaluer l'ampleur de la maladie et de mettre en œuvre les moyens d'y faire face**

Mais il est possible aussi que nombre d'entre eux restent « porteurs sains » du virus, au même titre que certains porteurs du virus de l'hépatite. Les risques de contamination qu'ils présentent à leur entourage, et, s'il s'agit de femmes, pour leur descendance n'en ont pas moins été prouvés.

C'est pourquoi tous les centres de transfusion ont pris une série de dispositions à l'égard de ces donneurs, dans les cas où la positivité du test a été formellement confirmée (deux tests successifs au moins et une épreuve de vérification par une autre technique).

Tout d'abord, la vérité est systématiquement révélée, et cela, comme le dit le professeur Jean

loppe un SIDA est très faible et lui fournissent les directives quant aux risques de transmission sexuelle et sanguine.

Les médecins des centres de transfusion s'efforcent alors d'obtenir que les tests soient aussi conduits sur le ou les partenaires sexuels du donneur en question. Selon les choix de ce donneur, il sera ensuite suivi soit par son médecin traitant, soit dans un centre hospitalier, à raison d'un examen complet tous les six mois.

Les dépenses qu'implique la charge supplémentaire du dépistage du virus LAV sont couvertes par l'augmentation forfaitaire de 20 francs par unité du prix du flacon de sang. A l'heure actuelle, la

crousse de dépistage Pasteur (Elavia) est vendue aux centres entre 10 et 12 francs selon l'importance de la commande, soit le même prix que le test américain Abbott. Ce dernier dévient actuellement, avec Organon, 60 % du marché français et Pasteur 40 %.

Une série de centres hospitaliers (un par département) conduisent le dépistage gratuitement pour les sujets dits « à risques », essentiellement les homosexuels masculins (69 % des cas de SIDA avérés en France), les toxicomanes par intraveineuse (1 % des cas), les hémophiles (0,8 %) ou les transfusés (3 %). Des dépistages sont également conduits auprès de certains groupes de prostituées. Il semble que ce soit essentiellement celles qui pratiquent la sodomie qui se révèlent positives au test.

Les hémophiles seront dorénavant protégés car tous les produits dérivés du sang qui leur sont destinés subissent un processus de chauffage permettant la destruction du virus. De même, il ne reste plus dans les banques de sang françaises aucun flacon non testé, si ce n'est ceux, très peu nombreux, destinés à des autotransfusions éventuelles chez des donneurs dont le groupe sanguin est exceptionnellement rare.

La nécessité de prévoir un équipement spécifique hospitalier, biologique et médical, va s'imposer à présent dans toute la France pour le suivi et la prise en charge des quelques cinquante mille sujets porteurs d'anticorps anti-LAV. Il est nécessaire, en effet, que des laboratoires hautement spécialisés puissent effectuer des recherches plus précises concernant la présence du virus, au cas où des signes précurseurs de la maladie apparaissent.

## A Bayonne

### LE GAL REVENDIQUE L'ATTENTAT CONTRE QUATRE RÉFUGIÉS BASQUES

(De notre correspondant.)

Bayonne. — Le GAL (groupe anti-terroriste de libération) a revendiqué, jeudi 26 septembre, l'attentat qui, la veille, avait coûté la vie à quatre réfugiés basques dans un bar de Bayonne (le Monde du 27 septembre). Dans un appel téléphonique adressé à plusieurs journaux et radios du Pays basque espagnol, un correspondant anonyme a recommandé à la population d'éviter les établissements fréquentés par les réfugiés basques.

L'ETA-militaire a reconnu, de son côté, que les quatre victimes avaient appartenu, dans le passé, à son organisation. Les policiers du SRPJ de Bayonne ont retrouvé dans l'Adour deux pistolets de 9 millimètres qui pourraient avoir servi à l'attentat. Les deux hommes interpellés après la fusillade, Lencier Maizet et Pierre Frugoli, sont deux truands marseillais bien connus des services de police. Lucien Maizet a fait l'objet d'une condamnation à vingt ans de réclusion pour vols qualifiés. Les enquêteurs recherchent un troisième homme qui a été aperçu par des témoins.

Mille deux cents personnes se sont rassemblées, jeudi dans la soirée, sur le lieu du crime avant de défilé dans les rues du vieux quartier, bouc par les forces de l'ordre, en lançant des slogans hostiles aux gouvernements de Paris et de Madrid, assimilant la police aux assassins du GAL. Même réaction de l'autre côté de la frontière dans les quatre capitales des provinces basques et dans les villages d'où étaient originaires les victimes. Un mot d'ordre de grève générale a été lancé pour la journée du 27 septembre.

Ph. E.

#### Au tribunal de Grenoble

### LA LIBERTÉ DE CRITIQUE DU JOURNALISTE ET DES AUTRES

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Le tribunal correctionnel de Grenoble vient de relaxer le conseiller général de Corps (Isère), le docteur Gérard Cardin (PS), également directeur de publication d'un journal politique paru avant les élections cantonales de 1985.

Dans un article, le journal qualifiait notamment d'« homme de main » et de « nouveau shérif de Robert Heriant » le directeur départemental du Dauphiné libéré pour l'Isère, M. Alain Hiest, qui avait attaqué avec virulence dans ses colonnes le Parti socialiste et le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, à l'occasion du projet de redécoupage cantonal de l'Isère.

Les juges grenoblois ont estimé que « la liberté d'appréciation et de critique du journaliste sur le fonctionnement des institutions doit supporter en retour la liberté d'appréciation des organes politiques et des personnes privées sur ces appréciations et critiques ».

### LES RECOMMANDATIONS AUX DONNEURS POSITIFS

Les sujets « positifs » sont notamment informés par les centres de transfusion qu'ils risquent de transmettre le virus à d'autres et doivent donc s'abstenir de tout don de sperme, de sang, de plasma ou d'organes.

« Le risque d'infection est important lors des rapports sexuels, partage d'aiguille, exposition à la salive par contact oral génital ou baiser intime. L'utilisation régulière de préservatifs pourrait réduire la transmission mais il n'est pas prouvé qu'ils assurent une protection efficace ».

Les brosse à dents, rasoirs et autres objets de toilette ne doivent pas être partagés. Les femmes séropositives et celles dont le partenaire sexuel est positif sont à risques et leur descendance est exposée en cas de grossesse.

Enfin, les sujets concernés doivent prévenir les personnes soignées s'ils doivent recevoir des soins médicaux, dentaires (virus dans la salive) ou oculaires (virus dans les larmes).

Aux Etats-Unis, les premiers bilans des épreuves systématiques de détection des anticorps anti-LAV pratiquées dans les banques de sang montrent un degré de contamination de 2,5 pour mille, ce qui permet d'évaluer à 10 000 à 25 000 le nombre de donneurs de sang positifs et, par extrapolation, à plus de 500 000 les porteurs d'anticorps, dans la population américaine, porteurs avec lesquels les responsables des services fédéraux de santé et du centre d'Atlanta recommandent de n'avoir « aucun contact sexuel ».

Une recommandation, précise les autorités, est que les médecins traitants doivent « individualiser ».

#### Rapports interdits

En Amérique comme en France, ces derniers se trouvent confrontés à une situation sans précédent, tant sur le plan biologique et clinique que sur le plan moral. Si les pratiques américaines disposent en abondance de directives, de circulaires, de guides et de brochures mis à leur disposition par les responsables sanitaires et constamment tenus à jour, il n'en est pas de même en France, où l'unique document d'information destiné aux médecins, en préparation à l'Institut Pasteur, ne sera pas disponible avant le début du mois de novembre.

Grâce à la qualité de ses recherches, la France occupe une position dominante sur le plan scientifique en ce qui concerne le SIDA. Ses deux cents centres de transfusion, du plus important au plus petit, ont su s'adapter remarquablement aux exigences nouvelles qu'appelaient l'effort de dépistage. Mais c'est maintenant et pour l'avenir que se pose le problème le plus complexe et le plus difficile à affronter : celui de la prise en charge physique et psychologique, éminemment difficile, de dizaines de milliers de personnes dont l'avenir reste encore lourd d'interrogations.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE

## La réponse des assureurs

Aux yeux des assureurs, le cas de M<sup>me</sup> Rudetzki ne pose pas de problème. Elle n'est pas indemnisable. La contre d'information et de documentation de l'assurance fait valoir qu'un restaurant peut se prémunir contre les risques d'attentat, mais uniquement contre les risques matériels. Les cinquante corporalis dépendent d'une police « responsabilité civile ». Mais lors d'un attentat, « comme lors d'un séisme », l'établissement ne peut être accusé de faute. Il y a bien une obligation de sécurité, mais c'est « une obligation de moyens et non de résultats ». Seule une assurance personnelle « individuelle accident » du client peut donner lieu à réparation.

En revanche, la commission d'indemnisation des victimes créée en 1877 et redéfinie par la loi du 8 juillet 1983, peut intervenir. Son vice-président à Paris,

M. Jean Léonnet, insiste sur l'esprit d'ouverture et l'optique de « solidarité » qui président à l'examen des dossiers. Il rappelle aussi que son rôle est subsidiaire, c'est-à-dire qu'elle n'intervient que si les autres indemnités qui peuvent être plus longues à obtenir. Une victime de l'attentat d'Orly, par exemple, invalide à 75 %, a reçu 70 000 francs de provision. Somme dérisoire souligne son avocat, M<sup>me</sup> Gérard Bernheim. Mais, selon M<sup>me</sup> Léonnet, il appartient aux victimes de se tourner vers l'Etat ou vers la commune du lieu de l'attentat qui, eux, sont responsables de la sécurité sur la voie publique. (La bombe du Grand Véfour avait été déposée sur un trottoir).

L'indemnisation ainsi réclamée pourra dépasser le plafond de 250 000 francs assigné à la commission mais les deux aides ne sont pas cumulables.

Des cas semblables d'âge, de revenus antérieurs, de situation permanente celle de M<sup>me</sup> Rudetzki est évaluée à 85 %. — Les victimes d'accident de la route reçoivent une indemnisation qui peut dépasser 3 millions de francs. Pour la victime de l'attentat du Grand Véfour : rien. Le principal assureur du restaurant, la Société Illot de assurances et de réassurance, revient sur la promesse initiale de la direction de l'établissement : « La bombe était placée à l'extérieur. Donc, il n'y a pas de faute ou présomption de faute de la part du restaurant. Donc, sa responsabilité n'est pas engagée ».

Alors, M<sup>me</sup> Rudetzki écrit à M. Jean Taittinger et à son frère Christian, vice-président du Sénat, pour leur dire : « Traitez-moi comme votre outil de travail, ni plus ni moins. Vous l'avez remis en état. Le premier d'été a assuré M<sup>me</sup> Rudetzki de sa « sympathie dans l'effort éprouvé qu'elle a subi » et a transféré à son frère. La partie se jouera désormais entre les avocats. Celui des propriétaires du restaurant, M<sup>me</sup> Jean-Jacques Raquin, campe sur sa position : « Le



مكتبة الأمل

## LE CARNET DU Monde

### Mariages

- Hélène REMER  
et  
Laurent PASTEUR

se plaisent à faire part de leurs épon-

### Décès

- Vous êtes priés d'assister aux obé-

Alfred BRASILLIER CHAUMONT,

décédé le 25 septembre 1985, dans sa

La messe à son intention aura lieu le

Le 28 septembre, à 10 heures, en

De la part de

M. et M<sup>me</sup> Jean Brasillier

M. et M<sup>me</sup> André Brasillier

M. et M<sup>me</sup> Agnès Perron

M. et M<sup>me</sup> Simon Brasillier

Et de tous leurs parents et amis de

France et d'étranger.

- Parmi les filles de Jérusalem elle

fut l'humble servante du Christ Roi.

- M. et M<sup>me</sup> J.-J. Franck

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Maurice Delon,

M. et M<sup>me</sup> A. Chevalier

et leurs enfants.

Le docteur J.-C. Daloz et M<sup>me</sup>

et leurs enfants.

M<sup>me</sup> Denise Weil,

ont le chagrin de faire part du décès sur-

venu le 25 septembre 1985, en son domi-

cile, à l'âge de quatre-vingt-un ans, de

M. Paul-Henry FRANCK,

ingénieur ECP,

ancien commissaire de la marine natio-

nale,

ancien directeur

des sciences du Sud-Est,

administrateur de SODEXHO,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

La cérémonie religieuse aura lieu

ultérieurement, l'annonce en sera faite

dans ce journal.

24, rue Gutenberg,

92100 Boulogne.

- Le président.

Les membres du conseil d'adminis-

tration.

Et les collaborateurs de SODEXHO,

ont la tristesse de faire part du décès de

leur administrateur,

M. Paul-Henry FRANCK,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre.

- Nous avons la grande douleur de

faire part du décès de

M<sup>me</sup> Francis FRISZBERG,

épouse Christian Negrin,

grand invalide de guerre,

combattant de la Résistance,

déporté,

médaille militaire,

croix de guerre,

chevalier de la Légion d'honneur,

agée de soixante-dix-neuf ans,

survenue après une longue maladie, le

20 septembre 1985, à son domicile.

De la part des familles Negrin,

Fragosa,

Et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité, le 24 septembre, à Maligny

(Yonne).

- Gap, Paris, Marseille.

M<sup>me</sup> Albert Jean,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Michel Mortier,

M. et M<sup>me</sup> Gérard Marowitz,

M. et M<sup>me</sup> Yves Monier,

M<sup>me</sup> Marie-Odile Schmidlin,

M<sup>me</sup> Albert-Yves Jean,

ses filles, belle-fille, gendres,

Ses petits-enfants, Caroline, Isabelle,

Pierre, Laurent, Nathalie, Marie-

Gabrielle, Frédérique, Claire, Florence,

Anne,

Les familles Spitalier, Thourard,

Mottet, Nicolas, Die,

ont l'immense douleur de faire part du

décès de

M. Albert JEAN,

imprimeur-éditeur,

survenu le 26 septembre 1985,

à l'âge de quatre-vingt-trois ans,

et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

La cérémonie religieuse aura lieu

ultérieurement, l'annonce en sera faite

dans ce journal.

24, rue Gutenberg,

92100 Boulogne.

- Le président.

Les membres du conseil d'adminis-

tration.

Et les collaborateurs de SODEXHO,

ont la tristesse de faire part du décès de

leur administrateur,

M. Paul-Henry FRANCK,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre.

- Nous avons la grande douleur de

faire part du décès de

M<sup>me</sup> Francis FRISZBERG,

épouse Christian Negrin,

grand invalide de guerre,

combattant de la Résistance,

déporté,

médaille militaire,

croix de guerre,

chevalier de la Légion d'honneur,

agée de soixante-dix-neuf ans,

survenue après une longue maladie, le

20 septembre 1985, à son domicile.

De la part des familles Negrin,

Fragosa,

Et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité, le 24 septembre, à Maligny

(Yonne).

- Gap, Paris, Marseille.

M<sup>me</sup> Albert Jean,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Michel Mortier,

M. et M<sup>me</sup> Gérard Marowitz,

M. et M<sup>me</sup> Yves Monier,

M<sup>me</sup> Marie-Odile Schmidlin,

M<sup>me</sup> Albert-Yves Jean,

ses filles, belle-fille, gendres,

Ses petits-enfants, Caroline, Isabelle,

Pierre, Laurent, Nathalie, Marie-

Gabrielle, Frédérique, Claire, Florence,

Anne,

Les familles Spitalier, Thourard,

Mottet, Nicolas, Die,

ont l'immense douleur de faire part du

décès de

M. Albert JEAN,

imprimeur-éditeur,

survenu le 26 septembre 1985,

à l'âge de quatre-vingt-trois ans,

et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

La cérémonie religieuse aura lieu

ultérieurement, l'annonce en sera faite

dans ce journal.

24, rue Gutenberg,

92100 Boulogne.

- Le président.

Les membres du conseil d'adminis-

tration.

Et les collaborateurs de SODEXHO,

ont la tristesse de faire part du décès de

leur administrateur,

M. Paul-Henry FRANCK,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre.

- Nous avons la grande douleur de

faire part du décès de

M<sup>me</sup> Francis FRISZBERG,

épouse Christian Negrin,

grand invalide de guerre,

combattant de la Résistance,

déporté,

médaille militaire,

croix de guerre,

chevalier de la Légion d'honneur,

agée de soixante-dix-neuf ans,

survenue après une longue maladie, le

20 septembre 1985, à son domicile.

De la part des familles Negrin,

Fragosa,

Et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité, le 24 septembre, à Maligny

(Yonne).

- Gap, Paris, Marseille.

M<sup>me</sup> Albert Jean,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Michel Mortier,

M. et M<sup>me</sup> Gérard Marowitz,

M. et M<sup>me</sup> Yves Monier,

M<sup>me</sup> Marie-Odile Schmidlin,

M<sup>me</sup> Albert-Yves Jean,

ses filles, belle-fille, gendres,

Ses petits-enfants, Caroline, Isabelle,

Pierre, Laurent, Nathalie, Marie-

Gabrielle, Frédérique, Claire, Florence,

Anne,

Les familles Spitalier, Thourard,

Mottet, Nicolas, Die,

ont l'immense douleur de faire part du

décès de

M. Albert JEAN,

imprimeur-éditeur,

survenu le 26 septembre 1985,

à l'âge de quatre-vingt-trois ans,

et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

La cérémonie religieuse aura lieu

ultérieurement, l'annonce en sera faite

dans ce journal.

24, rue Gutenberg,

92100 Boulogne.

- Le président.

Les membres du conseil d'adminis-

tration.

Et les collaborateurs de SODEXHO,

ont la tristesse de faire part du décès de

leur administrateur,

M. Paul-Henry FRANCK,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre.

- Nous avons la grande douleur de

faire part du décès de

M<sup>me</sup> Francis FRISZBERG,

épouse Christian Negrin,

grand invalide de guerre,

combattant de la Résistance,

déporté,

médaille militaire,

croix de guerre,

chevalier de la Légion d'honneur,

agée de soixante-dix-neuf ans,

survenue après une longue maladie, le

20 septembre 1985, à son domicile.

De la part des familles Negrin,

Fragosa,

Et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité, le 24 septembre, à Maligny

(Yonne).

- Gap, Paris, Marseille.

M<sup>me</sup> Albert Jean,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Michel Mortier,

M. et M<sup>me</sup> Gérard Marowitz,

M. et M<sup>me</sup> Yves Monier,

M<sup>me</sup> Marie-Odile Schmidlin,

M<sup>me</sup> Albert-Yves Jean,

ses filles, belle-fille, gendres,

Ses petits-enfants, Caroline, Isabelle,

Pierre, Laurent, Nathalie, Marie-

Gabrielle, Frédérique, Claire, Florence,

Anne,

Les familles Spitalier, Thourard,

Mottet, Nicolas, Die,

ont l'immense douleur de faire part du

décès de

M. Albert JEAN,

imprimeur-éditeur,

survenu le 26 septembre 1985,

à l'âge de quatre-vingt-trois ans,

et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

La cérémonie religieuse aura lieu

ultérieurement, l'annonce en sera faite

dans ce journal.

24, rue Gutenberg,

92100 Boulogne.

- Le président.

Les membres du conseil d'adminis-

tration.

Et les collaborateurs de SODEXHO,

ont la tristesse de faire part du décès de

leur administrateur,

M. Paul-Henry FRANCK,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre.

- Nous avons la grande douleur de

faire part du décès de

M<sup>me</sup> Francis FRISZBERG,

épouse Christian Negrin,

grand invalide de guerre,

combattant de la Résistance,

déporté,

médaille militaire,

croix de guerre,

chevalier de la Légion d'honneur,





# Samedi je lis. I

Aujourd'hui plus que jamais, un portefeuille de valeurs doit se gérer de façon active.

C'est pour cela qu'à partir du 28 septembre le samedi devient pour moi un jour très important.

Parce que c'est désormais le jour de parution du Journal des Finances.

Désormais chaque samedi, je retrouve dans le Journal des Finances le panorama complet de la semaine, avec l'indicateur de tendance et les cours de la séance du vendredi.

Chaque samedi, les analyses financières sans complaisance, les prises de positions claires et précises, les conseils judicieux du Journal des Finances me sont infiniment précieux.

Chaque samedi, la conjoncture économique, les fluctuations des cours, les prises de participation ou les rachats de sociétés sont finement décortiqués, et leurs incidences à court ou à long terme clairement expliquées.

Chaque samedi, le Journal des Finances m'apporte toutes ces informations vitales, pour me permettre de décider et d'agir.





# Je lis Lundi j'agis.

Dès le lundi, à l'ouverture de séance, j'agis. Grâce au Journal des Finances, je peux discuter efficacement avec mon banquier ou mon agent de change, et décider ainsi du meilleur plan d'action.

Quels sont les titres promis à une plus-value, que faut-il acheter ou vendre, est-il temps de prendre mon bénéfice sur certaines valeurs, comment anticiper les mouvements du marché, faut-il modifier la composition de mon portefeuille?

Parfaitement introduits dans les milieux économiques et financiers, les spécialistes du Journal des Finances me fournissent chaque semaine toutes les réponses à ces questions.

Par la qualité et la précision de ses informations, le Journal des Finances est pour moi un outil précieux, me permettant de profiter au maximum du formidable essor de la Bourse.

Grâce à lui, j'ai compris qu'en matière financière, la meilleure stratégie, c'est l'action.

**LE JOURNAL DES  
FINANCES**  
**JE LE LIS, J'AGIS.**



# culture

## THÉÂTRE

NORODOM SIHANOUK A LA CARTOUCHERIE DU SOLEIL

## Ariane Mnouchkine, Hélène Cixous et le Petit Prince

Du cycle Shakespeare, précédent spectacle, la Cartoucherie du Soleil garde la disposition, l'esthétique rectangulaire face aux gradins. Elle a perdu le tapis couleur ble qui recouvrait l'ensemble, les rideaux fluides de soie et d'or qui en marquaient le fond. La scène est un plancher vieillissant, monté sur pilotis. Au-dessous, le sol est fait de tomettes. Au fond, il y a seulement un petit rideau orange sans ornements. Les murs sont clairs, les lattes du plafond peintes en laque rouge, barrées de portelles noires qui portent les projecteurs. Sur le côté, demeure l'orchestre avec des instruments exotiques.

Ce sont plus les fastueux samouraïs de *Richard II*, qui entrent en bondissant et caracolant, ni les maharadjahs de la *Nuit des rois*, ni les guerriers rutilants de *Henri IV*, mais des hommes en costume-cravate, des femmes en corsage et longue jupe. Pourtant, c'est l'Orient, l'Orient sans légende, celui de l'actualité, l'histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge, spectacle d'Ariane Mnouchkine, texte d'Hélène Cixous. Sur scène, trente ans d'histoire. Tout autour, à des balcons crénelés, une multitude de poupées debout, un peuple. Tout les peuples de tous les temps.

Depuis qu'Ariane Mnouchkine fait du théâtre, elle raconte la condition humaine : à travers celle des comédiens (*Capitaine Fracasse*, *les Cloches*), des victimes consentantes (*les Petits Bourgeois*, de Corbi), la cuisine de *Weekend*, plus un décor vert la glorification de la sensibilité (*le Songe d'une nuit d'été*). En 1971, le Théâtre du Soleil s'installe dans la Cartoucherie. L'époque, vouée aux utopies, l'amplitude du lieu transformable

amènent la troupe à aborder l'histoire : 1789, 1793, la fête et après, espoirs et déceptions d'une révolution dévorée.

Mais déjà, c'est d'aujourd'hui que veut parler Ariane Mnouchkine, tout en gardant la distance du théâtre épique. Distance du futur : l'Age d'or, les années 70 vus de l'an 2000. Distance d'un passé encore douloureux : *Méphisso*, l'arrivée du nazisme vécue par des intellectuels. Puis, pour retrouver les sources du théâtre et sa fabuleuse puissance, il y a eu « les Shakespeare ». Après quoi, avec Hélène Cixous, Ariane Mnouchkine tente le pari du présent.

### Les codes de la tradition

Audace totale. Rien de plus périlleux que de déplacer à l'intérieur du cadre de scène ce qui se passe en même temps ou presque au-dehors, quand il ne s'agit pas d'aventure individuelle, mais de la violence immédiate et désordonnée de l'histoire, du destin de ceux qui la font, de ceux qui la subissent et qui sont là, vivants ou morts, mais dont l'action pèse encore sur nos existences. La réalité a besoin d'un filtre pour se faire théâtre. Ici, l'éloignement géographique en tient lieu, et surtout l'acteur, rien que l'acteur, sans l'appui du spectaculaire, dans un dénuement apparent, sans effet d'éclairage... Mais les pleins jours, les crépuscules expriment, pourrait-on dire, des états d'ambivalence.

Au Théâtre du Soleil, l'acteur est celui qui se met en jeu, met en mouvement des faits qui le dépassent, des forces qu'il doit maîtriser.

Comme toujours, Ariane Mnouchkine recrée les codes de la tradition, quelque chose qui ressemble à la commedia dell'arte, épurée, sans gambades excessives, en tout cas sans antipodes du réalisme. Son spectacle est l'anti-Déclivité (1).

Quand le théâtre ne raconte pas des histoires, quand il traduit la réalité de l'histoire, celle d'aujourd'hui.

Son spectacle suit avec un soin pointilleux la réalité de la chronologie. Hélène Cixous a travaillé une écriture directe, simple jusqu'à, parfois, en devenir plate - Shakespeare ne craignait pas le lyrisme. Chaque scène informe sur une situation, ses mécanismes, ses stratégies. Il ne s'agit pas pour autant d'une leçon d'histoire. L'exposé historique est traduit en théâtre. Les personnages se définissent d'abord par des signes vestimentaires : cheveux plaqués, complets blancs des Occidentaux, manteaux sombres et épais foulards des Soviétiques, costumes Mao, maillages noirs, larges cornes, bouches noires de bétel pour les Khmers, qui trottaient courbés et saluaient longuement, les mains jointes.

Les personnages ne sont pas des types psychologiques, mais des caractères de théâtre, habillés par la présence humaine des acteurs. Tous, ou presque, sont crédibles, en dépit de la stylisation du jeu, dont l'artifice cependant pèse sur certaines silhouettes qui n'ont pas le temps matériel d'affiner le trait. Également sur les femmes chargées de porter la voix *populi*, son bon sens, sa générosité. Le talent de Myriam Azencot, marchande de

poisons et mère d'un Khmer rouge, n'est pas en cause, plutôt sa fonction.

Ses codes de jeu et son texte pourraient aussi bien s'appliquer à une paysanne de 1789 ou de l'Age d'or, volontairement sans doute,

mais pourquoi cette universalisation alors que d'autres peuvent préciser les comportements, créer des individus singuliers avec leurs sentiments, leurs angoisses ?

### L'amour des spectateurs

Ainsi, le perpétuel furieux, cousin de Sihanouk (Bernard Martin), le ministre conseiller, sorte de teneur Burris paternal (Maurice Durozier), le calme fantasme au sourire glacé (Serge Pincet), le Zan final (André Perez Araya), Lon Nol, général obèse paralysé par ses superstitions (Guy Fricke) et Sihanouk, toujours, Machiavel ludique, Hamlet en conversation familière avec le fantôme de son père, démagogue bonasse, roi humilié qui survit aux trahisons, au massacre de sa famille, prince acharné à vouloir l'indépendance de son trop petit pays, meneur entraîné dans l'engrenage des mensonges, des dérapages, des échecs, l'engrenage de l'histoire.

Georges Bigot, souple sous le rembourrage qui l'épaissit, l'œil vif, le sourire instantanément rusé, est d'abord. Il rend visible la personnalité idéologique du prince, son plaisir à jouer et à se jouer de son entourage.

Il est un Arlequin malicieux et retors, avec des naïvetés, des bouffées de colère imprudente, de brusques découragements et un indétructible courage. Hélène Cixous et Ariane Mnouchkine sont fascinées par Norodom Sihanouk. Georges Bigot rend fascinant un petit homme immense, au point qu'on aurait envie de replier l'histoire pour qu'il gagne. Il a la sympathie, l'amour des spectateurs, qui rient à ses mots (« Paris n'est plus Paris, Moscou sera toujours Moscou »), dont la gorge se serre quand il dit « Je ne suis pas mort et je suis sans avenir », qui frémissent quand il lance « Aujourd'hui je change de haine, d'amour, de douleur. J'oublie que j'aime la musique et que je hais la guerre... ».

Chacun, comme lui, déclare ce qu'il ressent, ce qu'il va faire, raconte ce qui s'est passé. Tout est énoncé. Paradoxalement, l'ambiguïté du spectacle tient à sa clarté. Les choses se passent comme si la réalité était soumise à un seul mouvement bien défini, comme si les intérêts n'étaient pas complexes ni les motivations contradictoires.

Le théâtre oblige à la simplification, et c'est l'intelligence même de ce spectacle, qui pose un problème parce qu'on a le sentiment que toute l'information est donnée. On reçoit une démonstration impeccable, une

vérité sans ombre. Elle passe par un jeu théâtral intense, mais qui, volontairement, se garde de la dramatisation, par dévotion. La réalité du drame est trop signifiante pour être représentée.

D'autres ont pu chercher à traduire l'horreur par la fragmentation d'une littérature convulsive : Armand Gatti (*V comme Viet Nam*, *les Treize Soleils*) ; par le déchaînement poétique : Kateb Yacine (*les Ancêtres redoublent de férocité*) ou la redonne primitive de la force (*la Guerre de deux mille ans*, *Mohamed prend la parole*) ; par la violence d'une décision qui crève l'enveloppe de la raison : Peter Zadek avec *Ghetto*, Pip Simon avec *An die Musik*. Ceux-là ont dû passer par la fable, la métaphore. Hélène Cixous et Ariane Mnouchkine osent parler sans écran. Pari dangereux, vivant.

Fallait-il le tenter ? Oui, puisque le spectacle accroche. Il y a les comédiens et l'étonnante rigueur de la mise en scène, quand deux fantômes blancs et trois chaises noires suffisent à déterminer les rapports de force. Il y a la nécessité du rythme, les alternances de fièvre et de point d'orgue. Pendant deux fois plus de quatre heures (la représentation se donne en deux soirées), on oublie l'inconfort. On écoute.

COLETTE GODARD.  
\* Cartoucherie du Soleil, 18 h 30.

(1) Film anglais spectaculaire sur la tragédie cambodgienne, de Roland Joffé.

## PHOTO

### UN LIVRE, UNE EXPOSITION

#### «Life», les années miracle

Pourquoi quelque chose d'aussi épatant que la conception photographique, entre 1946 et 1955, du magazine *Life* - tels qu'en témoignent aujourd'hui un album et une exposition au Musée des arts décoratifs, - a-t-il dû prendre fin ? Parce que c'était trop beau pour durer ? Ou parce que c'était trop beau parce que c'était éphémère ? N'est-ce pas aussi l'épuration d'un choix très avisé, particulier et imprévisible (on le doit à Doris C. O'Neill, directrice de la photographie de la collection *Time-Life*), et l'embellissement inhérent au passé, qui ont accentué l'impression de chef-d'œuvre ? Le choix qui recouvrait la décennie précédente était paraît-il moins probant.

Rarement le jeu de tension, de stimulation et de contradiction entre la contrainte de la commande et la liberté de l'artiste a si harmonieusement fonctionné. Le reportage d'Ernest Smith sur un médecin de campagne du Colorado a déjà donné deux ou trois photos éternelles du grand Smith, donc deux ou trois chefs-d'œuvre de l'histoire de la photographie, mais on découvre ou on retrouve ici leur point de départ : leur succession, leur qualité narrative et, grâce au plus grand nombre, on sentent venir de la fabrication d'une séquence, de l'application d'un sujet, où les photos se cherchent entre elles, s'épaulent ou se combattent pour faire tomber les plus faibles et hisser à leur degré d'évidence les plus bouleversantes.

#### L'épaulé du général de Gaulle

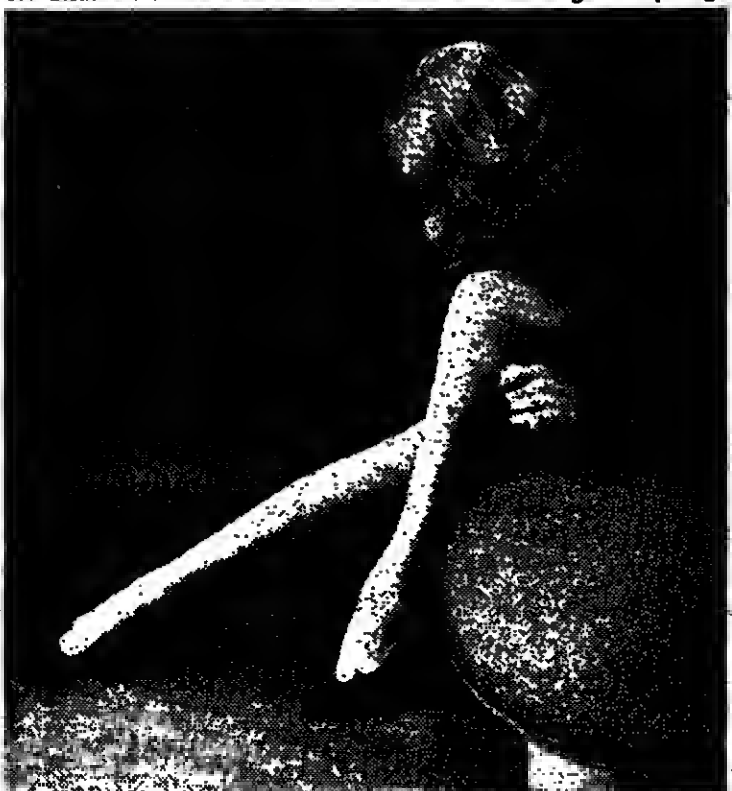
Pourquoi accroché-t-on plus ou moins à une photo ? Cette exposition et cet album rétrospectifs nous offrent une réponse par page ou par encadrement : pour son histoire, pour son décor, pour ses acteurs, pour son gag ou sa détresse, pour son mystère, pour son allant ou son poignant. Chaque photo est une proposition de révélation et de conscience, une information sensible, une concrétion romanesque.

Il y a tant d'histoires individuelles à lire dans ces visages, à ressentir dans ces espaces, à comprendre dans ces légendes ! Les doubles pages de l'album, qui mettent en vis-à-vis deux photos, font rebondir toutes ces données : leurs personnages s'affrontent ou se reposent, se tournent le dos ou se cliquent de l'œil, s'observent et se jugent, aimantés ou débranchés par des similitudes et des contrariétés :

système qui ne veut pas en être un, qui est celui de la surprise et de l'invention. Ces doubles pages font passer entre les photos le temps et ses sautes, l'histoire et ses correspondances, comme d'invisibles faiseurs de fatalité.

Et le livre - comme l'exposition pour le visiteur attentif - emporte celui qui s'y plonge dans ses drames et ses répit, dans les confidences de ses gros plans, dans ses voyages au bout du monde, dans ses désastres. Il devient lui-même

taïnes choses inanimées, des pierres, des livres ou des racines, à la fois immense concentration et distraction jubilante. C'est cela l'enchantement spécial des images, ce qu'elles sont seules à pouvoir sauvegarder, cette illusion de participation à des malheurs et à des joies, à des tensions et des abandons, à des effondrements sensuels, sans son et sans mouvement, par le simple relais de l'œil posé sur un aplat qui tout à coup veut bien s'ouvrir pour qu'il s'engloutisse, et dont la moindre ligne de partage



Marilyn Monroe 1953, *Niagara*, LIFE, 18 août 1952.

grand reporter, meilleur ami d'une vedette de cinéma, il resseut la mollesse d'une nuit d'été dans le Connecticut où il n'y a décidément rien à faire, il cherche en même temps que Tennessee Williams la prochaine réplique de la pièce qu'il est en train d'écrire, il glisse le long des bas que Marilyn Dietrich remonte sur ses jambes d'un geste voluptueux, comme un fantôme qui se serait trompé de manette dans sa machine à explorer le temps il tapote sur l'épaule du général de Gaulle, il perd et regagne des sommets fabuleux à la roulette du Hilton-Caribe de Porto-Rico.

Quelque chose de rare est recapté : ce pouvoir d'immersion qui est celui des enfants devant cer-

tes cadres ou des ombres imprimées en sens découpé à la connaissance et à l'émotion qu'il lui transmet.

« *Transmettre l'humour et le sentiment* ». Dit Doris C. O'Neill de la perfection photographique, qu'elle a ici orchestrée, et Cornell Capa, qui reprend une expression de Lewis Hine pour la commenter : « *Choses à changer, choses à goûter* ». Elles vous attendent au Musée des arts décoratifs. Votre enthousiasme vous y donne rendez-vous.

HERVÉ GUIBERT.

\* *Life 1946-1955* - Une exposition présentée par United Technologies Corporation au Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris-1<sup>er</sup>. Jusqu'au 4 novembre. Un album-catalogue édité par Paul Monel.

## COMMUNICATION

### LE BUDGET DE L'AUDIOVISUEL POUR 1986

#### Renforcer le service public avant l'arrivée des chaînes privées

Donner au service public de la radiodiffusion les moyens de « faire face à la transformation du paysage audiovisuel », avec l'apparition des stations privées : telle est la « volonté politique claire » du gouvernement pour le budget de 1986, a indiqué M. Georges Filliozat, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, au cours d'une

conférence de presse tenue mercredi 25 septembre. Dans la matinée, le conseil des ministres avait d'autre part approuvé à l'unanimité l'adoption du projet de loi sur les télévisions locales privées (nos premières éditions du 25 septembre), à la suite de divergences manifestées sur certains points au cours de la réunion du conseil.

Les ressources totales du secteur public s'élèveront à 13.518 milliards de francs pour 1986 (1), y compris les investissements de TDF pour les télévisions privées. Sans ces investissements, le service public obtient 12.897 milliards de francs, soit 13,7 % de plus que l'an dernier. L'effort de l'Etat en faveur de la communication est important (il faut y ajouter environ 6 milliards de francs d'aides directes et indirectes à la presse écrite), largement supérieur à la progression globale des dépenses de l'Etat (3,6 %), alors que la hausse des prix est prévue à hauteur de 3,4 % (le Monde du 20 septembre).

La principale innovation budgétaire est la réduction de 18,6 % à 7 % du taux de TVA applicable aux sociétés de radiodiffusion, ce qui dégage au complément de ressources d'environ 700 millions de francs (le Monde du 1<sup>er</sup> août). Ces sommes iront principalement au financement de programmes éducatifs et culturels, en gestion à partir du projet de M. Pierre Desgraupes (300 millions de francs), et sous diverses formes pour encourager la production d'images, notamment par le biais des fonds de soutien aux industries de programmes et au cinéma. Commentent ces mesures, le secrétaire d'Etat a déclaré que ces « efforts considérables en matière de programmes et de création » était « une exigence très forte du conseil des ministres », et que « pas un centime de devait être détourné au profit de dépenses de structures ».

Le montant de la redevance augmentera en moyenne de 2,9 % : 356 F (+10 F) pour un poste de télévision noir et blanc ; 541 F (+15 F) pour un poste couleurs ; 659 F (+18 F) pour un magnétoscope (la suppression de cette taxe n'est plus à l'ordre du jour). Compte tenu de l'augmentation du prix des appareils et des 700 millions de francs de ressources supplémentaires, le secrétaire d'Etat évalue à 7,5 milliards de francs (+10,8 %) le produit de la redevance disponible pour les sociétés.

La publicité de marque restera limitée à 25,3 % du budget total de l'audiovisuel public, l'essentiel de la croissance en valeur absolue (+11,3 % de recettes disponibles pour les chaînes) étant dû à une réévaluation des tarifs des spots télévisés pour « rattraper un retard » avant la nouvelle situation de

concurrence avec les stations privées. Cette augmentation des tarifs (que répercutera la Régie française de publicité) est évaluée en moyenne à 11 % (4 % pour FR3, 9 % pour TF1 et 17 % pour Antenne 2, dont l'audience a le plus progressé ces dernières années).

Pour la première fois depuis quatre ans, les effectifs du service public seront en augmentation nette : 563 personnes payées de façon permanente au cachet seront intégrées dans les effectifs, en application de la nouvelle convention collective, ce qui portera le nombre de personnels à 18.374, quarante emplois ayant été créés en 1985.

Le budget de 1986 comprend, en outre, la poursuite de diverses actions entrepreneuriales prévoyant :

• **Décentralisation**. - 33,5 millions de francs pour Radio France, création d'un centre régional de Télédiffusion de France (TDF) en Lorraine (10 millions de francs), 58 millions de francs pour l'outre-mer ;

• **Action extérieure**. - Le plan quinquennal de Radio France-Internationale, qui doit faire passer la France du vingt-huitième

au huitième rang dans ce domaine, se poursuit : 9,5 millions de francs supplémentaires y seront affectés ; France-Média-Internationale reçoit 15 millions de francs, et la chaîne francophone par satellite TV 5 22 millions ;

• **Satellites TDF 1 et TDF 2**. - L'achèvement de TDF 1 nécessitera environ 178 millions de francs, auxquels s'ajoutera un emprunt d'un montant égal ; le financement de TDF 2 sera assuré par la future société d'exploitation (645 millions de francs sont prévus) ;

• **Câble**. - Les FIT alloueront 50 millions de francs à TDF pour la mise en œuvre des réseaux de câbles ;

L'action en faveur des nouvelles télévisions sera conduite à l'aide d'emprunts (355 millions de francs) que contractera TDF pour l'aménagement des réseaux d'émetteurs (le Monde du 2 août).

Y. A.

#### Les aides à la presse reconduites

Le projet de budget pour 1986 dans le secteur « presse écrite » comporte une innovation, réclamée par la profession : la pérennisation du taux réduit de TVA à 4 % pour les périodiques (les quotidiens bénéficient du taux de 2,1 %). De même, l'aide aux quotidiens à faibles capacités publicitaires (1) fait partie des dispositions permanentes. Le total des aides directes (171,5 millions de francs) est stable en francs courants (donc en diminution, avec la hausse des prix) ; les aides indirectes sont également reconduites, pour un montant de 5,891 milliards de francs.

#### AIDES DIRECTES

Transports SNCF ... 110,246 MF  
Communications ... 186 MF  
phoniques ... 19,021 MF  
Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger ... 27,660 MF

Fonds d'aide aux journaux à faible capacité publicitaire ... 14,765 MF  
Total ... 171,692 MF

#### AIDES INDIRECTES

Télégrammes de presse (non évalué par les PTT) ...  
Liaisons télégraphiques (non évalué par les PTT) ...  
Tarifs postaux préférentiels ... 4,010 MF  
Taux réduit de TVA ... 998 MF  
Article 39 bis du Code général des impôts (dégrèvement de l'imprimé sur les bénéfices) ... 400 MF  
Exonération de la taxe professionnelle ... 443 MF  
Total ... 5,891 MF

(1) En 1985 : *Présent, Libération, le Matin de Paris, la Croix, l'Humanité*.











مكتبة الأمل

## SICOB 85

### Les réseaux de réseaux

La tour de Babel ne fut jamais construite parce que ses bâtisseurs se mirent tous à parler des langues différentes. Les ordinateurs de marques distinctes - et souvent les modèles différents d'un même constructeur - ne parlent pas la même langue. Donc...

Les réseaux d'ordinateurs existent pourtant. Il s'agit souvent de réseaux organisés de manière très hiérarchisée autour d'un ou de quel-

La difficulté majeure est la variété des équipements à relier. Ce peut être des réseaux locaux hétérogènes de mini-ordinateurs, des réseaux locaux homogènes, des ordinateurs isolés. D'autre part, les protocoles de communication des réseaux à relier ne sont pas toujours conformes aux normes internationales. Suivant le type d'équipement local rencontré, la connexion à Hélios doit se faire à des niveaux

*Relier par des artères à gros débit des réseaux locaux d'ordinateurs constitués indépendamment les uns des autres est un des problèmes les plus ardues auxquels sont confrontés les informaticiens.*

ques très gros ordinateurs centraux. Les matériels externes, même s'ils sont de constructions diverses, ont, en général, été mis en place en tant qu'éléments du réseau. Ils ont été choisis sur un cahier des charges prévoyant la communication avec le centre, quitte à ce qu'un certain travail d'adaptation soit nécessaire. D'autres réseaux - c'est souvent le cas des réseaux locaux - sont, au contraire, de conception postérieure aux matériels qu'ils relient, matériels d'une très grande hétérogénéité. Ces réseaux établissent une communication, mais n'autorisent que de faibles débits de données.

Qu'en est-il des réseaux hétérogènes à grand débit ? Des réseaux de réseaux connectant des réseaux d'architectures variées dont les protocoles de communication sont très divers ? Plus heureux que les ouvriers de Babel, les informaticiens savent maintenant mener à bien d'aussi ambitieux projets. Mais ce n'est pas simple. A la Convention informatique, une session dénommée « L'ère des grands projets » fut consacrée à présenter des réalisations projetées de tels réseaux hétérogènes à grand débit et à exposer surtout les difficultés rencontrées et les solutions retenues.

#### Hélios...

Premier exemple : le réseau Hélios, qui doit relier les laboratoires européens de physique des particules. Pour l'essentiel, ces laboratoires utilisent les gigantesques accélérateurs du laboratoire européen de physique des particules, plus connu sous son ancien sigle CERN, installé à la frontière franco-suisse dans la banlieue de Genève. Les équipes qui réalisent une expérience sont souvent fortes de plus de cent physiciens, appartenant à une dizaine de laboratoires qui se sont associés pour cette expérience. Les données sont recueillies au CERN et transférées dans les laboratoires nationaux pour analyse. Il s'agit parfois de transmissions directes entre ordinateurs au travers du réseau téléphonique ; mais, dans bien des cas, ce sont des bandes magnétiques qui sont transportées...

Or le volume de données va croissant avec la sophistication des expériences. Actuellement, une expérience faite au CERN peut fournir un flux d'information de huit cents millions d'octets à l'heure, alors que pour y parvenir il faudrait huit jours en région parisienne par les canaux disponibles. Avec la mise en service au CERN, dans quelques années, du collisionneur LEP, les flux de données vont encore fortement augmenter. Les volumes à échanger ont été évalués à quinze mille milliards d'octets par an. L'objectif du projet Hélios est de fournir une telle capacité, en recourant aux liaisons par satellite.

différents. Enfin, comme les débits de certains réseaux locaux sont très inférieurs à celui prévu pour Hélios (deux mégabits par seconde), des stockages massifs d'information doivent être prévus aux points d'accès.

Dans une première phase du projet, une réalisation prototype permettra de relier le réseau local du CERN (Cernnet) au réseau hypercanal du centre d'études nucléaires de Saclay, par l'intermédiaire du satellite Télécom-1. Les premières expérimentations devraient avoir lieu au début 1986. Ensuite sera établi un service régulier permettant des transferts de fichiers entre tout ordinateur relié au réseau de Saclay et tout ordinateur du CERN. Ce service devrait commencer au début de 1987. Quelques mois plus tard, tout laboratoire intéressé pourra se connecter à Hélios.

#### ... et TD CAM

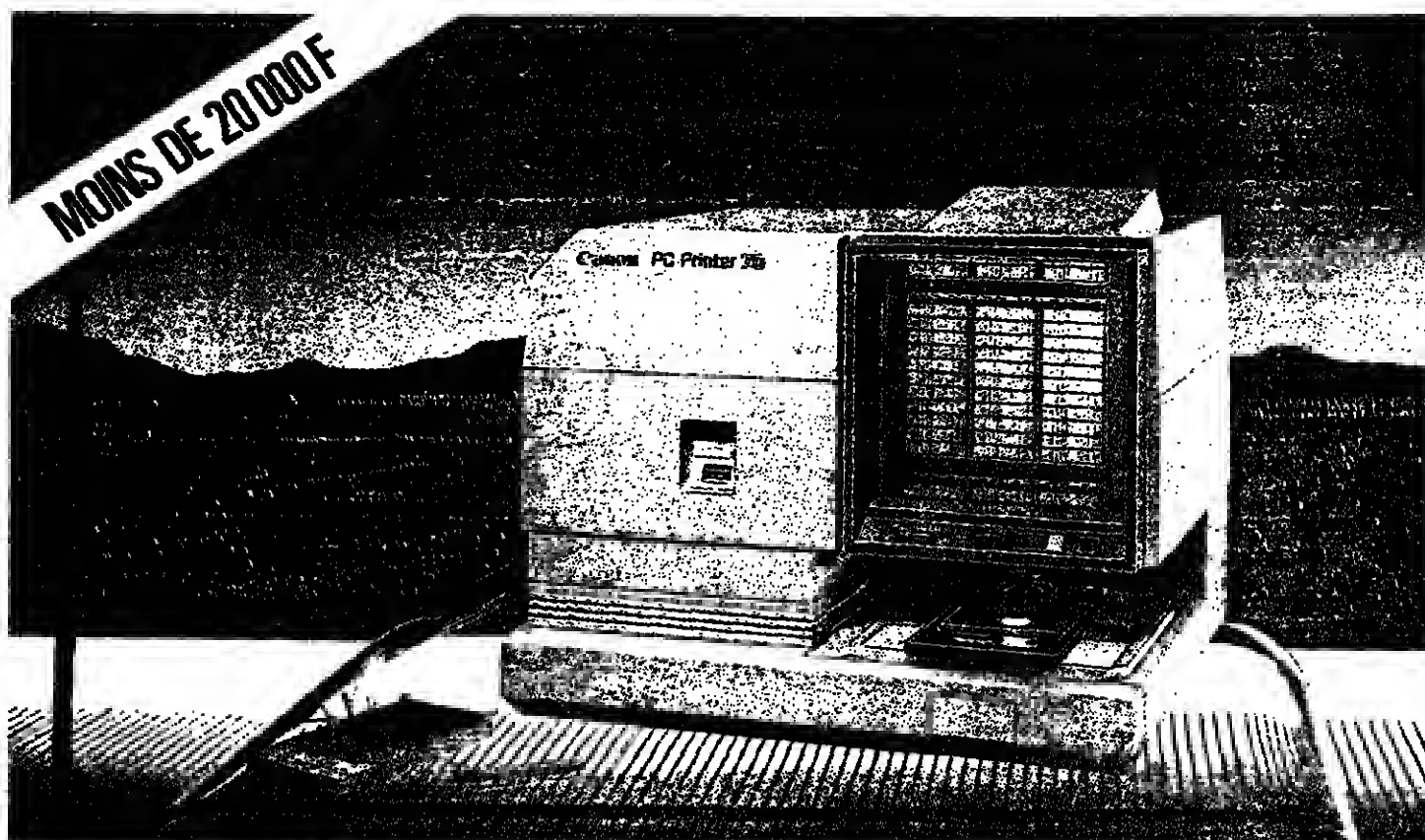
Un autre projet du même ordre, plus avancé dans sa réalisation, est le réseau TD CAM du Crédit agricole. Cette « banque » est en réalité une fédération de quatre-vingt-quatre banques régionales, qui ont toutes installé indépendamment leurs propres systèmes informatiques. On y trouve des ordinateurs fournis par Bull, Burroughs, CDC, DEC, IBM, ICL et NCR. Chaque caisse régionale a son propre réseau de télécommunications, mais il n'y a pas d'interconnexion nationale, sauf pour des échanges de messages.

Un projet national de télécommunications a été lancé, qui doit aboutir à la constitution de deux réseaux. L'un, VS CAM, assurera des communications téléphoniques, permettra des téléconférences et de la télécopie. L'autre est TD CAM, dont une vocation majeure est le transfert de fichiers.

Une caractéristique importante de ce réseau, dont les liaisons seront établies par l'intermédiaire de Transpac, est son caractère maillé : l'émetteur doit pouvoir choisir son circuit de communication. D'autre part, pour préserver l'indépendance de gestion des différentes caisses, des stockages d'informations sont disponibles à chaque point d'accès. Ainsi l'émetteur d'un fichier peut déclencher le transfert sans s'occuper de savoir si le système informatique du récepteur est en état de marche. Si ce n'est pas le cas, le fichier sera stocké au point de sortie.

Le réseau « a fini par tomber en marche ». En 1986, les transferts de fichiers seront possibles, avec des débits qui, en certains points, pourront atteindre dix millions d'octets à l'heure. Ensuite seront ouverts sur ce réseau d'autres services, comme la messagerie ou l'accès à des serveurs.

MAURICE ARVONNY.



# 1<sup>er</sup> PRIX DE LECTURE. 1<sup>er</sup> PRIX D'ECRITURE.

CANON PC 70

Dans la classe des lecteurs-reproducteurs sur papier ordinaire, le PC 70 Canon arrive largement en tête. Il lit toutes vos microfiches COM ou documentaires. Il reproduit mieux que les autres, en noir ou en couleur, même des microfiches positives. Il possède un petit cœur de champion. Une petite cartouche contenant de l'encre en poudre, qu'on change soi-même lorsqu'elle est usée. Sans manipulations inutiles, sans se tâcher.

Canon PC 70. Offrez-vous le premier de la classe pour moins de 20000F. Contactez vite votre distributeur Canon, votre revendeur habituel ou votre façonnier COM. Venez vite nous voir sur le stand SICOB : numéro 1187, niveau 1, zone AF.

#### Unités Canon.

- SHOW-ROOM, 98 avenue de Villiers, 75017 Paris. Tél. 763.26.53. Téléc. 650.977. Télécopie 622.67.30.
- AGENCE DE LILLE. Parc Club des Prés. Boulevard de Mons. 59650 Villeneuve-d'Ascq. Tél. (20) 56.92.25.
- AGENCE DE ROUEN. 21 rue de la Porte des Champs. BP 586. 76000 Rouen. Tél. (35) 88.76.88.
- AGENCE DE RENNES. 272 avenue du Général Patton. 35000 Rennes. Tél. (99) 38.46.46.
- AGENCE DE NANTES. Parc de l'Éraudière. 166 route de St-Joseph. 44100 Nantes Cedex. Tél. (40) 93.92.92.
- AGENCE DE STRASBOURG. Parc d'Activités des Tanneries. Allée des Foulons. Bât. 7. 67380 Lingolsheim. Tél. (88) 77.14.00.
- AGENCE DE BORDEAUX. Parc Club Cadère. Avenue Kennedy P2. 33704 Mérignac. Tél. (56) 34.16.76.
- AGENCE DE LYON. ZAC Sans-Staubs. 40 chemin de Paisy. 69760 Limonest. Tél. (7) 835.35.01.
- AGENCE DE MARSEILLE. La Bastide Blanche. BP 115. 13127 Vitrolles. Tél. (42) 89.93.61.

Canon

Canon France Division Micrographie, Z.I. du Coudray - 7 av. Albert Einstein, 93154 Le Blanc-Mesnil. Tél. 865.42.23 - Téléc. 212.394 - Télécopie 867.52.50.

### LA CHEMISE PERSONNALISÉE

Formée idéale, d'un tissu incontestable, appliquée depuis plus de 30 ans, permet de recevoir directement, à tout délai, des chemises de haute qualité (luxe), réalisées aux mesures individuelles, dans la forme et le tissu préféré.

Grand choix de nouveautés toutes fibres. En outre, un « service service » assure : rénovation, retouches, etc.

A. SCHNEIDER

Chemises-modèles  
194 bis, rue Saint-Denis, 75002 Paris Tél. : 236-80-84 (585-42-13 après 19 h)  
Notice M384 gratuite contre 1 timbre

ANGLAIS/ALLEMAND/ESPAGNOL/ITALIEN/RUSSE/GREC

### PROGRESSEZ!

Valorisez votre formation, augmentez votre compétence, en étudiant une langue ou en préparant tranquillement un examen à vocation professionnelle, comme ceux des : CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES, UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, BTS TRADUCTEUR COMMERCIAL - INTERPRÈTE D'ENTREPRISE

Examinez dans toute la France. Préparations accessibles à tous avec cours de mise à niveau pour débutants et faux débutants. Formation par correspondance (inscriptions toute l'année) avec poss. de cours extra complémentaires. Orientation et service entreprises. Séjours à l'étranger. Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, service 4352, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 270-81-88 ou 270-73-83 (établissement privé).

### BMW 86 EQUIPEES... UN PEU, BEAUCOUP, PASSIONNEMENT.

Compte-tours et vitres électriques sur tous les modèles, ABS en série dès la 528 i, jantes alliage et volant M Technic sur la nouvelle 325 i, les BMW 86 sont équipées pour vivre la passion du pilotage.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## WEEK-END D'UN CHINEUR

**ILE-DE-FRANCE**  
Samedi 28 septembre  
Argenteuil, 14 h 15 : meubles, bibelots ; Versailles (Chevre-Légers), 14 h 15, meubles, objets d'art.  
Dimanche 29 septembre  
L'Isle-Adam, 14 h 30 : orientalistes du dix-neuvième siècle ; Marilly-la-Campagne (27), 14 h : meubles, objets d'art ; Saint-Germain-en-Laye, 14 h : tableaux, céramiques, meubles ; Sers, 14 h 30 : céramiques ; Versailles (Chevre-Légers), 14 h : meubles, objets d'art, tableaux ; 14 h 15, décoration, soldats de plomb, armes.

**PROVINCE**  
Samedi 28 septembre  
Aubagne, 14 h 30 : bibelots, meubles ; Bergerac, 14 h : meubles, argenterie, objets d'art ; Buxy (près de Chalon-sur-Saône), 14 h 30 :

meubles, objets d'art ; Marseille, 14 h 30 : objets d'art, meubles, tableaux ; Montpellier, 14 h 30 : argenterie, meubles, bibelots ; Paris, 14 h 15 : meubles, objets d'art ; Toulouse, 9 h et 14 h 30 : meubles, tableaux, objets d'art.

**Dimanche 29 septembre**  
Arlès, 14 h : argenterie, bijoux, objets d'art ; Belfort, 14 h 15 : objets d'art, argenterie, tableaux, meubles ; Calais, 14 h 30 : art d'Asie ; Châtillon-sur-Seine (21), 14 h 15 : meubles, livres, objets d'art ; Nancy, 14 h : objets d'art, meubles, bijoux.

## FOIRES ET SALONS

Aithirch (68) : Bordeaux-Pessac ; Cluses ; Dural (dimanche seulement) ; Eprenay ; Ivry-sur-Seine ; Meaux (dimanche seulement) ; Montluçon ; Paris (quai d'Austerlitz, Salon du disque et de la bande dessinée) ; Paris (Conciergerie, Salon de la carte postale) ; Paris (Parc floral du bois de Vincennes) ; Rennes ; Soissons ; Vannes (36) (dimanche seulement) ; Xanroval (88).

## FOIRES ET SALONS D'OCTOBRE

Besançon : Paris-Austerlitz (Nimicarta, 3-7 octobre) ; Tomer (89) (4-6 octobre) ; Nogent-le-Rotrou (4-6 octobre) ; Aix-les-Bains ; Albi (13 octobre) ; Gif-sur-Yvette (5 octobre) ; Nemours (5-6 octobre) ; Lille (10-14 octobre) ; Paris (boulevard Auguste-Blanqui, 11-20 octobre) ; Pontcherry ; Melun ; Denil-la-Barre (95) (photo-cinéma, 12-13 octobre) ; Anet (13-14 octobre) ; Rouen (12-20 octobre) ; Belfort (87) (bourse aux armes) ; Jumièges (35) (13 octobre) ; Pétion ; Rennes (18-21 octobre) ; Le Gacilly (35) ; Pontault-Combault (19-20 octobre) ; Blois (19-21 octobre) ; Marseille (12-27 octobre) ; Châteauneuf-de-Loire (25-27 octobre) ; Chartres (25-28 octobre) ; Guingamp (26-28 octobre) ; Arles ; Trois-Épis (68) (26 octobre-3 novembre).

## MÉTÉOROLOGIE



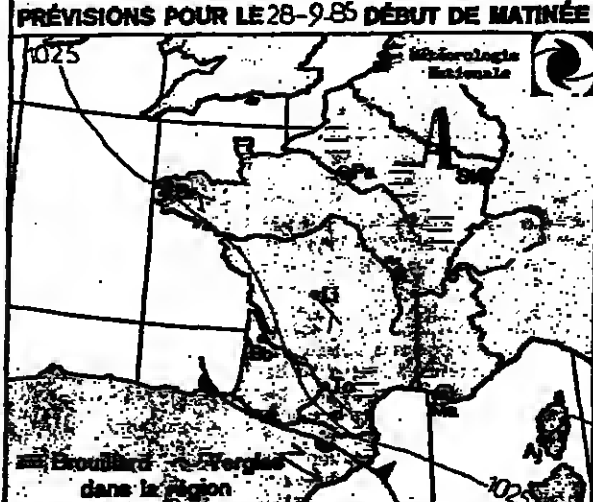
**SITUATION LE 27 09 85 A 09 h GMT.**  
Evolution probable du temps en France, entre le vendredi 27 septembre à 9 heures et le samedi 28 septembre à 24 heures.

Situation générale. — Persistance de conditions anticycloniques sur la France mais renouveau d'instabilité de Méditerranée vers les régions pyrénéennes.

Samedi, les hautes de brume ou de brouillard se localisent en début de matinée essentiellement sur le Nord-Est et en bordure des côtes atlantiques et de la Manche. Le beau temps chaud et bien ensoleillé s'établira en toutes régions dès le milieu de la matinée.

Les températures maximales s'échelonneront entre 23 et 29 degrés du Nord au Sud. Le vent d'est sera faible.

Sur les régions pyrénéennes, des nuages donneront quelques orages isolés.



**PRÉVISIONS POUR LE 28-29 85 DÉBUT DE MATINÉE**  
Dimanche, même type de temps après dissipation des brumes et brouillards du matin, beau temps chaud et toujours bien ensoleillé.

Les nuages orageux persisteront vers les Landes, l'Aquitaine et la région toulousaine mais les risques d'orages restent très limités.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 26 septembre, le second, le minimum de la nuit du 26 au 27 septembre) : Ajaccio, 28 et 13 degrés ; Biarritz, 26 et 15 ; Bordeaux, 29 et 13 ; Brétigny, 26 et 15 ; Brest, 25 et 14 ; Cannes, 25 et 16 ; Cherbourg, 20 et 14 ; Clermont-Ferrand, 28 et 8 ; Dijon, 26 et 13 ; Disard, 23 et 11 ; Enghien, 27 et 13 ; Grenoble-St-M.-H., 27 et 12 ;

Grenoble-St-Geoirs, 27 et 11 ; La Rochelle, 31 et 17 ; Lille, 22 et 9 ; Limoges, 29 et 17 ; Lorient, 26 et 16 ; Lyon, 27 et 11 ; Marseille-Marguare, 28 et 16 ; Nancy, 23 et 9 ; Nantes, 28 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 20 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Orly, 25 et 12 ; Pau, 28 et 13 ; Perpignan, 29 et 17 ; Rennes, 27 et 13 ; Rome, 22 et 11 ; Saint-Etienne, 28 et 9 ; Strasbourg, 22 et 10 ; Toulouse, 29 et 14 ; Tours, 28 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 19 degrés ; Genève, 26 et 10 ; Lisbonne, 31 et 19 ; Londres, 24 et 12 ; Madrid, 30 et 16 ; Rome, 27 et 16 ; Stockholm, 12 et 2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## L'HEURE D'HIVER

### A PARTIR DE DIMANCHE

A 3 heures du matin, le dimanche 29 septembre, il faudra reculer les horloges d'une heure. A ce moment-là, en effet, la France et la plus grande partie de l'Europe occidentale passeront de l'heure d'été (qui « avait cours » depuis le 31 mars) à l'heure d'hiver.

L'heure légale y sera donc en avance d'une heure sur le « temps universel coordonné » (UTC, seule appellation correcte de l'heure civile du méridien de Greenwich) alors que, pendant l'été, l'heure légale est en avance de deux heures sur le « temps universel coordonné ».

## PARIS EN VISITES

### DIMANCHE 29 SEPTEMBRE

« Petit aperçu de la civilisation pharaonique à travers les richesses du Louvre », 14 h 30, porte Saint-Germain-Alexandre (C. Merle).  
« Maestri, Barret, Marie Bashkirtseff, illustrateurs, musiciens, peintres et artistes au cimetière de Passy », 15 h 15, 2, rue Cl.-Schœlcher (S. Barlier).  
« A Neuilly, la Folie Saint-James et ses habitants », 15 heures, 34, avenue de Madrid (A. Ferrand).  
« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale, et « Tombeaux de musiciens au Père-Lachaise », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).  
« Saint-Denis, nécropole des rois de France », 14 h 30, portail central basilique (Ludovic Vassier).  
« Le Séant, palais du Luxembourg », 15 heures, 13, rue de Vaugirard. Tél. matin (1) 574-13-31 (E. Roussin).  
« Le lycée Henri-IV », 15 heures, 23, rue Clovis (La France et son passé).  
« L'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti.

## ÉCHECS

### Championnat du monde

#### REPRISE INCERTAINE

Kasparov aurait-il dû mettre sous enveloppe son 41<sup>e</sup> coup au lieu de jouer deux coups supplémentaires après le courtage de temps ? C'est l'opinion des deux grands maîtres soviétiques Goufeld et Suetine, qui estiment qu'il a commis une « erreur tactique » en permettant à Karpov — et surtout à ses seconds — d'avoir la nuit pour analyser le surprenant : 42. Dc2 qui « donne » apparemment le pion q4 au champion du monde. Quel qu'il en soit, c'est le challenger qui a l'initiative à l'ajournement de cette neuvième partie commencée jeudi.

Sans crainte, Kasparov a rejoué l'espagnole qui lui avait valu pourtant une cuisante défaite dans la cinquième partie, dont les deux joueurs ont répété les onze premiers coups. Mais, au lieu d'attaquer prématurément, les blancs menèrent un siège tranquille mais constant des noirs, dont la position, avant la reprise ce vendredi, était jugée légèrement inférieure, mais pas au point de croire à une victoire certaine de Kasparov.

### Blancs : KASPAROV

### Noirs : KARPPOV

#### Neuvième partie

#### Partie espagnole

1. e4	e5	2. f4	Td8
2. Cf3	Cf6	3. Fd3	Ff8
3. Fc5	a6	4. Td2	Dd8
4. Fd4	Cb6	5. Dd1	Fd8
5. e5	Fd7	6. b4	Fb7
6. Td1	b5	7. a4	a5
7. Fb3	a6	8. Td2	Dd7
8. e3	0-0	9. Tc1	Fg7
9. h3	Fb7	10. Td1	Td8
10. a4	Td8	11. d5	d5
11. Cd2	Fb5	12. Td8	Td8
12. a5	b4	13. Td8	Cd8
13. Fd2	Cd8	14. e4	b5
14. Fd3	e5	15. Fg4	Cf8
15. Cf1	Cd7	16. Dd2	Cd6
16. Cf3	Dd7	17. Fb3	Cd5
17. Fd2	e6	18. b4	Cd4
18. Dd1	Fg7	19. Fd4	d5
19. h3	Fg7	20. Dd2	Dd7
20. Dd2	Cd8	21. Dd2	e5
21. Fb3	Cd4	22. Dd2	ajourn.

#### Position à l'ajournement :

BLANCS : Rg1, Dc2, Fb3, Cf3 et g3, Fb4, f4, f2, g2, h5.

NOIRS : Rb7, Df7, Fb7, Fg7, Cd8, Fc5, d4, f7, g6, h6.

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde Loisirs » page X

**LOTTO** N°39 TIRAGE DU MERCREDI 26 SEPTEMBRE 1985

11 39 42 43 44 46 47

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1985

VALIDATION : POUR LE MERCREDI 2 OCTOBRE 1985 ET LE SAMEDI 5 OCTOBRE 1985 JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	0
5 BONS N° + complémentaire	37
5 BONS N°	972
4 BONS N°	79 797
3 BONS N°	1 500 825
	118 430,00 F
	14 165,00 F
	170,00 F
	13,00 F

**Du 27 Septembre au 6 Octobre 1985**

**FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE**  
et aux jambons

**ILE DE CHATOU**  
près de Paris.

Accès direct R.E.R. Chatou.  
organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion. Tél. 770 88 75

**55.700 F.**

**Un prix qui a de l'allure.**

**Renault 9 série Broadway**

Difficile de résister au charme des Renault 9 Broadway. Trois motorisations brillantes : 1237 et 1397 cm<sup>3</sup> essence, 1595 cm<sup>3</sup> Diesel. Une allure impeccable : calandre 4 phares à iode, bouclier AV avec spoiler, enjoliveurs aérodynamiques et 8 teintes de carrosserie au choix. Les équipements sont remarquables : 5 vitesses, radio FM, appuie-tête AV réglables, rétroviseur conducteur réglable de l'intérieur. Modèle présenté : Renault 9 Broadway 1.2. Millésime 86. Prix clés en main Septembre 85. DIAC : votre financement. RENAULT présente OFF

**RENAULT**  
DES VOITURES  
A VIVRE



# économie

## REPÈRES

### Dollar : toujours faible, à 8,13 F

Sur le marché des changes, toujours très nerveux, le dollar restait faible en fin de semaine, s'établissant un peu au-dessus de 8,10 F et 2,85 DM cotés jeudi 26 septembre. Vendredi 27 septembre, après une tentative de remontée à près de 8,20 F et 2,85 DM, il retombait à 8,12 F environ et 2,86 DM. Tout se conjuguait, actuellement, pour déprimer le dollar : la menace de nouvelles interventions des banques centrales après le communiqué de dimanche 22 septembre, à l'issue de la réunion du groupe des Cinq, et le rumeur d'une déstabilisation des taux aux États-Unis. Le franc est resté stable par rapport au deutschemark, qui se maintient à 3,0335 F, tandis que le livre sterling fléchissait, en prévision de la réunion de l'OECE, à Vienne, le 3 octobre.

### Entreprises nationales et PTT : 110,9 milliards d'investissements en 1986

La dotation du FDES (Fonds de développement économique et social) inscrite dans le projet de loi de finances pour 1986, s'élève à 1,88 milliard de francs. Cette somme va essentiellement à des entreprises privées en difficulté, généralement aidées par le CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle). Le rapport du conseil de direction du FDES, annexé au projet de loi de finances pour 1986, indique, d'autre part, les investissements projetés (en paiements) par les entreprises nationales : 1,77 milliard pour les Charbonnages, 38,8 milliards pour EDF, 4 milliards pour la SNCF, 8,3 milliards pour Cogema, 8,8 milliards pour la SNCF, 3,1 milliards pour la RATP, 2,9 milliards pour Air-France, 6,3 milliards pour les autoroutes, 3,4 milliards pour la poste, 30,6 milliards pour les télécommunications. Au total 110,9 milliards de francs d'investissements. Cette somme est décaissée par des emprunts obligataires et par autofinancement (hausse des tarifs), le gouvernement ayant fixé comme objectif prioritaire l'équilibre financier.

### Grèves : baisse en Grande-Bretagne

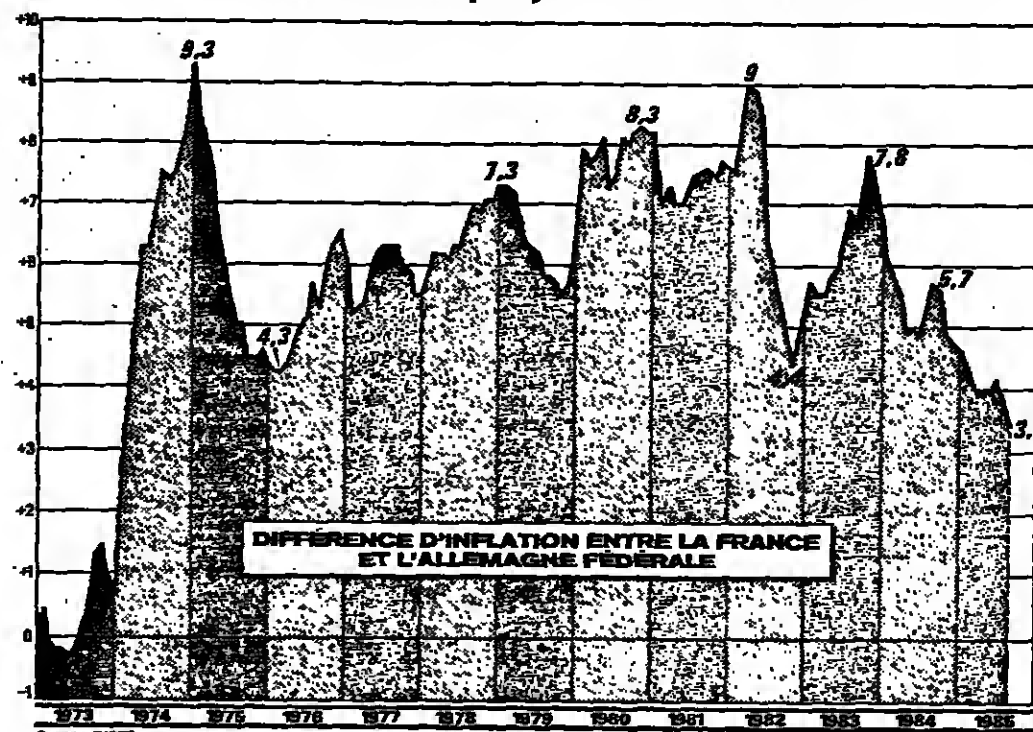
Selon les statistiques officielles du ministère britannique de l'emploi, avec 78 000 journées du travail perdues, la Grande-Bretagne a connu en août le plus faible nombre de grèves pour ce mois de l'année depuis 1988. Sur les huit premiers mois de l'année, il n'y a eu que 514 conflits du travail, soit le plus petit nombre enregistré depuis 1936. Ces grèves ont fait perdre 5.446 000 journées de travail contre 16 304 000 pendant la période correspondante de l'année dernière sans compter la grève des mineurs qui, n'ayant pris fin qu'en mars, a coûté à elle seule 4 178 000 journées. A la fin du mois de juillet, la Grande-Bretagne comptait 3 235 000 chômeurs.

### Sécheresse : La FNSEA demande 500 millions de francs

Le président de la FNSEA, M. François Guillaume, a demandé, le 26 septembre, l'ouverture immédiate d'un premier crédit de 500 millions de francs à cause de la sécheresse. Distribuée directement aux éleveurs, cette aide devrait permettre d'acheter les aliments nécessaires pour le bétail. Pour M. Guillaume la sécheresse qui affecte, parfois depuis juin, plus d'un quart des départements est un « désastre » et l'État aurait déjà dû intervenir. Le ministre de l'Agriculture souhaite ne pas se précipiter : « Tout le monde n'est pas frappé de la même façon (...) on ne peut se lancer dans un programme d'indemnité », a-t-il déclaré.

## CONJONCTURE

### Inflation : l'écart se réduit entre la France et les autres pays industrialisés



La faible hausse des prix en août (+0,1 %) a quelque peu surpris les observateurs. Ce résultat est obtenu alors que les prix de l'alimentation et ceux de l'habillement-textile ont augmenté de 0,3 %.

Mais cette hausse est compensée d'une part grâce aux produits manufacturés qui, pour la première fois depuis 1977, ont baissé de 0,1 %. On note également une baisse sensible du poste énergie (-0,8 %), avec principalement une diminution de 1,4 % des produits pétroliers.

#### RFA

« Hausse des prix en septembre. Les prix à la consommation en Allemagne fédérale ont augmenté en septembre de 0,2 % par rapport au mois précédent, selon une estimation provisoire de l'Office fédéral des statistiques. Les prix avaient baissé en août (-0,3 %) et en juillet (-0,2 %).

« Diminution de l'excédent de la balance commerciale en août. - La balance commerciale de la RFA enregistre en août un excédent de 3,3 milliards de deutschemarks, inférieur de moitié à celui du mois précédent, et de 10 % à celui du mois d'août 1984.

Le ralentissement de la hausse des prix en août marque une étape dans la lutte contre l'inflation en France. Calculée sur douze mois en glissement, la hausse des prix est ramené à 5,6 %, alors qu'elle était de 13,6 % en août 1980 et août 1981.

« Époque de forte reprise des tarifs pétroliers. - de 10,9 % en août 1982, de 9,7 % en août 1983 et de 7,4 % en août 1984. Depuis trois ans, on assiste donc à un ralentissement continu de l'inflation.

Cette situation découle de la volonté des pouvoirs publics qui ont notamment pesé sur la progression des rémunérations (facteur important de la hausse des coûts), allant jusqu'à faire baisser le pouvoir d'achat. Elle découle également de l'environnement international. Les grands pays industrialisés ayant eux aussi efforcement combattu l'inflation, il en est résulté une diminution des prix importés. La baisse des prix des matières premières et celle des prix du pétrole brut ont, par ailleurs, compensé les effets de la forte hausse du dollar.

C'est cependant avec un certain retard, par rapport aux autres pays industrialisés, que la France s'est engagée dans la lutte contre l'inflation. Les mesures de relance prises en 1981 par le gouvernement socialiste ont en pour effet de creuser l'écart qui ne s'est véritablement réduit qu'à partir de fin 1983. On ne saurait tenir compte, en effet, du resserrement observé en 1982, celui-ci n'étant dû qu'au blocage des prix et des revenus instauré de juin à octobre.

Les observateurs ont surtout tendance à surveiller de près l'écart d'inflation entre la France et l'Allemagne fédérale, celui-ci étant susceptible de déterminer des ajustements monétaires quand il devient trop important. Lutte difficile, car nos voisins d'outre-Rhin font preuve sur ce point d'une maîtrise redoutable. Qu'on en juge par le résultat des trois derniers mois : stabilité en juin, -0,2 en juillet, et -0,3 en août. On s'en aperçoit que mieux, le fait que l'écart se réduise entre les deux pays comme il ne s'était jamais réduit depuis dix ans. Il faut remonter en effet à janvier 1974 pour relever un écart plus faible (2,6 points). F. S.

## Nominations

« Chez Manurhin du groupe Matra, M. PHILIPPE CAMUS, trente-sept ans, vient d'être nommé président en remplacement de M. Antoine Vail, devenu administrateur délégué de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme. M. Camus est président du comité financier de Matra et conseiller spécial de M. Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra.

« A la Société européenne de brasserie (SEB, filiale du groupe BSN) M. PHILIPPE JACQUIN, quarante-sept ans, a été nommé directeur général. Entré dans le groupe BSN en 1969, il était directeur depuis 1983, de Segma-Liebig-Maile. Dans cette dernière société, du groupe BSN également, M. Michel Serin, cinquante ans, le remplace à la direction générale. Il est dans le groupe BSN depuis 1974.

« A l'Association Ouest-Atlantique, M. CHARLES-HENRI DE SAINT-JULIEN, cinquante-sept ans, a été nommé délégué en remplacement de M. Jacques Voisard qui occupait ces fonctions depuis quinze ans. Ancien président de la CPJO (filiale de Renault spécialisée dans les accessoires pour automobiles), M. de Saint-Julien était trésorier de l'association. Il devait être nommé par le gouvernement commissaire à l'industrialisation de l'Ouest.

« Au SFIG (Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées) M. JOSEPH ORTIZ, PDG de Miko a été élu président en remplacement de M. Guy Fischer, PDG de la société Fischer.

« Au Conseil national des transports, M. GUY SALMON-LEGAUME, cinquante-cinq ans, a été nommé président en remplacement de M. René Vachier. M. Salmon-Legagneur occupait, depuis 1978, le poste de secrétaire général du groupe central des villes nouvelles. Il est conseiller référendaire à la Cour des comptes.

« Au PROMATT (Syndicat des professionnels du travail temporaire) M. PHILIPPE BEAUVIALA, quarante-cinq ans, a été élu à la présidence où il succède à M. Georges Bessis, directeur général du groupe ECOO (première entreprise de travail temporaire en France). M. Beauviala, diplômé de HEC, est entré en 1969 dans le groupe. Il y exerce les responsabilités de directeur général depuis 1971.

## SOCIAL

### La grève des cheminots

### La SNCF ASSURE 40 % SEULEMENT DE SON SERVICE HABITUEL

Le trafic ferroviaire était, ce vendredi 27 septembre en milieu de journée, fortement perturbé par la grève organisée par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes) qui représentent 90 % des agents de conduite.

Selon la SNCF, 40 % du trafic normal étaient assurés, notamment sur les grandes lignes ainsi que sur le réseau omnibus de l'est et du nord de la France. La moyenne était plus élevée pour les TGV desservant, comme à l'ordinaire, Lyon, Lannemezan, et Genève, pour le Médoc entre Thionville et Nancy et pour les dessertes de banlieue de Paris-Est, Paris-Nord, Paris-Saint-Lazare et Paris-Montparnasse où un train sur deux circulait.

En revanche, les arrêts de travail étaient plus suivis dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Sud-Est et en particulier à Nantes, Marseille, Montpellier et Toulouse, ainsi que sur le réseau de banlieue de Paris-Lyon (un train sur trois) et sur la ligne C du RER (un train sur quatre).

Les perturbations se prolongeront jusqu'au samedi 28 septembre à 6 heures, heure à laquelle la FGAAC appelle à la reprise du travail. Les revendications des trois syndicats concernent des domaines variés, en particulier les salaires, les effectifs, l'application de la semaine de trente-cinq heures et la sécurité. En fait, ces actions syndicales tiennent moins au mécontentement diffus et réel des cheminots qu'à la proximité des élections qui précéderont, le 10 octobre, la mise en place du nouveau comité central d'entreprise.

« Incendies criminels à SKF-Ivry. - Trois foyers, qui seraient d'origine criminelle, ont été allumés dans la soirée du 25 septembre dans les locaux de l'usine SKF à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Il a fallu près d'une heure aux effectifs de cinq casernes pour venir à bout de

### LES AUXILIAIRES MÉDICAUX RÉCLAMENT UNE HAUSSE DES TARIFS

Une manifestation doit avoir lieu, ce vendredi 27 septembre dans l'après-midi, à Paris, à l'appel des syndicats des infirmiers, kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes (1) ; elle s'achèvera devant le centre hospitalier Pitié-Salpêtrière, où une vingtaine de représentants de ces quatre professions ont commencé le jeudi 26 septembre, enchaînés avec des menottes, un sit-in de trente-six heures.

Les quatre syndicats protestent contre le retard mis par le gouvernement à approuver les accords annuels de revalorisation des tarifs signés cet été avec les caisses nationales d'assurance-maladie. Ceux-ci prévoient pour les kinésithérapeutes des augmentations en niveau de 3,77 % à compter du 15 juillet et de 1,37 % au 15 février, pour les infirmiers de 4,12 % et de 1,47 % respectivement.

Au départ, le gouvernement avait suggéré une augmentation de 1,5 % seulement (mais en masse) sur 1985 pour l'ensemble des professions paramédicales, en arguant du report des augmentations décidées en 1984, et surtout de l'augmentation du volume des actes par personne en 1984 : 5,6 % pour les kinésithérapeutes (dont les remboursements par le régime général ont représenté 3,7 milliards de francs) et 3,8 % pour les infirmiers (2,7 milliards de francs). Les professionnels font valoir que cette progression correspond pour une part au développement de tâches nouvelles (notamment les soins à domicile pour les personnes âgées).

(1) Fédération nationale des infirmiers, Fédération française des masseurs-kinésithérapeutes, Fédération nationale des orthophonistes, Syndicat national des orthoptistes.

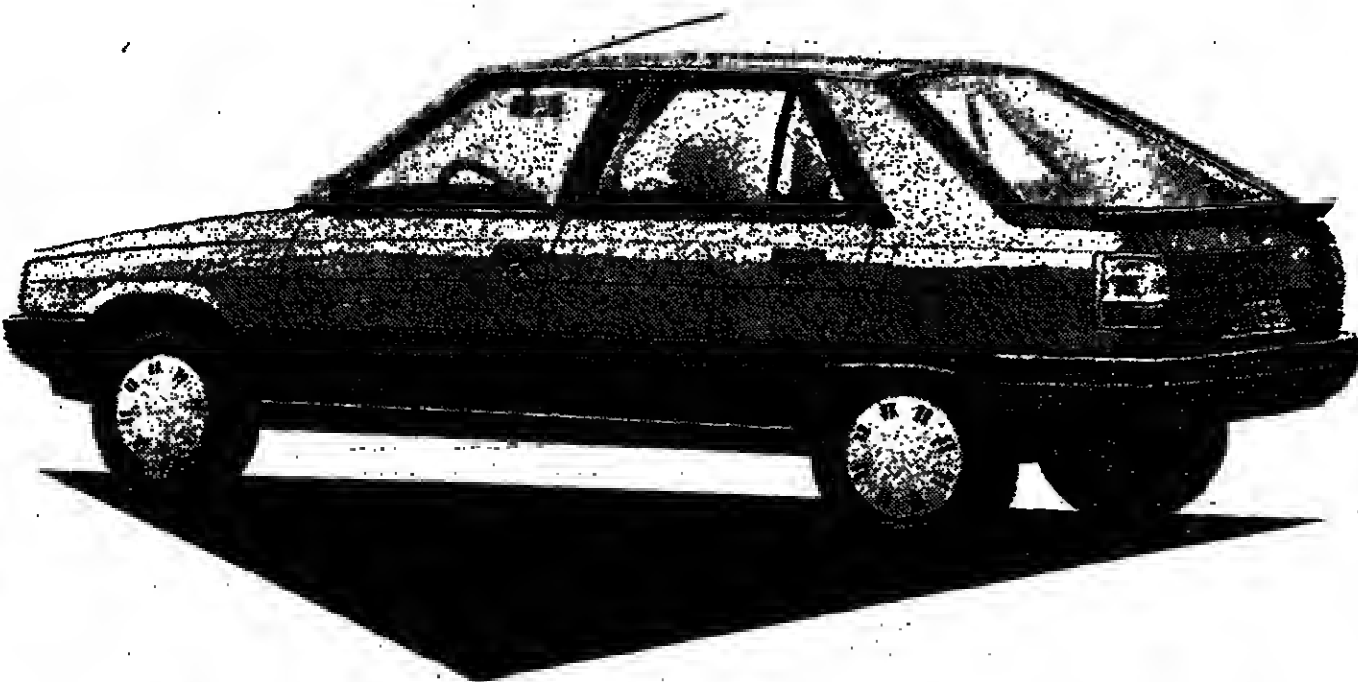
cet incendie. Les enquêteurs ont retrouvé trois foyers distincts, dont un dans un local d'hydrocarbures. La CGT parle de « provocation » et « exige solennellement que toute la lumière soit faite et les responsabilités établies ».

100 F.  
de l'allure



adway

58.700 F.  
Méchant affaire.



### Renault 11 série Broadway

Elles sont là, les Renault 11 Broadway. Trois versions au fichtu caractère : 1237 et 1397 cm<sup>3</sup> essence, 1595 cm<sup>3</sup> Diesel. Elles se distinguent : calendrier 4 phares à iode, bouclier AV avec spoiler, enjoliveurs aérodynamiques et 8 teintes de carrosserie au choix. Leurs équipements se remarquent : 5 vitesses, radio FM, appuie-tête AV réglables, rétroviseur conducteur réglable de l'intérieur, banquette AR rabattable. Méchant affaire, les Renault 11 Broadway. Modèle présenté : Renault 11 Broadway 1.2. Millésime 86. Prix clés en main Septembre 85. DIAC : votre financement.





# AFFAIRES

## ENTREPRISES

### Daniel Hechter condamné pour refus de vente

Le confectionneur Daniel Hechter, poursuivi pour prix imposé et refus de vente, a été condamné à 30 000 francs d'amende par la 3<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. En ce qui concerne les prix imposés, le tribunal remarque que les franchisés travaillant avec Daniel Hechter s'engagent par contrat à respecter les prix communiqués. Sur les trois refus de vente reprochés, le tribunal n'en a retenu que deux, dont un concerne un centre Leclerc dont l'image ne correspondait pas, selon le confectionneur, aux produits Daniel Hechter.

### ELF cède à Du Pont ses activités d'analyses médicales

Les activités d'analyse clinique de la société Système d'Analyses Médicales (SAM) vont être cédées à la filiale française du groupe américain Du Pont de Nemours. Ces activités, qui comprennent une usine à Idron près de Pau, concernent des analyses développées par ELF. Du Pont estime qu'ils représen-

teront des ventes de plusieurs millions de francs dans les années à venir sur le marché mondial. — (Corresp.).

● **PRÉCISION.** — La société holding qui cofinanciera l'Union de banques à Paris et l'Européenne de banque (le Monde du 26 septembre) est la Compagnie financière du Crédit commercial de France et non la Compagnia du CIC comme nous l'avons indiqué à la suite d'une erreur de transmission.

## ÉTRANGER

### En Espagne

### L'adoption d'un budget de rigueur mécontente le patronat et les syndicats

De notre correspondant

Madrid. — Au risque de payer un prix social élevé, le gouvernement socialiste a approuvé, le 24 septembre, un budget « dur » pour 1986, la première année de l'Espagne au sein de la Communauté européenne. Ce budget prévoit une croissance de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) (+ 2 % en 1985; 5,5 % en 1983; 6 % en 1982). Ainsi, en dépit du caractère électoral de l'année à venir — des élections législatives sont prévues à l'automne — l'équipe de M. Felipe Gonzalez paraît s'être résolue à poursuivre la politique d'austérité déjà à l'ordre du jour. Seuls trois ministères verront en 1986 augmenter leurs crédits : le travail, l'industrie et l'éducation.

Le gouvernement continue, face à l'augmentation constante du nombre de personnes sans emploi depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes en octobre 1982, à faire de la lutte contre le chômage l'une de ses priorités. Cependant, il affirme sa nette volonté de poursuivre le douloureux effort de reconversion industrielle, qui nécessite d'importants capitaux pour achever le « lifting » requis par la future appartenance à la CEE.

(plus de 30 milliards de francs répartis sur 1984, 1985 et 1986). Enfin il y a l'éducation : ces jours derniers à Madrid des centaines de jeunes ont fait la queue pendant toute une nuit devant un institut de langues pour être sûrs d'être parmi les quelques dizaines d'élus.

Ce budget est condamné par les communistes, les industriels et même les syndicalistes UGT, pourtant proches du Parti socialiste. Pour la Confédération espagnole des chefs d'entreprise (CEOE), il freine l'initiative privée, étant « hypothéqué » par l'endettement dont est responsable le pouvoir. De leur côté, les Commissions ouvrières qualifient le budget d'« anti-social », tandis que les membres de l'UGT, déjà échaudés par la réforme de la sécurité sociale, font plus que rechigner.

Après l'adoption de ce budget, tout le monde paraît en tout cas convaincu que l'accord économique et social signé en octobre 1984 par le gouvernement, l'UGT et le patronat est bien agonisant et que la « paix sociale » indispensable au redressement économique pourrait bien être troublée cet automne. En outre, plusieurs importantes régions autonomes verront l'an prochain leur budget diminuer. L'Estat ayant décidé de les associer à l'effort d'austérité nationale. Là aussi, des frictions sont à craindre, notamment avec la Catalogne, le Pays basque et la Galice, des élections devant avoir lieu bientôt dans cette dernière région.

(Intérim.)

### Au Japon

### La demande intérieure est trop faible pour assurer la croissance estime l'OCDE

Le Japon doit relancer la demande intérieure s'il ne veut pas être frappé par le ralentissement de l'activité aux Etats-Unis, indique l'OCDE — l'Organisation de coopération et de développement économiques — dans sa dernière étude annuelle. En effet, contrairement aux précédentes phases de croissance, la consommation privée est restée déprimée, l'augmentation du revenu réel disponible, médiocre.

Ce sont donc essentiellement les exportations — à majorité à destination des Etats-Unis — qui ont tiré la croissance japonaise et lui ont permis d'atteindre des résultats « remarquables » : progression du produit national brut de près de 6 %, augmentation de la production industrielle de plus de 11 % l'an dernier : taux d'inflation le plus bas de la zone OCDE (2,2 %). Quant au chômage (2,7 % de la production active), il reste très faible en comparaison avec les autres pays.

Le Japon est donc devenu « vulnérable » à la conjoncture internationale. Si, comme l'OCDE le prévoit, l'impulsion provenant des exportations (devant s'atténuer — peut-être de façon sensible — la croissance interne reculerait de 5,3 % à 3,5 % de 1984 à 1986. Aujourd'hui, la demande extérieure explique directement 2 points du PNB.

L'OCDE accuse : « Aucune mesure n'a été prise pour stimuler la demande intérieure. » Mais les experts du cabinet de la Mairie reconnaissent que la marge de manœuvre des pouvoirs publics était étroite. Soucieuse de ne pas affaiblir le cours du yen, les autorités ont maintenu une politique monétaire « plus restrictive que ne l'aurait justifiée des considérations purement intérieures ».

Quant à la politique budgétaire, elle a été influencée par un fort

endettement de l'Etat — le plus élevé des grands pays de l'OCDE, hormis l'Italie. Elle est donc restée restrictive, même si la forte augmentation des recettes, dues à la croissance économique, a sensiblement réduit le déficit des administrations publiques de 4 % du PNB à 3 % de 1980 à 1985.

L'OCDE préconise certaines réformes : encourager la construction résidentielle ou mettre un terme au statut privilégié dont bénéficient les terres agricoles peu exploitées dans les zones suburbaines. Plus généralement, « il faudrait revoir le système fiscal pour assurer un meilleur équilibre entre l'épargne, la consommation et l'investissement ».

Surtout, l'OCDE propose d'étendre le dégrèvement dans deux secteurs essentiels : l'agriculture, dont la production a « enregistré de fortes distorsions de prix dans certains domaines » ; et les marchés financiers, pour lesquels le processus de libéralisation, déjà largement engagé, est encore insuffisant. Seuls des taux d'intérêt librement déterminés, une plus large gamme d'instruments financiers et une participation croissante des opérateurs étrangers aux marchés japonais devraient permettre au taux de change du yen de mieux refléter la vigueur de l'économie.

● **Difficultés dans l'industrie électronique.** — Pour la première fois depuis trois ans, les bénéfices des 421 entreprises japonaises cotées en Bourse pourraient baisser de 4,1 % au cours de l'année budgétaire se terminant le 31 mars 1986, estime l'Institut de recherche économique Wako. En juin, une première estimation de Wako indiquait au contraire une progression des profits de 5,3 % sur la période.

### La Banque d'Angleterre annonce une réforme du contrôle des organismes financiers

Le gouvernement britannique a nommé M. Georges Blunden, sous-gouverneur de la Banque d'Angleterre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986 ; tandis que la Banque annonçait, de son côté, un certain nombre de réformes destinées à renforcer son droit de regard sur les banques et les institutions financières de la City. Agé de soixante-deux ans, M. Blunden a fait toute sa carrière à la Banque centrale, où il est entré en 1947, et il appartient à son conseil d'administration depuis 1976. La Banque d'Angleterre a été nationalisée en 1946, et ses gouverneurs et sous-gouverneurs sont nommés par le gouvernement. M. Blunden remplacera M. Christopher McMahon, qui va entrer au conseil d'administration de la Midland Bank pour en devenir président au printemps 1987.

La Banque d'Angleterre a annoncé, d'autre part, qu'elle procéderait, à l'occasion de cette réforme

co-fonctions, à des réformes visant à « renforcer et améliorer » la surveillance des organismes financiers et de crédit dans le cadre de la libéralisation et de l'internationalisation de la City. Les ressources en personnel consacrées à cette surveillance, précise la Banque, vont être « considérablement accrues » sous la protection d'un « comité de surveillance » présidé par M. Blunden lui-même et comprenant quatre des principaux hauts fonctionnaires de la Banque centrale.

Ces mesures, fait-on remarquer dans la City, reflètent les inquiétudes que suscite chez les autorités monétaires britanniques, comme chez celles d'autres pays, l'internationalisation croissante du marché financier, dont la surveillance est rendue encore plus difficile par le progrès technologique. — (AFP.)

## EN BOURSE

### Valeurs de France : une société d'investissement à capital fixe

Valeurs de France a été introduite, le 26 septembre, au second marché de la Bourse de Paris au cours de 260 F par action, selon la procédure de l'offre publique de vente (OPV). Durant cette opération, conduite par la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED) et par la charge d'agence de change Bertrand Michel, près de 149 000 actions étaient demandées face à 35 000 titres offerts, ce qui a permis de satisfaire environ 25 % des ordres d'achat.

Créée en février 1984, Valeurs de France a été d'origine une société d'investissement à capital fixe (SICAF) qui, de ce fait, n'est pas soumise aux variations résultant des souscriptions et remboursements. A l'heure actuelle, le capital de 70 millions de francs de cette SICAF est détenu pour l'essentiel, outre la BRED, par Bouygues, Fonds de garantie,

France-Via, la famille Baud, Darty, AGF-Vie.

A la différence des autres organismes de placements collectifs les plus connus (SICAV à fonds communs), la SICAF, qui ne peut investir dans l'immobilier, n'est pas tenue de détenir des obligations dans son portefeuille. Tout en ayant accès au marché monétaire, elle peut posséder des titres cotés et n'est pas astreinte, comme les fonds communs, à respecter un plancher dans ce domaine.

Au cours du dernier exercice, clos le 28 février 1985, Valeurs de France, dont la capitalisation boursière représentait plus de 90 millions de francs, a réalisé 6 millions de francs de plus-values sur une trentaine de cessions. Pour les six derniers mois, cette SICAF (six autres sociétés de cette nature sont actuellement cotées en Bourse) a effectué quinze cessions pour un montant de 5 millions de francs.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$E.U.	8,1850 8,1900	+ 185 - 120	+ 190 - 220	+ 490 - 590
Sch.	6,0241 6,0309	+ 37 - 57	+ 60 - 85	+ 72 - 167
Yen (100)	3,6936 3,7009	+ 89 - 101	+ 180 - 199	+ 525 - 581
DM	3,0507 3,0537	+ 127 - 139	+ 251 - 268	+ 706 - 757
Florin	2,7076 2,7106	+ 83 - 92	+ 165 - 179	+ 481 - 524
F.B. (100)	15,0432 15,0579	+ 62 - 117	+ 73 - 169	+ 67 - 253
F.S.	3,7171 3,7227	+ 151 - 168	+ 301 - 325	+ 825 - 918
L.I. (100)	4,5171 4,5249	+ 190 - 146	+ 316 - 264	+ 843 - 744
E. franc	17,5613 17,5848	+ 237 - 199	+ 429 - 370	+ 996 - 815

### TAUX DES EUROMONNAIES

	8	1/4	7/8	8	1/16	8	1/8	8	1/4
\$E.U.	4 1/2	4 3/4	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
DM	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16
Fl.	8 1/2	8 7/8	8 7/8	9 1/8	8 15/16	9 3/16	9 3/8	9 5/8	9 5/8
F.S.	70	75	4 3/8	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
L.I. (100)	11 3/4	13 3/4	12 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
F. franc	11 3/4	12	11 11/16	11 11/16	11 11/16	11 11/16	11 11/16	11 11/16	11 11/16
E. franc	9 3/8	9 3/4	9 13/16	9 13/16	10 1/8	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**FEDUCI**  
Fondation pour l'Etude  
du Droit et des Usages  
du Commerce  
International

**L.G.D.J.**  
Librairie Générale de  
Droit et de  
Jurisprudence

### COMMERCE INTERNATIONAL Séminaires approfondis

#### Droit anglais des contrats

- Les contrats de vente
- Building and Engineering contracts (Bâtiment et génie civil)
- Les contrats financiers
- Les contrats d'assurances

#### Techniques du contrat international

- La négociation
- Prestations et Responsabilités
- Equilibre du contrat

#### Financements internationaux

- Les techniques financières internationales
- Les techniques de financement du commerce extérieur

Inscriptions et renseignements  
FEDUCI - L.G.D.J., 77, rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris.  
Tél. (1) 329.86.86. Téléc. 210 023 0267 741

**B.T.S.** **BTS Secrétariat de Direction**  
**LA FEMME SECRÉTAIRE**  
(1) 551.20.28  
école technique  
privée de secrétariat  
301, rue de Lille 75007 PARIS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### Emprunt convertible de F 499.700.000.

Nombre de titres émis : 526.000 obligations de F 950 nominal.

Prix d'émission : F 950.

Priorité de souscription réservée aux actionnaires : du 9 septembre 1985 au 23 septembre 1985 inclus et dans la proportion d'UNE obligation pour SEPT actions possédées.

Souscription du public : du 24 septembre au 7 octobre 1985 inclus.

Toussance des titres : 7 octobre 1985.

Taux d'intérêt nominal : 8%.

Taux de rendement actuariel brut pour le souscripteur : 7,99%.

Pour la période du 7 octobre 1985 au 31 décembre 1986, il sera mis en paiement, le 1<sup>er</sup> janvier 1987, un intérêt de F 93,91 par obligation.

Durée totale de l'emprunt : 10 ans 2 mois et 25 jours.

Amortissement : en 5 tranches annuelles égales.

Le premier remboursement sera effectué le 1<sup>er</sup> janvier 1992 et les suivants chaque année à la même date.

Délai de conversion des obligations en actions :

A tout moment à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986, à raison d'UNE action Lyonnaise des Eaux pour UNE obligation.

Cotation : demandée à la Bourse de Paris.

Une note d'information qui a reçu le visa CDE n° 85-258 en date du 9 septembre 1985 est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la société et auprès des établissements chargés du placement, BALO du 9 septembre 1985.



### ACTIVITÉS ET RÉSULTATS AU COURS DES HUIT PREMIERS MOIS DE 1985

Les financements nouveaux consentis par l'ensemble des sociétés du groupe pendant les huit premiers mois de 1985 s'élevaient à 9,6 milliards de francs, en progression de 13 % par rapport à la même période de 1984.

Les encours gérés par ces mêmes sociétés au 31 août 1985 atteignent 33,4 milliards de francs, en progression de 9 % par rapport au 31 août 1984, et de 5 % par rapport au 31 décembre 1984.

Le développement de l'activité du groupe, que traduisent les chiffres ci-dessus, sera notamment assuré par

l'émission en 1985 de plusieurs emprunts obligataires dont le montant total, en fin d'exercice, devrait être supérieur à 2 milliards de francs.

Part des tiers débiteurs, les résultats d'exploitation consolidés provisoires, après provisions, amortissement intégral des frais d'émission des obligations sur l'exercice et impôts, atteignent, pour les huit premiers mois de 1985, 221,3 millions de francs. Comparé à l'exercice 1984, ce montant marque sur les huit premiers mois de 1985 une progression de 6 % et correspond, en rythme annuel, à un résultat de 83 F par action.

### COMPAGNIE OPTORG

La situation de bilan arrêtée au 30 juin 1985 fait apparaître pour le 1<sup>er</sup> semestre 1985 un bénéfice net de 20 152 331 F contre 17 400 495 F pour le 1<sup>er</sup> semestre 1984.

Ce résultat a été obtenu après constitution de 14 637 000 F — contre 9 437 000 F au 30 juin 1984 — de provisions déterminées en fonction des résultats au 30 juin 1985 des filiales de la Compagnie.

Une quote-part importante des dividendes, commissions et ristournes a per-

cevoir en 1985, ayant été encaissée au cours du 1<sup>er</sup> semestre, les recettes du 2<sup>e</sup> semestre seront moins élevées que celles enregistrées au 30 juin 1985.



### GROUPE DARTY

Le total des provisions à constituer au titre de l'exercice 1985 ne devrait pas, selon les éléments connus à ce jour, être très supérieur à celui constaté au 30 juin 1985 : il est permis dès lors, et avec les réserves d'usage, d'escompter pour l'exercice 1985 un bénéfice légèrement supérieur à celui de 1984.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du Groupe Darty pour le premier semestre de l'exercice 1985/1986 (1<sup>er</sup> mars — 31 août) s'est élevé à 2 075 108 000 francs contre 1 997 986 000 francs pour la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de 15,4 %.

### BANQUE CENTRALE DES COOPÉRATIVES ET DES MUTUELLES

Dans le Monde daté 27 septembre, il fallait lire le troisième paragraphe comme suit : Ces évolutions favorables entraînent une forte progression du produit net bancaire (+25,1 %) du résultat avant provision (+74,6 %) et du résultat avant impôt qui triple.

### Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 246-72-23, poste 2412

### GRUNDIG

et autres grandes marques  
Pièces détachées - réparations  
Accessoires - Antipne - Câbles  
Vidéo - Périphériques  
Expéditions FRANCE-ÉTRANGER  
Envoi en contre-remboursement

**GRUNDIG-SODIOVEL**  
33, rue Bezout - 75014 PARIS  
Tél. : (1) 327-54-34 - M. Aléxis

Vous aurez bien plus de succès... devenez **Graphologue MSI**  
apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par MSI-Ecole Suisse de Graphologie  
Dep. M.F. Beau-Site 65 CH-2603 Pery (Berne)



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emprunt converti de F 499.700.000

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 26 septembre

Effritement : - 0,3 %

De nouveau en baisse, le dollar s'est inscrit à la figure de 166,12 (à un cours rond), comme disent les cambistes (8,10 F), tandis que les grandes banques poursuivaient leurs interventions.

L'interventionnisme a été d'ailleurs à l'honneur au palais Brongniart et le téléphone fonctionnait à fond dans les « boîtes » des grands investisseurs institutionnels prompts à faire remonter les cours après la purge de la veille.

Le repli de la cote a pu ainsi être maintenu à 0,3 % à l'approche du son de cloche final. A l'évidence, les opérateurs n'ont guère prêté attention à la dernière enquête mensuelle de l'INSEE. Celle-ci fait état d'une reprise de la demande à un niveau qu'elle n'avait pas connu depuis de nombreuses années, les chefs d'entreprise interrogés se montrant, dans l'ensemble, optimistes quant à l'activité de l'industrie française.

Parmi les plus vifs replis de cette séance, on relève Assidat-Ray (- 5 %), Luchaire (- 4 %), Croiset, Raussel-Uclaf, Talco de Luzerne, Lafarge-Coppée, CFAO, Moulinex et son concurrent SEB, avec des baisses de 3 % à 4 %.

Quelques points de résistance, par ailleurs, sur Intel, La Redoute (+ 4 %), Nord-Est, Schneider, Radio-technique, Leroy-Somer, Five-Lille (la plus forte baisse de la veille), Esso, Alstom, Navigation mixte (+ 2 % à 3 %).

Sur le marché de l'or, le lingot s'est traité à 86 800 F (contre 86 000 F mercredi), et le napoléon à 536 F (contre 539 F en troisième cours). Le métal fin s'est négocié à 330,40 dollars l'once (contre 328,70 F). Dollar-thrè : 8,11/3 F.

Introduites à 260 F, par offre publique de vente, les actions Valeurs de France ont été cotées à ce cours le 26 septembre. Près de 150 000 actions étaient demandées, face à 35 000 titres offerts.

## NEW-YORK

Raffermissement

Les cours se sont raffermis jeudi à Wall Street, où l'indice Dow Jones, initialement en baisse de plus de sept points, en a gagné neuf, à 1 321,12, au terme d'un redressement amorcé à la mi-séance, et dans un marché plus actif, avec 106 millions de titres échangés, contre 92 millions la veille.

Ce raffermissement est attribué à la nouvelle baisse du dollar dans la journée de jeudi, notamment vis-à-vis du yen.

Les analystes sont plutôt divisés sur l'évolution du marché. Pour les uns, la tôle de fond reste grise, l'activité économique n'est pas très forte, les taux d'intérêt ne vont pas baisser et les résultats des sociétés sont décevants. En outre, le recul du dollar, s'il se poursuit, n'aura pas d'effet bénéfique avant plusieurs mois sur les résultats des sociétés américaines multinationales.

Pour d'autres, le marché est « survenu » et les opérateurs sont trop « baissiers », dans leur ensemble, pour qu'un mouvement de reprise ne se produise pas dans les semaines qui viennent.

Les valeurs d'alimentation ont été soutenues, ainsi que General Foods, sous le feu d'une OPA encore en cours, et dont le cours a encore progressé à 110 1/2 dollars (+ 3 1/2 dollars). Aux électroniques, IBM, encore sous la pression des ventes, a été, finalement, en quart de point, à 123 3/4.

Le viré récent de la masse monétaire (- 3,3 milliards de dollars), de nature à apaiser, au peu, les inquiétudes des milieux financiers, n'a été connue qu'après la clôture de Wall Street.

La charge d'agents de change londonienne survenue mardi, en vue d'une prise de participation dans cette société, Un accord officiel en ce sens devrait intervenir dans quelques semaines.

COMPAGNIE BANCAIRE (prévisions). — Dans notre information concernant les résultats semestriels de la Compagnie bancaire (le Monde du 27 septembre), il convient de noter que les chiffres mentionnés ne tiennent pas compte des plus-values et cessions de titres ou d'immobilisations réalisées pendant cette période de référence.

UNILEVER MAJORE LES CONDITIONS DE SON OFFRE SUR RICHARDSON-VIDEKS. — Le groupe alimentaire anglo-saxon Unilever a relevé les conditions de son offre d'achat de la société américaine Richardson-Videks (principalement produits hygiéniques), qu'il a portée à 60 dollars par action, à condition qu'elle soit approuvée par le conseil d'administration de la compagnie américaine. Cette proposition étant valable jusqu'au 11 octobre, les chefs de Unilever offrent 48 dollars par action ou 96 dollars si le conseil de Richardson approuve sa proposition, mais ce conseil d'administration s'oppose vigoureusement à ses avances.

# BOURSE DE PARIS Comptant 26 SEPTEMBRE

VALEURS	du nom,	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	29 80	2 987	271	271	Spa Belgique	234	240	Overseas Bank	882	880
5 %	47 70	3 250	270	270	Spa France	640	640	Financière	245	245
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa P. de l'Est	435	437	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 05-14	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 15-24	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 25-34	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 35-44	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 45-54	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 55-64	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 65-74	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 75-84	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 85-94	47 70	3 250	270	270	Spa S. de l'Est	1605	1605	G. de l'Est	277	276 20
5 % amort. 95-04	47 70	3 25								



# Le Monde

Aux chantiers navals

## HOSTILITÉ À UNE « GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE » A DUNKERQUE

Aux chantiers navals de la Normandie à Dunkerque (Nord, 2.400 salariés), une nette majorité d'ouvriers se sont prononcés, le 26 septembre, contre le mot d'ordre de « grève générale illimitée avec occupation d'usine » préconisée par la CGT. 1.670 salariés, soit 69 % des effectifs, ont participé dans le calme au scrutin organisé par l'intersyndicale CFDT, CGT, FO, CGC. La proposition en faveur d'« actions ponctuelles hebdomadaires », soutenue par FO, la CFDT et la CGC, a recueilli 85,5 % des suffrages exprimés contre seulement 14,5 % pour celle de la CGT.

Rappelant que les 700 lettres de congés-conversion pour les salariés dont l'emploi va être supprimé ne devraient être envoyées que vers le 25 novembre, FO a laissé entendre qu'elle pourrait appeler à une grève illimitée « d'ici à la fin de l'année ». Dans l'immédiat, l'intersyndicale envisage une « action spectaculaire » dans le courant de la semaine prochaine.

● **FOOTBALL : Coupe du monde.** - La RFA, qui a fait match nul à Stockholm contre la Suède (2-2), la Bulgarie, victorieuse à Luxembourg (3-1), et l'Espagne qui a battu l'Islande (2-1), ont assuré, mercredi 25 septembre, leur qualification pour la Coupe du monde 1986 au Mexique. Huit autres qualifiés étaient déjà connus : le Mexique (pays organisateur), l'Italie (tenant du titre), l'Argentine, le Brésil, le Canada, la Hongrie, la Pologne et l'Uruguay.

**Sur CFM**  
de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

**VENDREDI 27 SEPTEMBRE  
JEAN-CLAUDE LATTÈS**  
sera

**Face au « Monde »**  
avec CHRISTIAN VILLAIN  
et PIERRE LEPAPE

**LUNDI 30 SEPTEMBRE  
Allo « le Monde »**  
(720-52-97)

**GREENPEACE :  
une affaire politique**  
avec J.-M. COLOMBANI

(Publicité)  
**Entraînement Carnegie®**

**Prenez plaisir à Communiquer**

En entretien, réunion, assemblée, devant une vingtaine de personnes, cultivez cet art qui vous acquies les leaders.

L'Entraînement Carnegie®, essentiellement pratique vous y aidera en développant en vous maîtrise, diplomatie, esprit positif, enthousiasme. 2.000 nouveaux diplômés dans le monde chaque semaine.

• Conférence d'information, où interviendront d'anciens participants :

**Paris :**  
**Lundi 30 sept., 19 h**  
33, avenue de Wagram, 17<sup>e</sup> (Etoile)  
**Mercr. 2 oct., 19 h**  
Montparnasse Park Hôtel  
19, rue du Cdt Mouchotte, 14<sup>e</sup> (Montparnasse)

**Versailles :**  
**Lundi 30 sept., 19 h**  
Triumph Palace Hôtel  
7, bd de la Reine

• Entraînement Carnegie® - Resp. France : G. Weyne 3/954.61.06.

A B C D E F G

UNE EXPÉRIENCE FRANCO-SOVIÉTIQUE DANS L'ESPACE

## Moisson d'étoiles filantes

Après un peu plus de trois mois et demi passés dans la station orbitale Saliout-7 en compagnie de Victor Savinykh, le cosmonaute soviétique Vladimir Djanioukov est revenu sur terre jeudi 26 septembre à 11 h 52 heure française. Pour cette opération, il a utilisé le Soyoutz T-13, le « moins frais » des deux vaisseaux spatiaux amarrés à la station Saliout, à bord duquel Georgui Gretchko a également pris place. Reste donc en orbite autour de la Terre un train spatial formé de la station orbitale Saliout-7 et du vaisseau Soyoutz T-14 lancé voici une huitaine de jours, et dans lequel vivent actuellement trois hommes : Vladimir Vassilovitch, Victor Savinykh, et Alexandre Volkov.

Avec le retour de Vladimir Djanioukov, une mission s'achève mais une autre commence qui n'aurait pu avoir lieu sans son concours. Car, comme toute chose, les stations orbitales s'usent et même se détériorent. Saliout-7, lancée en avril 1982, n'a pas échappé à cette règle et en juin de cette année, c'est une station en fort mauvais état que les cosmonautes ont trouvée. Que s'est-il réellement passé là-haut pendant les dix mois de mise en sommeil de la station, personne ne le sait avec précision. Mais il est clair que Djanioukov et Savinykh, comme l'a confirmé l'agence Tass, se sont entourés d'un grand luxe de précautions avant de réactiver la station. Contrôle d'étanchéité du véhicule, recherche de substances toxiques dans l'atmosphère de Saliout, remise en route - ou remplacement - du générateur d'électricité de la station, dégivrage des installations de bord, bref, huit jours de réparations intenses.

Aujourd'hui tout va bien à bord de Saliout-7 et devrait être prochainement effectuée une expérience française originale, nommée Comet qui vise à recueillir en orbite des échantillons de matière cosmétique (1). A cette fin, les cosmonautes ont, lors de leur sortie dans l'espace du mois d'août, installé une série de collecteurs d'une surface d'environ 2.000 centimètres carrés

sur les parois extérieures de la station. Ces « boîtes » seront ouvertes manuellement ou automatiquement lors du passage de la station dans le sillage de la comète Giacobini-Zinner.

En effet, sont présents tout au long de la trajectoire de la comète des grains de matière libérés par la volatilisation partielle de son noyau au voisinage du Soleil. Les dimensions de ces particules varient de quelques millimètres à quelques centimètres. Dans son mouvement de rotation autour du Soleil, la Terre traverse certains de ces essaims de matière dont les plus gros grains donnent lieu à des pluies d'étoiles filantes et les plus petits traversent l'atmosphère sans se volatiliser. Ce sont ceux-là que l'on espère récupérer à bord de Saliout sans qu'ils aient été altérés, et analyser ensuite au sol pour mieux comprendre les origines de la formation du système solaire.

La mission est en principe prévue pour le début du mois d'octobre. Mais ce n'est pas avant le début de l'automne que les laboratoires français pourront disposer de leurs échantillons de matière extraterrestre. Français et Soviétiques ne pensent pas en rester là : il est prévu d'envoyer en janvier un nouveau lot de collecteurs pour récupérer, cette fois, des grains de matière de la comète de Halley.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Cette expérience est placée sous la responsabilité du laboratoire René Bréchet d'Orsay et du laboratoire de physique stellaire et planétaire de l'Observatoire de Meudon.

● **Ariane perd un contrat japonais.** - La société japonaise Japan Communications Satellite Inc. vient de faire savoir que les deux premiers satellites de télécommunications privés qu'elle doit faire lancer en décembre 1987 et avril 1988 seraient mis en orbite non par la fusée européenne Ariane, mais par la navette américaine.

## LE CONFLIT LIGNEL-HERSANT

### Nouvelle trêve juridique :

### « Le Progrès-Dimanche » doit reparaitre

De notre correspondant régional

Lyon. - Le Progrès-Dimanche sera à nouveau en vente le 29 septembre. C'est la conséquence majeure d'un jugement en référé, rendu mercredi par M. Etienne Bourge, président du tribunal de grande instance de Lyon. Après trois mois de conflit judiciaire et six semaines de menaces pour deux cent quinze salariés du Progrès, ballottés entre les deux groupes rivaux de la presse rhodanienne, on en revient, de fait, à la situation antérieure, puisque le contrat de location-gérance entre le groupe Progrès SA et la SERP - où le groupe Dauphiné libéré détient la majorité - est maintenu jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre prochain.

Avant cette date, ce jugement précise que les parties devront profiter de ce « nouveau délai » pour tenter de « parvenir à un accord ». De plus, dans un attendu savoureux, le

tribunal indique : « De nouvelles décisions de justice doivent intervenir [en l'occurrence, un « arbitrage » sur le fond du litige n'est entre les deux groupes il y a bientôt six ans] ; il y a donc urgence à attendre l'intervention de celles-ci avant de prendre les mesures définitives ».

Conclusion provisoire d'un imbroglio juridique inégalé (le nombre des procès plaqués ou en cours atteint... la centaine!) : le Progrès, qui a perdu six semaines de publication de son « édition phare » hebdomadaire, bénéficie d'un nouveau sursis. Les salariés apprécient très modérément cette situation abusive, due à l'archaïsme de deux directions qui ont, semble-t-il, des appréciations opposées sur la responsabilité du « trouble manifeste causé à une partie importante de la région, attachée à la parution de ces titres », comme l'indique le tribunal dans un de ses attendus.

CLAUDE RÉGENT.

**TOUS LES ÉLÉMENTS**  
avec ou sans armoire-lit  
1 ou 2 places, nombreuses  
combinaisons possibles.  
Style ou Contemporain :  
Chêne, Acajou,  
Merisier ou Laqué.

**EN VRAI BOIS**

**CAPÉLOU**  
37, Avenue de la République  
75001 PARIS Tél. 357.46.35  
Métro : PARMENTIER

**PIANO : LE BON CHOIX**

- Location à partir de 229 F par mois.
- Vente à partir de 288,97 F par mois\* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

Prix complet : 12.900 F.  
Sur 84 mois - T.E.G. 21,50 % C.R.E.G.  
Apport initial de 400 F.  
Coût du crédit : 11.773,48 F.

**hamm**  
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Proximité à proximité

## LES ÉTATS-UNIS MENACENT DE QUITTER L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Les États-Unis menacent de se retirer de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne (Autriche), si un texte de l'Irak et de plusieurs autres pays arabes appelant à des sanctions contre Israël était adopté : arrêt du passage par l'Agence de contrats de recherche à Israël ; interruption d'achat d'équipements et de matériels israéliens ; refus de tenir des réunions en Israël.

L'AIEA a la charge d'aider à la diffusion à des fins pacifiques des technologies nucléaires dans ses pays membres, sous réserve que ceux-ci se prêtent à des contrôles. Ce n'est pas la première fois qu'elle fait l'objet de telles menaces. Voici trois ans, les Américains avaient déclaré qu'ils se retireraient de l'Agence si Israël était sanctionné pour son attaque, en 1981, contre le réacteur irakien d'Osirak.

Les États-Unis contribuent pour 25 % environ au budget normal de l'AIEA.

## Les parlementaires communistes confirment leur hostilité au budget 1986

Les députés et les sénateurs communistes, réunis pour une journée d'étude, le jeudi 26 septembre, à l'hôtel de ville de Colombes (Hauts-de-Seine), ont adopté une déclaration dans laquelle ils confirment leur opposition au projet de loi de finances pour 1986. « L'Etat, a dit M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, dépense pour la caste industrielle, alimente les gâchis financiers et aggrave les difficultés

Sur le vif

## Cornes à qui ?

Et Tricot dans toute cette histoire, qui lui a menti ? Il se le demandait ce matin dans France-Sor. Il est bien le seul. Plus personne ne pense à lui. Pourtant, on ne parle que de ça dans les journaux. Et dans les couloirs des journaux : qui a menti à qui ? Avec toutes ces équipes de plongeurs, de faux époux et de vrais agents, on ne sait plus qui croire. C'est comme Barril et les mecs de la DGSE qui auraient rancardé la presse. Ils n'ont pas lâché tout le morceau, ça je vous le garantis. Ils en ont gardé une partie pour la bonne bouche. Mensonge. Par omission. Mensonge quand même. En ramenant plus haut dans la hiérarchie, on peut imaginer que Lacoste ait menti à Saulnier et à Lacaze. Mais, s'il ne leur a pas menti, c'est eux qui ont menti à Tricot. Remarquez, il y a une autre possibilité. Saulnier, Lacaze et Lacoste ont dit la vérité à Tricot, mais Fabius ne l'a pas crue.

Autre hypothèse : Saulnier a menti à Lacaze, qui a menti à Henu, qui a dit la vérité à Mitterrand. Mais c'était un mensonge. Mitterrand a été abusé. D'ailleurs, Henu se mettait à lui-même quand il se répétait tous les matins que les militaires l'aimaient bien.

Il y en a beaucoup à porter des cornes avec tout ça. Mais les plus belles, elles sont pour moi. Parce que moi, je n'ai pas cru au mot de ce qu'il m'a dit, mon Fafa, l'autre soir à dîner. Il me trompe, j'en suis persuadée. Vous avez vu la façon dont il me regardait sans me regarder, les lèvres crispées, les yeux fuyants... Il avait l'air franc comme un âne qui recule, comme un âne qui recule, quand je me suis levée de table pour aller à la cuisine chercher la purée, j'ai baissé la tête. Je passais plus la porte.

CLAUDE SARRAUTE.

## LE PS NE MANIFESTERA PAS CONTRE M. GORBATCHEV

M. Lionel Jospin, le jeudi 26 septembre, au cours des journées parlementaires socialistes, a donné le point de vue officiel de son parti sur les manifestations organisées en France à l'occasion de la venue de M. Gorbatchev.

Les militants du PS seront libres d'y participer, mais sans engager de quelque manière que ce soit leur parti. En revanche, les élus nationaux du PS ne doivent pas s'y montrer, car il faut, a dit M. Jospin, « avoir la logique de sa politique ».

La principale formation de la majorité gouvernementale, a expliqué M. Jospin, ne peut manifester contre une personnalité invitée officiellement par le gouvernement français.

D'autre part, la manifestation du 29 septembre à 11 heures place de la Bastille est, contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 27 septembre, organisée par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) ; la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et SOS-Racisme appellent à se joindre à cette manifestation.

## M. JEAN POPPEREN invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean Popperen, secrétaire national du Parti socialiste, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 29 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le numéro deux du Parti socialiste (courant Mitterrand), député de Rhône, département dont M. Jospin est également l'élu, répondra aux questions d'André Passerero et de Jean-Louis Audran, de Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Lelièvre, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

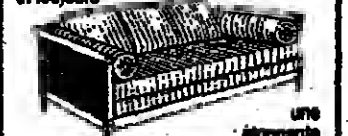
Le numéro du « Monde » daté 27 septembre 1985 a été tiré à 510 634 exemplaires



**LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ**  
prolongation jusqu'au 30 septembre



**BIBLIOTHÈQUES, Merisier, Chêne**  
Louis XV, XVI, XVIII, Directoire, L. Philippe  
**LE MEUBLE RÉGIONAL RUSTIQUE**  
Noyer de France, Chêne, Merisier  
**SALONS CLUS ET STYLE**  
**SALLIES À MANGER et CHAMBRES**  
tous styles, toutes essences de bois.  
Tout est réalisé d'après des documents  
anciens en toutes dimensions  
dans les laques et patines anciennes  
et toujours



**de consoles et de bibliothèques**

80-82, Fg St Antoine - 343.65.58

**Le Monde Infos Spectacles**  
sur Minitel  
615.91.77 + I S L M

**TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE**  
**IBM PC**  
**ORDI**  
30 F chez votre marchand de journaux



**TISSUS**  
**"COUTURE"**  
L'originalité et l'esprit de la mode  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**NICOLL**  
La tradition anglaise du vêtement  
vous offre  
**COSTUME 2350 F**  
à vos mesures

du 14 au 30 septembre

à Paris  
29 rue Tronchet  
depuis 1820

صكرامت الأصل



# Le Monde LOISIRS

## Une visite Bible en poche

Les paradoxes d'Israël,  
concentrés à Jérusalem,  
point d'ancrage des trois religions.

LES paradoxes d'Israël sont multiples. Le premier saute aux yeux dès le débarquement à l'aéroport Ben-Gourion : l'absence de dépaysement pour le voyageur de Paris, Londres ou New-York. Le ciel et le climat sont bien ceux de l'Orient, mais l'atmosphère et le style de vie sont occidentaux. Israël est un pays « occidental » en plein Orient. Mais peuplé d'une mosaïque de races originaires de plus de cent nations parlant soixante-dix langues. La première barrière à franchir par les immigrants est celle de la langue, et pas n'importe laquelle, l'hébreu. Ce qui a fait dire à l'humoriste israélien Ephraïm Kishon : « Israël est le seul pays où les mamans apprennent de leurs enfants leur langue maternelle, et où les gens écrivent en hébreu, lisent l'anglais et parlent yiddish ».

Carrefour également du passé et du présent, Israël est l'un des pays les plus anciens et les plus jeunes de la terre. Il a connu quatre millénaires de tradition et de culture, deux mille ans de dispersion et d'errance et trente-sept ans d'indépendance. Autre paradoxe, le nouvel Etat hébreu a été construit par des citadins et des intellectuels qui se sont transformés en paysans, défendu par des civils constamment sur le pied de guerre et développé par un mélange étonnant de socialisme et de capitalisme.

Israël, signe de contradiction, surtout du point de vue religieux. Cela va des ultra-orthodoxes à papillotes aux jeunes socialistes incroyants des kibboutzim.

Outre la division entre juifs religieux, pieux et pratiquants (environ 20 %) et juifs libéraux, non pratiquants, voire incroyants (80 %), il est une autre division, selon l'origine ethnique. Il y a les ashkénazim, originaires surtout d'Europe centrale, et les sépharim, provenant des pays méditerranéens et arabes. Ils divergent par la liturgie, mais aussi par les conditions de vie. Les sépharim, derniers arrivés, sont souvent traités en citoyens de seconde zone par les ashkénazim, qui, sous prétexte de descendre des pionniers, occupent les premières places dans la société.

Quant aux immigrants encore plus récents, comme les falachas d'Éthiopie, ils ont d'autant plus de mal à s'intégrer que les juifs orthodoxes mettent en doute leur qualité de juif. Cela pose le problème de l'identité juive, contradiction supplémentaire. Car, aussi étonnant que cela puisse paraître, on n'a pas encore réussi à donner à l'identité juive une définition juridique satisfaisante. Cette identité, qui englobe à la fois race et religion, est acquise par filiation maternelle. Et même les incroyants doivent célébrer certains rites sociaux et religieux, comme le mariage à la synagogue.

Israël, nation messianique pour les croyants, est une synthèse de la religion et de la nation. D'où les tensions croissantes entre les intégristes, qui rêvent à un retour, anachronique, à la théocratie et les Israéliens sécularisés, qui voudraient une séparation, impossible, entre la synagogue et l'Etat.

### La cité trois fois sainte

Les paradoxes d'Israël sont comme concentrés à Jérusalem, peut-être parce que, selon la formule de dom Grammont, abbé du Bec-Hellouin, « Jérusalem est le lieu de la contraction du temps ». Ville étonnante par la superposition des événements historiques qui l'ont marquée. Ville des trois monothéismes, Jérusalem, trois fois sainte, est le point d'ancrage et le vecteur permanent pour ces trois religions.

Sion, cité royale de David, lieu du sacrifice d'Isaac par Abraham,

sur lequel sera bâti le temple de Salomon, abri de l'Arche et résidence permanente de Yahvé, Jérusalem a toujours joué un rôle essentiel pour les juifs. Comme le dit Isaac, c'est le point de l'univers où les juifs dispersés se réuniront, selon le vœu fervent des pèlerins : « L'an prochain à Jérusalem ! ».

Centre du monde également pour le chrétien, Jérusalem est la ville où la foi chrétienne est née, où Jésus a prêché et où il est mort. C'est aussi l'image du royaume, du monde à venir : la Jérusalem céleste décrite par le visionnaire de Patmos dans l'Apocalypse, ou la Jérusalem « d'en haut » dont parle saint Paul aux Galates. Les musulmans aussi considèrent Jérusalem comme ville sacrée, car c'est là où le prophète fut transporté en rêve sur le rocher où se trouve aujourd'hui la mosquée d'Omar, le Dôme du rocher, avant son ascension au ciel. C'était vers Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam, après La Mecque et Médine, que les premiers musulmans se tournaient pour la prière, et ce sera ainsi à nouveau, à la fin des temps.

Cette ville, prise aux Cananéens par David environ mille ans avant Jésus-Christ, a, tout au long de son histoire, été convoitée, envahie, occupée. Ce kilomètre carré de terre a subi l'assaut successivement des Égyptiens, des Chaldéens, des Perses, des Macédoniens, des Grecs, des Romains, des chrétiens, des musulmans, des Anglais... Dix-sept fois détruite, Jérusalem fut dix-huit fois reconstruite. Nouvelle contradiction, cette « pierre de fondation du monde, posée par Dieu lui-même », est devenue une pierre d'achoppement entre les hommes.

Aujourd'hui, le visiteur a du mal à se rappeler que son nom signifie « cité de la paix », car elle est devenue la capitale de l'affrontement et de la division. La beauté des sites ne saurait faire oublier que la ville est en partie occupée et qu'elle abrite trois confessions religieuses qui se disputent ou s'ignorent. Outre les tensions entre juifs orthodoxes et libéraux, dont nous avons parlé, il en existe de même entre Israéliens et Arabes, entre juifs et musulmans, entre juifs et chrétiens et entre les chrétiens eux-mêmes !

Sur le plan politique et social, les Arabes se trouvent sur la défensive. Ils sont encouragés à émigrer par des pressions discrètes : manque de débouchés économiques et professionnels, aggravé par une politique d'« encerclement » par les Israéliens, qui construisent tout autour de la capitale et grignotent sur les quartiers arabes par des programmes de « restauration » coûteuse. Le conflit religieux entre juifs et musulmans, notamment aux confins de l'esplanade du Temple, avec les deux mosquées, et le mur des Lamentations, explique la présence permanente de la milice à ce point stratégique.

Entre juifs et chrétiens, les relations sont variables. Permettant un libre accès aux lieux saints chrétiens, le gouvernement israélien a trop besoin de développer le tourisme, première industrie du pays, pour indisposer les chrétiens, mais il profite des petites communautés religieuses en augmentant sans cesse les taxes et, cause d'irritation permanente, impose des guides à tous les pèlerins, même ceux qui sont déjà accompagnés, afin de faire rentrer les devises et aussi faire de la propagande.

### Scandaleuse division

Mais le plus scandaleux, sans doute, pour le pèlerin chrétien qui visite la Terre sainte pour la première fois est de constater les querelles entre les différentes confessions chrétiennes à propos de la juridiction sur les lieux saints. La plupart de ceux-ci sont, du reste, d'origine historique douteuse et d'une esthétique qui laisse à désirer. Il faut savoir dépasser le folklore, qui fait écran, pour regarder les sites naturels qui témoignent de la vie de Jésus : la Galilée, la région de Tibériade, la mer de Génésareth, la vieille ville de Jérusalem.

Même les catholiques qui vivent à Jérusalem ne partagent pas les mêmes idées. Pour le Père Dubois, un dominicain français qui a adopté la nationalité israélienne, l'Eglise à Jérusalem résume « de façon exemplaire les tensions, les contradictions, les conflits qui déchirent le Proche-Orient » (1). Pour lui, la Jérusalem chrétienne est divisée à trois niveaux différents. La première division est celle qui oppose la modernité à la tradition, et il cite, comme exemple, le fait que la

seule église catholique au monde où la réforme liturgique n'est pas appliquée, où la vigile pascale est encore célébrée, non dans la nuit de pâques mais le samedi saint, c'est au Saint-Sépulchre ! Deuxième division : celle qui sépare les communautés chrétiennes dont les membres sont palestiniens et les communautés dont les membres sont israéliens.

Troisième division : celle qui sépare, d'un côté, les communautés chrétiennes dont la théologie est traditionnellement antijuïque, et, de l'autre, les chrétiens qui sont venus en Israël pour vivre au milieu du peuple juif, afin de connaître le judaïsme ainsi que ses liens avec le christianisme. Le Père Dubois fait partie de ces derniers. Avec quelques confrères dominicains, il travaille, à la maison Saint-Isaïe, au rapprochement des chrétiens et des juifs.

### Massada et le kibboutz

Dans le même esprit, l'Institut Raïsbonne, dirigé par les Pères de Sion, un ordre fondé pour accueillir les juifs convertis au christianisme, et devenu acéménique, se consacre à l'étude du judaïsme. Victime de la rareté des vocations, l'ordre avait décidé de vendre les énormes bâtiments de l'Institut à Jérusalem, lorsque, sur l'intervention du cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, le Vatican a accepté d'acheter l'immeuble, afin de poursuivre l'activité de l'Institut avec le concours de l'Institut catholique de Paris.

Faut-il voir dans cette décision de promouvoir les études juives un discret désaveu de l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem, institut prestigieux fondé à Jérusalem il y a bientôt cent ans par le Père

Lagrange ? Ce n'est pas sûr puisque, il y a deux ans, Jean-Paul II a accordé à l'Ecole biblique l'autorisation de décerner des doctorats en archéologie et en études bibliques. Toujours est-il que les dominicains qui enseignent à l'Ecole biblique affichent dans leur grande majorité une sympathie pro-arabe et s'intéressent peu à l'étude du judaïsme.

Israël veut s'ouvrir toujours plus aux touristes (2). C'est une nécessité vitale pour un pays qui est l'un des plus endettés au monde (6 000 dollars *per capita*), et un objectif réaliste pour un pays qui regorge de trésors — archéologiques, scéniques, balnéaires et surtout culturels et religieux. Voilà bien le seul pays où la Bible tient lieu de guide !

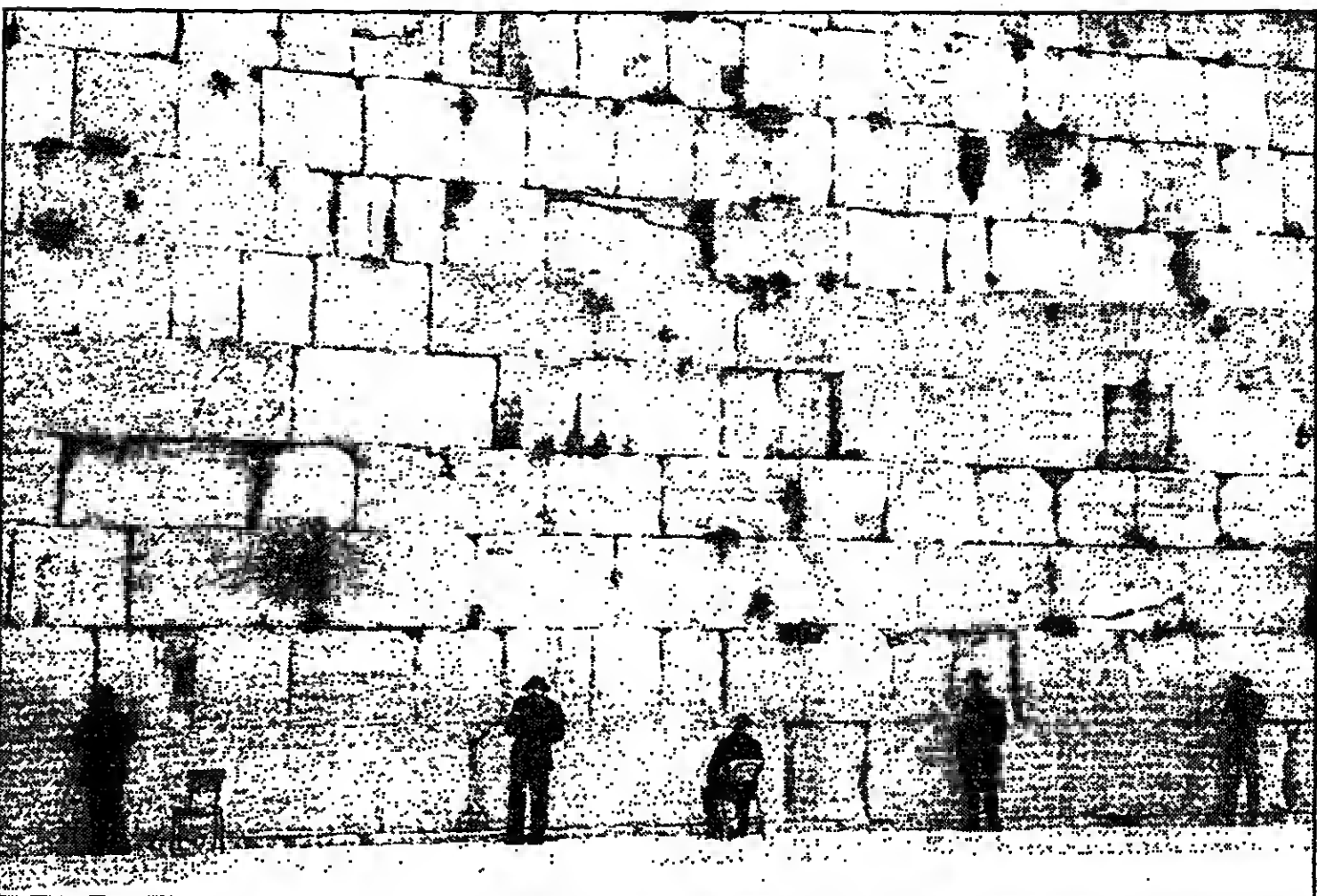
Et il faut reconnaître que les Israéliens ont beaucoup d'autres choses à faire découvrir au visiteur, qu'il s'agisse du développement agricole, des kibboutzim, de la restauration des sites archéologiques ou de la mise en valeur de ses musées.

Le pays offre enfin des merveilles de la nature, comme Massada, où s'agrippait le palais-forteresse d'Hérode, la mer Morte, qui est le point le plus bas de la Terre, les sources chaudes de Tibériade ou encore le désert du Sinaï. Des contrastes géologiques qui font écho aux contradictions d'Israël.

ALAIN WOODROW.

(1) Voir *L'Exil et la Demeure* : journal de bord d'un chrétien en Israël, par M.-J. Dubois, Editions de l'Olivier, Maison Saint-Isaïe, Jérusalem 1984 (distribué par les Editions du Cerf), 260 p., 140 F.

(2) Pour effectuer un pèlerinage en Israël dans les meilleures conditions, s'adresser à : Notre-Dame du Salut, Voyages et pèlerinages, 5, rue Saint-Romain, 75006 Paris.



LE DANCOURT/NOVA

### En sept jours

Une semaine à Tel-Aviv, à partir de 3 840 F.

Une semaine à Jérusalem, à partir de 3 920 F.

Une semaine à Eilat, à partir de 3 780 F.

Une semaine à Tibériade, à partir de 3 155 F.

Circuit huit jours en autocar, à partir de 5 580 F.

« Grand tour » jusqu'à Eilat, en autocar, à partir de 5 700 F.

Office national israélien de tourisme, 14, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : (1) 261-01-97.

CLIO, les amis de l'histoire, organise plusieurs voyages en Israël : Jérusalem, le désert de Judée, la mer Morte et le lac de Tibériade. Départ pour une semaine : 25 décembre 1985, 8 février, 29 mars, 3 mai, 25 octobre, 25 décembre 1986. Prix : 6 915 F.

CLIO, 40, rue Blomet, 75015 Paris. Tél. : 734-36-63.

## EXPLORATOR EXPEDITIONS



POUR QUE L'EVASION DEVIENNE DECOUVERTE

Brocéland, Sahara, Nubie, Guinée, Kalahari, Yémen, Chine, Népal, Penjab, Patagonie...

Brochure sur demande à :  
EXPLORATOR  
16, place de la Madeleine  
75008 Paris  
Tél. (1) 266.66.24

### LIRE

#### 2-3. SALONS

Pour équiper  
voitures  
et caravanes

#### 4. VACANCES

Le tourisme social  
aux abois

#### 5-8. RADIO-TV

#### 11. GASTRONOMIE

Les vins  
de comptoir

#### 12. HIPPISEME

Le renouveau  
de l'attelage

Supplément au numéro 12 648

Ne peut être vendu séparément. Samedi 28 septembre 1985.

amirides  
à l'émission  
56 - 23.00

BMP  
RIDI  
ROD

NICOLL  
2350



# La conduite presse-boutons

Des équipements pour l'automobile de plus en plus sophistiqués, du siège chauffant programmable aux pastilles adhésives contre le mal de route.

**S**ALON de tous les professionnels de l'automobile, Equip Auto 85, qui se tient du 27 septembre au 4 octobre au Parc des expositions de Paris-Nord, couvre cette année 75 000 m<sup>2</sup> et accueille mille cent exposants. Il réunit en fait deux Salons en une seule manifestation, puisqu'il regroupe, pour la première fois, les équipements de garage et de recharge (noyau dur de Salon et source de son succès depuis sa création, en 1975), mais aussi l'équipement d'origine, celui qui est destiné aux constructeurs.

Le fait qu'une centaine d'exposants se soient trouvés en liste d'attente témoigne du dynamisme des professions concernées, en dépit d'une conjoncture économique difficile. Certes, les exportations des fabricants français de pièces et équipements ont sensiblement progressé en cinq ans, mais les ventes de pièces d'équipement d'origine représentent aujourd'hui le triple des ventes de pièces de rechange, qui sont en stagnation, voire en recul. Une évolution qui s'explique par l'amélioration de la fiabilité des véhicules et la réduction du kilométrage moyen parcouru chaque année (un effet de la crise économique), mais aussi par l'aggravation de phénomènes de contrefaçon (une forme moderne de banditisme international) et la fabrication locale des pièces de rechange dans les pays développant leur industrie automobile.

Depuis longtemps déjà, les fabricants se sont lancés à l'assaut des marchés étrangers, où leur réussite (à l'exception du Japon) démontre leur compétitivité, surtout dans les domaines hautement techniques : électricité, électronique, éclairage et freinage. En fait, tout comme l'industrie automobile, celle des équipements s'est mondialisée. Un courant d'affaires qui a pour effet d'élargir la concurrence. A cet égard, Equip Auto entend constituer le lieu privilégié où tous les acteurs de cette confrontation peuvent se retrouver.

## Les nouveautés 1985-1986

Cette année, des salles de travail seront mises à la disposition des fournisseurs, distributeurs et clients pour y ébaucher des négociations, voire y conclure des affaires. A noter également : des espaces sont réservés aux constructeurs internationaux.

\* Rendez-vous de professionnels, Equip Auto permet également à l'automobiliste amoureux de sa voiture d'y découvrir, en avant-

première, les nouveautés 1985-1986.

### Pour les bricoleurs :

- Les raccords de peinture, grâce aux petits compresseurs d'air à consommation électrique réduite ;

- Le kit motor gaz, qui supprime les inconvénients de l'utilisation, comme carburant, du gaz liquéfié (plus économique) : le taux de remplissage du réservoir de gaz et rendement moteur diminué. Avec lui, aucune perturbation en fonctionnement essence, un rendement optimum en fonctionnement et une installation simplifiée sur la voiture ;

- Un procédé permettant de réparer un pare-brise fissuré sans manipulation de dépose (par l'injection d'une résine spéciale), ce qui permet une économie importante (procédé Novus) ;

- Le kit suédois de réparation simple et ultra-rapide d'un pneu « tubeless » (sans chambre) crevé, opération que nombre de garagistes ne savent pas effectuer.

### Pour les friileux :

- Un chauffage d'appoint, fonctionnant avec le carburant (essence ou gas-oil), avec, en option, une minuterie qui permet de programmer la mise en route : on peut ainsi, en plein hiver, trouver sa voiture confortablement réchauffée et dégivrée, même si elle a couché dehors.

- Le siège chauffant programmable. En hiver, quand la voiture est froide, des résistances incorporées, réglées par un thermostat, chauffent la surface du siège. Là aussi on peut utiliser un programmeur.

### Pour les sophistiqués :

- Le verrouillage automatisé en kit, adaptable à tous véhicules et aux serrures classiques. Fin du fin : la commande à distance, qui permet, sur simple pression sur un porte-clés émetteur radio, verrouillage et déverrouillage. S'adapte sur les voitures déjà équipées du verrouillage centralisé.

- Les sièges réglables électriques : à portée de main des interrupteurs commandant l'avancement-recul, l'inclinaison, l'assise, la hauteur et les appuis latéraux. On peut également disposer de quatre mémoires de réglages, ce qui permet à quatre conducteurs différents de retrouver immédiatement leur mise au point.

- Les ordinateurs de bord indiquent, à la demande, depuis

combien de temps vous êtes partis, votre vitesse moyenne, votre consommation (moyenne ou instantanée), la quantité de carburant dans le réservoir et l'autonomie ainsi accordée, les kilomètres parcourus. Les plus perfectionnés vous indiquent également si vous êtes en avance ou en retard sur vos prévisions, vous préviennent lorsque vous dépassez une vitesse programmée au préalable et vous informent des risques de verglas.

### Pour les mélomanes :

- Le disque compact entre dans les voitures avec les lecteurs Philips, Pioneer ou Becker : qualité et pureté du son parfaites, absence de « souffle » et insensibilité de disque et de son lecteur à la poussière et au manque de soins. Seul avantage des bandes classiques : l'enregistrement « maison ».

- La FM est cootée. La modulation de fréquence a apporté une qualité d'écoute incomparable, mais dès que l'on s'éloigne de son point de départ le poste se dérègle constamment.

Avec l'Autostore de Philips, l'autoradio contrôle la qualité de réception, fait la recherche nécessaire et effectue les éventuels changements de fréquence pour conserver la bonne réception d'une des six stations FM sélectionnées.

### Pour les délicats :

- La fin du « mal de la route » grâce à deux pastilles adhésives placées de part et d'autre de la planche de bord (sur la plage arrière, pour les voitures à moteur arrière) qui empêchent les « ondes » électrostatiques, en provenance du compartiment moteur, de pénétrer dans l'habitacle. Outre l'absence de nausées, ces pastilles miracles évitent les migraines, la somnolence, voire certaines douleurs cervicales. « Route bleue », prix maximum : 175 F.

### Pour les économes :

- Le kit « grand nettoyage », qui dégraisse les pièces mécaniques, nettoie le compartiment moteur, retire la boue et le sel des passages de roues. Comme au

garage ! Le Hobby tient dans une valise facilement transportable.

### Pour les méfiants :

- Une très large gamme de systèmes pour se protéger contre le vol. Côté mise en route, mentionnons la commande par clavier numérique avec code confidentiel que l'on compose pour armer ou désarmer l'antivol. Nouveau, l'interrupteur à molette, sur lequel la combinaison de deux chiffres précodés doit être effectuée pour commander la mise sous tension. Paralyse le blocage complet du circuit de freinage pour qui tente de démarrer après avoir éveillé le système d'alarme. Les quatre roues sont bloquées, ce qui nécessite l'intervention d'un professionnel après la tentative de vol. Original, le vol est démontable que l'on emporte avec soi. On le kit Stopvol, avec lequel il suffit de garder dans sa poche la petite platine qui s'intercale entre le moyen et le volant. Plus vicieux, les accessoires « piégés » (poignées, sièges, volant), qui envoient des décharges électriques aussi désa-

gréables qu'innocentes. Reste la gravure des vitres et l'émetteur radio de repérage pour tenter de retrouver sa voiture... après le vol.

P. Fr.

Equip Auto 85, Parc des expositions de Paris-Nord. Accès en voiture par l'autoroute A1 (Paris-Lille), direction ZI Paris-Nord II, Soissons, sortie Parc des expositions. Par le RER, ligne B, direction Roissy-Charles-de-Gaulle, station Parc-Expos (sortie avec accès direct aux halls). Cette ligne dessert notamment les stations Gare du Nord et Châtelet.

Equip Auto est plus particulièrement réservé aux professionnels de l'automobile, mais le public y est également admis. Prix d'entrée : 30 F pour la durée de salon. Du vendredi 27 septembre au vendredi 4 octobre. A signaler un colloque technique international, les 30 septembre, 1<sup>er</sup> et 2 octobre, sur le rôle de l'équipement dans la qualité d'un véhicule, l'évolution de l'automobile et sa compétitivité et les innovations et matériaux d'avenir. Ainsi qu'un symposium commercial international, le 3 octobre, sur l'évolution et l'innovation de la distribution des pièces de rechange.

## Partir

### Septembre à Senlis

Cette année encore, l'association pour la sauvegarde de Senlis organise le « Rendez-vous de septembre de Senlis ». Les 28 et 29 septembre prochains, la vieille cité sera la seule ville de France entièrement réservée aux piétons. La circulation et le stationnement seront totalement interdits. Les bâtiments civils et religieux, les jardins et les cours de nombreuses demeures privées, s'ouvriront alors aux promeneurs. Concerts, récitals, café-théâtre et musique folklorique sont également inscrits au programme.

Office du tourisme, place du Paroisse Notre-Dame, Senlis. Tél. : (4) 453-06-48.

### L'Australie d'Adélaïde

Le Grand Prix de Formule 1 se tiendra pour la première fois en Australie, à Adélaïde, le 3 novembre. Une excellente occasion de découvrir l'Australie méridionale. D'abord la capitale, Adélaïde, entourée de parcs et de jardins, qui préserve fièrement ses racines européennes. Ensuite, au nord, des régions vinicoles réputées avec leurs « vignes », les « châteaux » australiens. Enfin, encore plus au nord, les Flinders Ranges, une des plus belles régions du pays. De nombreux circuits sont proposés au départ d'Adélaïde.

### Rendez-vous horticoles

Les jardins du Luxembourg ouvrent les portes de leur exposition d'automne du vendredi 27 au dimanche 29 septembre inclus : « Fleurs-fruites-champignons » : 19, rue de Valenciennes, porte Férou. Métro : Rues, Luxembourg. Décor de fustices rustiques ou d'intérieur pour deux pavillons du Parc floral de Paris, jusqu'au 29 septembre. Métro : Châteaude-Vincennes. Ouvert de 9 h 30 à 20 heures.

Salon d'art floral d'inspiration orientale et occidentale, aux Serres d'Auteuil, jusqu'au 29 septembre. Initiation et démonstration, vente de petit matériel, 3, avenue de la Porte d'Auteuil, 75018 Paris. Métro : Porte d'Auteuil.

**TREKKING - EXPEDITION SAHARA**  
de dunes en canyons avec les Touaregs du Hoggar, de l'air ou les Maures de Mauritanie  
**NOMADE**  
les amis du Sahara  
50, av. des Ternes - 75017 Paris  
329-06-80 (17-20 h)

par des voyageurs français. Cinq jours (5 630 francs) et un petit circuit de 5 jours au cœur des Flinders Ranges (2 190 francs).

Renseignements auprès des services d'informations de l'Australian Tourist Commission, 4, rue Jean-Rey, 75015 Paris. Tél. : (1) 579-80-44. Les mardi, jeudi et vendredi matin.

### Offices de tourisme sur Minitel

L'utilisateur d'un Minitel peut désormais obtenir les coordonnées des offices de tourisme ouverts dans l'Hexagone et les DOM-TOM, vient d'annoncer la fédération des offices de tourisme et syndicats d'initiative. Une deuxième étape permettra, toujours selon la fédération, de bénéficier d'informations touristiques diverses : loisirs, hébergements, animations, sites et monuments à visiter dans la région.

Numéro à composer : 16 (3) 615-91-77 ; à partir du 24 octobre : (1) 46-15-91-77. Code : TV INFO. Choix : loisirs ou sommets. Puis tourisme, taper la ville recherchée ou le département.

### Chasses irlandaises

Chaque année durant la migration d'automne, bécasses, bécas-

sines, bœcs plate et pigeons ramiers se rassemblent en grande pour hiverner. Le climat océanique, les lacs, les collines, les tourbières, les bocquets et les haies vives impriment un territoire privilégié pour la chasse à la sauvagine. Une chasse qui ne s'adresse pas aux amateurs de cartons faciles. Forfaits d'octobre à fin janvier : 3 nuits et 2 jours de chasse, 5 300 francs. Ce prix comprend le voyage, la voiture de location, l'hébergement en pension complète et les frais de chasse.

Office national de tourisme Irlandais, 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : 261-84-26.

### Croisières d'automne

Quatre week-ends musicaux en mer pour les passionnés de musique classique. On embarque à Marseille en direction de la Corse. Du 11 au 13 octobre, le piano ; du 18 au 20 octobre, les solistes de Marseille ; du 26 au 28 octobre, le clarinette ; du 9 au 11 novembre, les cuivres. Prix par personne : cabine première classe : 850 francs ; deuxième classe : 770 francs. Spécial étudiant en cabine à quatre : 630 francs.

Havas Voyages, Direction régionale, Provence-Languedoc. Tél. : (91) 37-30-37.

### Saint-Malo, Jersey

Pour vacances tardives ou week-end prolongé à Saint-Malo... l'hôtel Mercure de la cité corsaire propose à sa clientèle une escapade d'une journée à Jersey. Un forfait de 506 francs par personne comprend un hébergement de deux nuits à l'hôtel (petit déjeuner compris) et un aller et retour Saint-Malo/Jersey en hydroglisseur. Un « spécial enfants » est également lancé par Mercure. 174 francs pour tout enfant de moins de quatorze ans, partageant la chambre de ses parents.

Mercure Saint-Malo, classement du SIREN, 35400 Saint-Malo. Tél. : (99) 56-84-84.

### Sahara passion

Reps, ergs et oasis du « plus beau désert du monde », le Sahara. Quinze jours de randonnées avec les Touaregs et leurs dromadaires dans les montagnes du Hoggar. Prix : 8 300 francs. Ou seize jours en 4 x 4 et à pied du Hoggar vers le Taoudi. Prix : 10 850 francs. Des circuits guidés au rythme raisonnable.

Nomade, Les amis du Sahara, 50, avenue des Ternes, 75017 Paris. Tél. : 329-06-80.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

**06500 MENTON**  
**HOTEL-VILLA NEW-YORK 2\*\***  
« LOGIS DE FRANCE ». Ch. et confort, TV, tél., cadre romantique, parking clos, parc exotique, à 100 mètres du port et des plages. Forfait 7 jours/7 nuits en 1/2 pension à partir de F 1150. Cuisine du patron. Avenue L. Massfield, 06500 MENTON. Tél. : 93-35-78-69.

**HOTEL DU PIN DORÉ 2\*\***  
Tél. (93) 28-31-00  
Chambres et petits déjeuners  
Confort et accueil réputés  
Le meilleur emplacement de Menton. Centre ville et bord de mer. Proche du casino, jardin ombragé. Piscine d'été. Bar. 2 salons de TV. Tél. direct. Parking.

**HOTEL MODERNE\*\*\*** Proche mer. Sans pension. Tél. : (93) 57-20-02.

**HOTEL DU PARC\*\*\***  
Tél. : (93) 57-46-66. Proche mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

#### Italie

##### VENISE

**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES**  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.  
Réservation : 41-32-333 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE 1.  
Directeur : Dante Apollonio.

## RÉSIDENCES

### CAMPAGNE MER MONTAGNE

**WEEK-END RELAY**  
**DOMAINE DE SEILLAC**  
Tél. 54-20-72-11

Maisonsnettes dans un parc de 24 ha, tennis, pêche étang, piscine et les châteaux de la Loire.  
Spécial WEEK-END 600 F du samedi pour dîner au dimanche après déjeuner (pour 2 personnes).

#### NICE

Beau 4 pièces en village  
140 m<sup>2</sup>. Emplacement exceptionnel.  
Bouquet 650 000 F sur 21 ans.  
87 et 89 ans.  
Rente 5 000 F par mois.  
Tél. (93) 24-62-69.

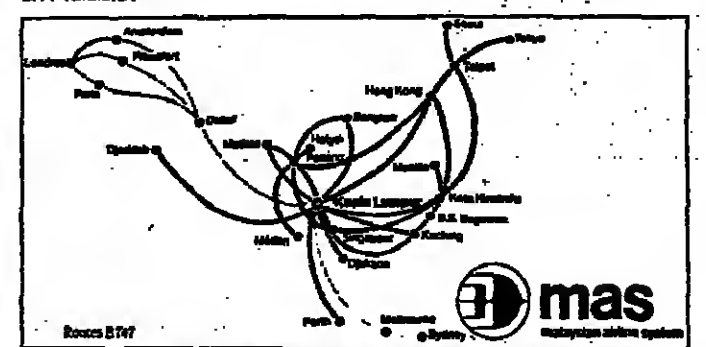
#### CÔTE D'AZUR

Littoral VAR ou Arrrière-Pays.  
Choix permanent VIAGERS libres ou occupés pour le budget. LISTING gratuit.  
**LA MAISON DU VIAGIER**  
29, bd Strasbourg - 83000 TOULON  
(94) 93-54-55.  
FRÉJUS sur R.V. (94) 51-44-11.

## MALAISIE, AUSTRALIE, EXTREME-ORIENT.

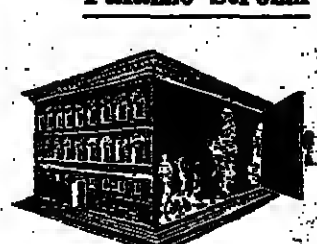
Vol direct pour Kuala Lumpur en Boeing 747 tous les dimanches soir, au départ de Roissy-Charles de Gaulle. Nombreuses correspondances pour l'Australie et l'Extrême-Orient.

En route vers l'Asie, profitez de l'offre spéciale « Étapes en Malaisie ».



Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyages ou MAS, 251 boulevard Péreire, 75017 Paris. Tél. : (1) 5741180.

## FLORENCE Palazzo Strozzi



**14<sup>e</sup> FORN-EXPOSITION INTERNATIONALE BIENNALE DES ANTIQUITÉS**

21 septembre - 13 octobre 1985

Sous le patronage de l'Office du tourisme de Florence



# Quand la caravane se surpasse

Miniaturisation et confort.

**P**OUR son vingtième anniversaire, le Salon de la caravane (et du camping-car) est devenu Salon des véhicules de loisirs, tant la diversité des objets roulants présentés débordent aujourd'hui largement ces deux familles traditionnelles qui n'en conservent pas moins leur primauté.

La caravane, c'est le véhicule des vacances populaires par excellence. Phénomène de masse qui suscite des passions contradictoires. On pourrait presque dire que si un Français sur cinq l'utilise les quatre autres l'exècrent dès qu'ils l'aperçoivent sur la route. Ses qualités routières ne constituent pas, en effet, son point fort. Condamnée à des vitesses plus faibles que la moyenne pour des raisons de sécurité élémentaires, elle montre très vite ses limites sur mauvais revêtement, en cas de freinage brutal, ou par vent latéral.

Curieusement, cet aspect ne semble pas préoccuper outre mesure les constructeurs qui portent l'essentiel de leurs efforts sur d'autres points : espace intérieur, esthétique, confort. On remarquera cependant que dans un marché globalement stagnant les seuls modèles qui progressent sont les modèles pliants qui, sur la route, ne dépassent guère la hauteur du coffre de la voiture. D'où une meilleure visibilité et une moindre sensibilité au vent. Dans ce domaine, la Silage d'Estrel représente une sorte de perfection : dépliée en une minute grâce à quatre vérins à gaz, elle offre un équipement miniaturisé mais complet. Le même constructeur commercialise déjà quatre modèles dont le toit se soulève à l'étape : les Compacte, appréciées en outre pour leurs qualités routières.

Encore plus petit sur la route, et surtout mieux profilé grâce à sa forme en coquille, le Randocar relève non seulement son toit mais s'épanouit grâce à des annexes en toile de tente qui s'adaptent devant et sur le côté. On trouve aussi cinq nouveaux modèles



pliants chez Raclet, équipés de grandes roues qui témoignent d'une prise en compte effective des questions de sécurité. Tesserault, Prompto, Maréchal, présentent aussi leurs caravanes pliantes. N'oublions pas le pionnier de ce genre de véhicule, Rapido, qui commercialisa son premier modèle pliant en 1961 et continue avec succès sur cette voie avec des pliantes et des surbaissées.

A en juger par les nouveautés, il semble bien que l'avenir de la caravane passe par ces modèles, moins encombrants sur la route, et qui pourraient, à terme, s'avérer plus intéressants que les camping-cars.

Ces derniers ne représentent pas une part énorme du marché :

moins de 4 000 immatriculations en France l'an dernier, contre près de 50 000 pour les caravanes. Mais ils sont portés par un formidable courant de mode. Et, il faut bien le reconnaître, attirent une

clientèle plus aisée. Un camping-car coûte en effet à peu près trois fois plus cher qu'une caravane, et il ne sert qu'aux vacances ; difficile de l'utiliser pour aller au travail !

Si les caravanes séduisent 35,5 % d'employés, 15 % d'ouvriers et 4,2 % de cadres supérieurs, les camping-cars s'adressent pour 35,5 % aux employés et aux ouvriers, mais pour 15,5 % aux cadres supérieurs et 12,5 % aux cadres moyens. Quant aux retraités, ils ont une petite préférence pour le camping-car (16 % au lieu de 13 %).

Ces chiffres ne reflètent qu'une partie du marché, nombre d'utilisateurs, surtout parmi les jeunes, construisant ou aménageant eux-mêmes leur véhicule. Ils échappent ainsi aux plus grosses dépenses... et aux statistiques. Une clientèle relativement aisée, donc, qui explique la profusion, cette année, d'intérieurs en bois dignes des plus luxueux bateaux de plaisance. Portes coulissantes et armoires sont taillées dans les plus belles essences, tandis que les minitables ou les cuisines ne leur cèdent en rien sur le plan du raffinement et du confort.

Reste que, pour la majorité des visiteurs, cela demeure la part de rêve. Plus accessibles, les aménagements à monter soi-même permettent de transformer un fourgon pour un budget allant de 5 000 à 17 000 francs environ. Des kits de base permettent de créer aussi bien des chambres que des cuisines. La miniaturisation jointe à une recherche du confort conduit les créateurs à se creuser la tête pour trouver des aménagements de plus en plus astucieux et surtout de plus en plus polyvalents. Ainsi, le « 3 en 1 » de

Samco devient, selon les besoins, un petit utilitaire, un grand break ou une maison roulante pour quatre personnes, et cela en un quart d'heure ! Un fabricant de « hard-tops », Vasseur, transforme un break ordinaire en véhicule familial où l'on peut dormir.

Mais ce sont surtout les fabricants d'accessoires qui rivalisent d'imagination, avec des résultats d'un goût plus ou moins heureux. Ainsi, l'Omniator 3 de Brutsaert déplie, grâce à une simple manivelle ou à un moteur, des bras qui portent un auvent. Electrolux ne se contente pas d'améliorer ses réchauds et réfrigérateurs, mais se diversifie en proposant des grilles d'aération à fixer à la place des portières. Plus originale, la « chambre-portable-relevable » de Lando se fixe sur la galerie d'une voiture (24 cm de haut !). En se dépliant, elle offre une chambre, dont la porte peut donner sur l'extérieur ou sur le véhicule.

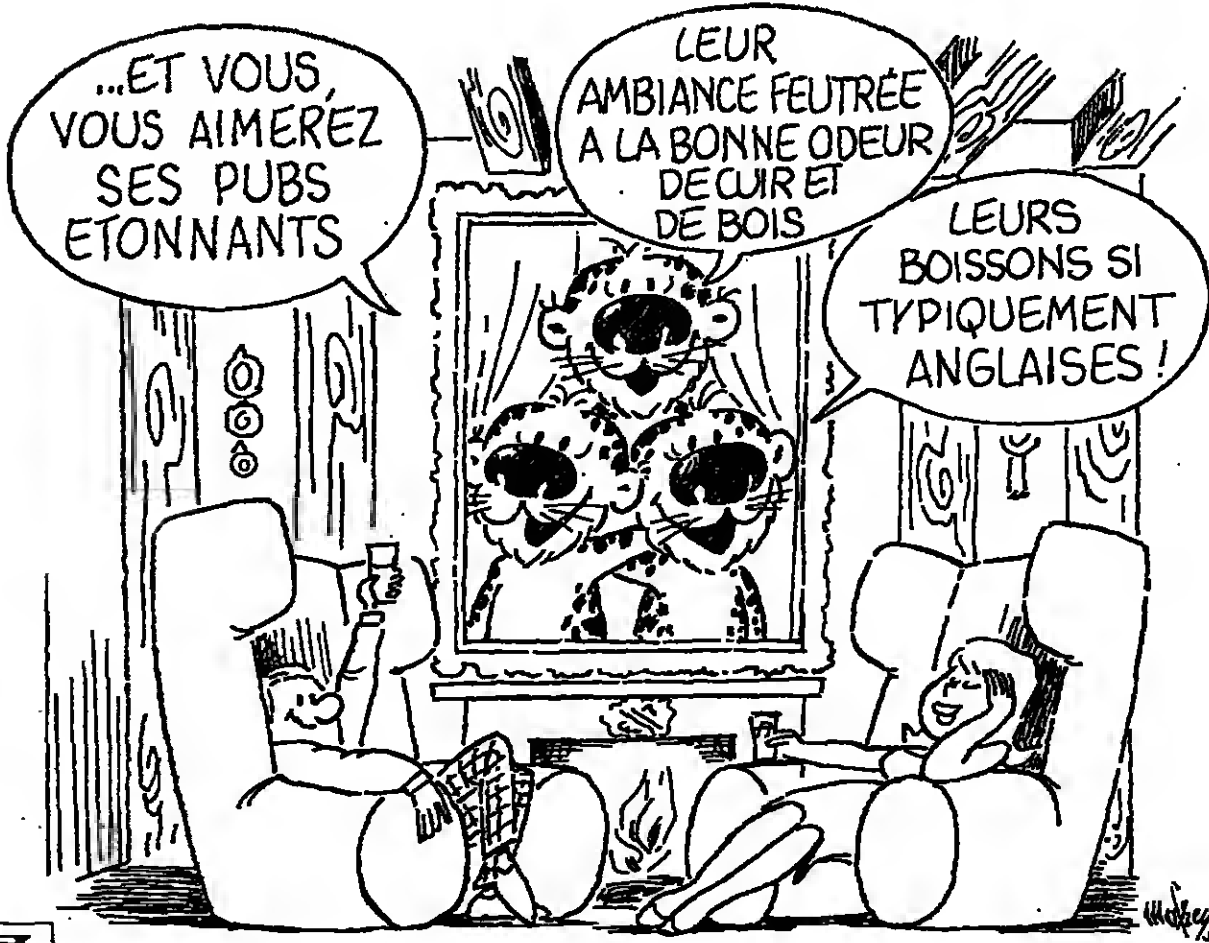
Que le confort intérieur prime actuellement sur l'esthétique et les performances, la participation accrue des fabricants d'appareils hi-fi en porte témoignage. Une évolution que l'on retrouve également dans l'automobile, dont, après tout, le véhicule de loisirs n'est qu'un prolongement.

MICHEL DROULHOLE.

● Salon des véhicules de loisir, du 28 septembre au 5 octobre, Parc des expositions du Bourget. Ouvert au public de 12 h à 19 h en semaine ; de 9 h à 19 h le week-end. Professionnels : 10 h à 12 h en semaine. Entrée 18 francs.

## L'AUTOMNE AIME JERSEY

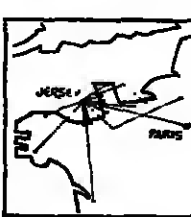
L'île merveilleuse



L'automne est une période tout à fait favorable pour profiter pleinement de ce passionnant petit État. Les immenses plages de sable fin, les hautes falaises, les petits ports, la campagne si verte, si douce, les célèbres petites vaches au pelage café-crème et au regard langoureux... vous appartenez davantage. Dans votre palace de grand luxe ou dans votre petite pension, vous êtes soigné au maximum. Les auberges, les pubs, sont encore plus pittoresques. Dans les sympathiques et vivantes rues

piétonnes de la capitale Saint-Hélier, un Londres en miniature, les grands magasins et les innombrables boutiques vous offrent, en hors-taxes et sans précipitation, leur cashmere, leur mohair, leur argenterie, leurs parfums, leurs disques... La magnifique réserve zoologique d'animaux rares et en voie de disparition (orang-outans, reptiles...) veut, à elle seule, le voyage. Un séjour à Jersey en automne (et en hiver aussi, bien sûr) c'est le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière. Bon voyage !

Liaisons par air, par mer et par car-ferry. Départ de Paris, Brétigny, Normandie... Consultez votre Agence de Voyages. Pour recevoir une documentation en couleurs, ayez la gentillesse de retourner ce coupon à Maison de l'Île de Jersey, Département F5 19, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 742.93.68.



NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
F5 \_\_\_\_\_

# JERSEY vous attend

### Assurez-vous

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA) rappelle qu'une assurance spéciale est obligatoire pour tracter non seulement une caravane, mais toute espèce de remorque. A défaut, en cas

d'accident, on peut être amené à payer les dégâts, majorés de 10 %.

● CDIA, 2, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris. Tél : (1) 824.96.12 et 770.89.39.

### Camping-car en location

C'est peut-être la meilleure solution en cas d'utilisation ponctuelle. Un loueur vient d'ajouter ce modèle à sa gamme. Les véhicules sont équipés de literie et de vaisselle, et livrés avec le plein de gaz et

d'eau. Pour un modèle 3/4 places, il faut compter 5 320 F en basse saison et 8 685 F en haute saison.

● Avis location camping-cars, 60, rue de Caen, 92400 Courbevoie. Tél : (1) 334.15.81.

### FRANCIS MASSE



### PHYSIQUE ET MÉTAPHYSIQUE DE BALCON.

"Masse ne connaît pas le lecteur moyen parce qu'il vise chez le lecteur ce qui n'est pas moyen. Il ne flatte ni n'enseigne. Il fait seulement un cocktail décapant avec la science et le rire. Secouez et explosez". Henri Prudon (Préface).

Les deux du balcon, par Francis Masse.

casterman (ASUVRE)

14 JOURS

mas



# Ne tirez pas sur les canards boiteux !

Le tourisme social asphyxié par la gauche au pouvoir et son « langage de vérité »

**E**TÉ maussade, voire pourri, pour le tourisme social. Résumé, sans nuances, la situation, un quotidien parisien titrait récemment : « Le tourisme associatif sur la paille (1) ». En expliquant que ce « perpétuel assisté ne se remettrait pas de la rarefaction des subventions ». Suivaient une énumération de moribonds et d'éclopés : le Touring-Club de France, liquidé, dépeché, évanoui ; Léo-Lagrange Loisirs, atteint d'« anémie périlleuse » et bradant ses villages de vacances pour couvrir son déficit ; Tourisme et Travail, enfin, placé sous administration judiciaire après son dépôt de bilan en juillet, et qui n'a pu passer l'été que grâce à une perfusion de 60 millions consentie par les pouvoirs publics.

Du côté du ministère du tourisme, on observe apparemment sans surprise la situation. « J'avais, depuis un certain temps déjà, appelé ce secteur à réagir, à vivre avec son temps, à s'adapter à l'évolution des comportements, à veiller à sa gestion. » Pour M. Michel Crépeau, « on ne pouvait continuer éternellement à boucher des trous sans fond avec l'argent public (le Monde du 3 novembre). Je crois que cela a été compris, même si on enregistre quelques dégâts, dont certains difficilement réparables ». Porteur d'une gauche « réaliste », le ministre regrette qu'« on n'ait pas compris, dès le début, qu'on n'était plus en 1936 ».

La date est symbolique. Avant 1936, en effet, le tourisme était réservé à une élite. Après 1936, avec l'institution des congés payés, il se démocratisa et connaît un formidable développement. Avec, cependant, une limite : condition nécessaire, les congés payés n'étaient pas suffisants pour que tous les travailleurs puissent partir en vacances et pour que ceux qui partent le fassent dans les meilleures conditions. Aujourd'hui encore, on constate que, malgré la poursuite des efforts pour réduire les inégalités, une grande partie des salariés ont difficilement accès aux vacances. Au mieux de leur forme, les pays industrialisés européens comptent toujours de 40 % à 60 % de leur population qui ne peuvent même pas partir dans le cadre du tourisme social.

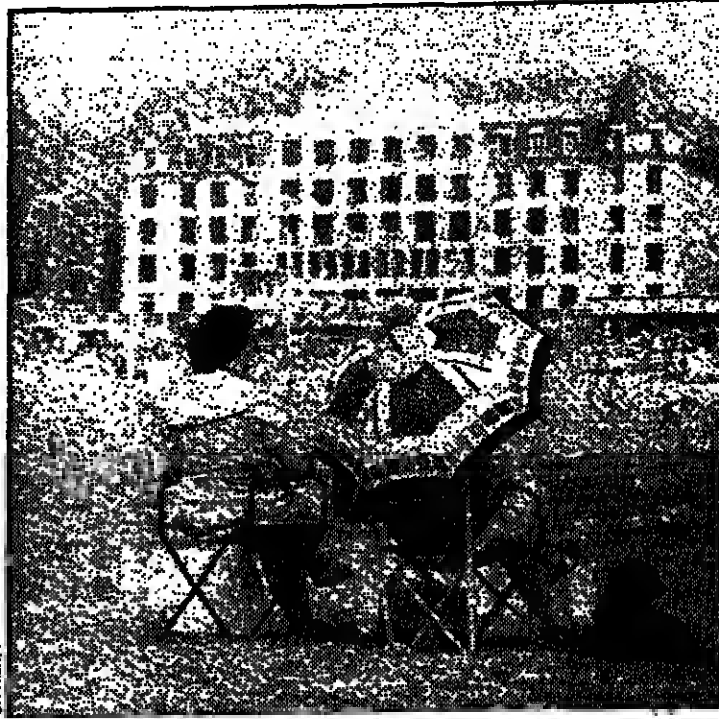
Une situation qui explique que les organisations syndicales et familiales ainsi que les mouvements mutualistes et coopératifs aient œuvré, dès l'origine, en faveur d'une politique sociale du tourisme. Actuellement, le tou-

risme associatif représenterait environ 12 000 centres de vacances, soit 1,7 million de lits (20 % des hébergements touristiques), plus de 70 000 emplois et un chiffre d'affaires évalué à 12 milliards de francs. Même si ces chiffres sont largement dégonflés au niveau gouvernemental (on y parle de 270 000 lits + 70 000 lits en camping, et on estime que 5 % seulement des Français qui partent en vacances le font par l'intermédiaire du tourisme social), voilà un secteur qui n'occupe pas moins une place importante dans l'économie nationale. Sans oublier la vocation première de ce tourisme à but non lucratif : permettre au plus grand nombre de partir en vacances. A quoi il faut ajouter qu'en acceptant d'investir dans des régions délaissées par le tourisme commercial, et en créant des emplois là où seul le tourisme pouvait freiner l'exode rural, il a largement contribué, depuis vingt ans, à la politique d'aménagement du territoire.

Fort de sa vocation, fier de son bilan, le tourisme associatif pouvait voir d'un bon œil l'arrivée de la gauche au pouvoir. Une gauche qui, pensait-elle, ne pouvait rester insensible à une action menée au nom de la solidarité nationale. Force est de constater que l'espoir a rapidement fait place au désenchantement. « Après 1981, reconnaît un responsable de Léo-Lagrange, on espérait un traitement de faveur : il n'est pas venu. » Le tourisme social, relevant de son côté le président de Tourisme et Travail, n'est plus qu'une formule qui tend à disparaître du langage officiel.

## Procès et subsides

« La désillusion ne peut être qu'à la mesure des illusions, commente M. Crépeau. On a cru qu'avec la gauche on allait bénéficier d'un fantastique pactole ; au lieu de quoi on a entendu un langage de vérité prononcé par une bonne gestion. » Celo dit, affirme le ministre, jamais les Français n'ont pris autant de vacances : on est passé de 50 à 57 %, donc jamais le tourisme social ne s'est mieux porté. « Trop, c'est trop ! », réplique le pourtant déboussolé André Guignand, président de Villages Vacances-Familiales - le géant du secteur (2), - qui ne sait s'il faut attribuer cet optimisme à l'ignorance, à la mauvaise foi ou à l'incompétence. Pour lui, une chose est certaine : « L'absence,



en matière touristique, de toute préoccupation sociale.

Une irritation alimentée par un discours officiel qui ne cesse de brandir, comme modèles, des entreprises dont la motivation naturelle est le profit. Comment ne pas songer, par exemple, aux louanges que le ministre, l'œil fixé sur la balance des comptes, ne cesse d'adresser au Club Méditerranée ou au groupe hôtelier ACCOR, pourvoyeurs, il est vrai, de ces devises sans lesquelles, insiste M. Crépeau, les Français ne pourraient mettre de l'essence dans leur voiture pour partir en vacances.

Considéré par le secteur privé comme un privilégié, souffrant d'une mauvaise image et se voyant aujourd'hui reprocher d'être coiffeux, vicieux et mal dirigé, le tourisme social, qui s'est toujours senti mal aimé, s'estime à présent ouvertement agressé, notamment par la presse professionnelle. Et découvre qu'aucun avocat ne se lève pour le défendre. Certes, il est facile d'instruire son procès au nom des subsides que la collectivité lui accorde. D'autant que les associations les plus mal en point se voient reprocher, souvent à juste titre, un certain laxisme dans leur gestion. Sans oublier les affinités politiques des associations concernées - communistes pour Tourisme et Travail, socialistes pour Léo-Lagrange, - que ne manquent pas de relever leurs détracteurs.

Reste, au-delà des cas particuliers, une situation d'ensemble

pour le moins préoccupante. A tel point que, réunies en juillet au siège de l'UNAT (3), les associations de tourisme ont estimé nécessaire de « rappeler solennellement aux responsables nationaux et régionaux leurs devoirs à l'égard du tourisme associatif et social ». Aujourd'hui, c'est VVF qui tire de nouveau la sonnette d'alarme, en laissant entendre que, si les choses continuent ainsi, il pourrait, lui aussi, être confronté à de sérieuses difficultés. Significatif et inquiétant dans la mesure où, si VVF éternue, c'est que le tourisme social est bien malade.

De quoi prêter une oreille attentive aux propos de ses dirigeants. D'autant plus qu'ils reconnaissent que « toute crise est révélatrice d'insuffisances et d'erreurs », invitent chacun à balayer devant sa porte et à analyser les causes internes de ses difficultés. Quitte, ensuite, s'il le faut, à pratiquer l'égoïsme sacré en se désolidarisant éternellement des canards boiteux dont les erreurs pourraient jeter le discrédit sur l'ensemble du secteur.

Avec l'autocritique qui va de pair avec la mise en lumière des causes externes des difficultés qui touchent plusieurs partenaires majeurs du tourisme social. L'analyse, largement partagée par les principaux responsables de ce secteur, est exposée notamment dans un récent dossier de la Lettre de l'économie sociale (4). On y rappelle d'abord que les héber-

gements gérés par le tourisme associatif représentent souvent des investissements très lourds, qui étaient largement financés par des subventions de l'Etat et de la Caisse nationale d'allocations familiales. Aujourd'hui, la politique de rigueur a fortement réduit les crédits disponibles. A cela s'ajoutent les effets de la décentralisation. Ce que faisait l'Etat, affirme-t-on, les régions ne le feront pas, et ce que faisait la CNAF, les caisses locales ne pourront le faire. Ainsi les moyens de financement traditionnels se sont-ils effrités. Une évolution qui fait craindre au tourisme social que le coup d'arrêt observé aujourd'hui n'aboutisse, demain, à la disparition d'un secteur qui rend à la collectivité des services difficilement mesurables en terme d'économie marchande.

A moins que, sous la pression des événements et face à la possibilité du pouvoir, ses dirigeants ne soient obligés de changer leur fusil d'épaule : en augmentant les prix de journée (au risque d'écarter la clientèle actuelle) et en recherchant, dorénavant, des localisations assurant de forts taux de fréquentation, c'est-à-dire à désertifier l'espace rural au profit d'un littoral déjà saturé. Des perspectives, qui, on s'en doute, n'enchangent guère des hommes peu enclins à se renier de la sorte. Après tout, font-ils remarquer, le tourisme social (VVF compris) est aujourd'hui vulnérable, c'est qu'il s'est occupé et qu'il s'occupe toujours des plus vulnérables. Tels sont sa vocation et son honneur. Une vocation plus que jamais d'actualité au moment où, premier touché par la crise, le tourisme social voit confirmer par cette même crise sa raison d'être : aider les plus démunis, ceux qui sont justement aujourd'hui le plus affectés par l'augmentation et l'abandon progressif du système d'aide aux vacances (5).

Encore lui faut-il surmonter ce qu'il considère comme un « désengagement » de l'Etat. « Nous pourrions estimer que nos finalités méritent une aide ; or, constate un responsable de VVF, nous n'en recevons presque aucune. Ainsi, depuis notre création, il y a vingt-cinq ans, les subventions de l'Etat n'ont représenté qu'à peine 11 % de nos investissements. » A VVF comme ailleurs, même déception du pouvoir socialiste : « Les prédécesseurs nous ignoraient ; leurs successeurs tiennent un discours négatif, condescendant et soupçonneux. Non seulement on ne

nous aide pas, mais on nous met des bâtons dans les roues. » Deux points sont à cet égard surtout mentionnés. D'une part, les limitations imposées aux associations en matière de publicité à caractère commercial, limitations qui, estime-t-on, vont à l'encontre de la volonté du gouvernement d'attirer encore davantage d'étrangers en France. D'autre part, l'absence d'étalement des vacances qui, depuis 1982, a entraîné, pour l'essentiel du tourisme familial, un important manque à gagner qui expliquerait, en grande partie, les difficultés actuelles de VVF, dont la clientèle est essentiellement familiale (6).

## La veuve et l'orphelin

Face à la crise, face au procès qui leur est fait, les associations VVF en tête - semblent bien décidées à relever le défi. D'abord en refusant de se laisser enfermer dans le ghetto où certains les cantonneraient volontiers. « Nous nous occupons de la veuve, de l'orphelin, du handicapé et du pauvre, laissant à d'autres les familles et les retraités... » Ensuite, en prenant des mesures pour compenser la perte d'activité corrigée : rigueur accrue, adaptation des produits aux nouveaux goûts des usagers. « Mieux gérer et mieux vendre, nous comporter en véritables professionnels, histoire de prouver que nous pouvons faire aussi bien que le privé, sans renier pour autant notre idéal. »

Enfin, en refusant de développer un discours de quémandeur, d'adopter une mentalité d'assisté. Tout en espérant de pouvoir une prise de conscience face à la gravité de la situation. « Si rien ne change, prévient-on, on assistera à une cascade de faillites, et les familles aux revenus modestes auront de plus en plus de mal à partir en vacances. Car, là où nous disparaîtrons, personne ne nous remplacera. »

Réaliste, ou reconnaît qu'un « réajustement » du tourisme social est aujourd'hui indispensable. « La pauvreté oblige à l'imaginer », il faut revoir nos moyens, les adapter à nos objectifs (hélas ! en baisse), élargir notre horizon au marché international. On admet également que l'Etat ne peut plus être le partenaire qui résout tout. Mais on comprendrait mal qu'il reste indifférent à la survie d'un secteur capital de l'économie touristique et d'un élément essentiel de toute politique familiale. D'autant que, compte tenu des difficultés accumulées, « il ne peut plus survivre seul et doit donc être réconforté, aidé et accompagné ». Etant entendu que, pour M. Guignand, la responsabilité de son avenir incombe surtout, désormais, aux collectivités territoriales. Un prêt pour un rendu.

PATRICK FRANCÉS.

## PHILATÉLIE n° 1915

**Les timbres de service...**  
... de l'UNESCO s'adaptent aux tarifs actuels. En continuant les « sites du patrimoine universel classés et à protéger » pour l'illustrer ces nouvelles valeurs. Dans l'ordre nous trouvons : Carthage ; Théâtre Romain, Tunisie ; vieille place de la Havane, Cuba ; temple d'Amurudapura, Sri Lanka. Vente générale le 28 octobre (50 à 52/85).

1,80 F, gris cl., bleu cl., vert ; 3,20 F, gris, bleu clair, vert.

**Le Monde DES PHILATÉLISTES**  
Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

**SALUT LES ARTISTES : THÉÂTRE ET CINÉMA • LES ÉCHOS ET LES TIMBRES**

**Formats 22x36 mm. F.50.** Dessins et gravures de Raymond Costantini. Taille-douce, Périgueux.

Mise en vente anticipée les :  
- 26 et 27 octobre, de 9 h à 18 h, au bureau de poste temporaire ouvert au siège de l'UNESCO, 7, place Fontenay, Paris-7. Oblitération « P-J » en bleu.

- 26 octobre, de 8 h à 12 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris (1<sup>er</sup>), au bureau de Paris-41, 5, av. de Saxe, Paris (7<sup>e</sup>), et de 10 h à 17 h, au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris (19<sup>e</sup>). Boîte aux lettres spéciales pour « P-J ».

**RETRAITS :** des trois anciennes valeurs 1,70, 2,10 et 3,00 F, le 8 novembre.

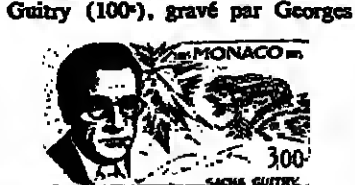
**Calendrier des manifestations**  
© 93220 Gaspé 5-6/X.  
© 63510 Aulnay (sérénité) 5/X.  
© 95600 Emboues 5-6/X.  
© 34900 Montpellier 11-20/X.  
© 64360 Mende (maître) 12/X.  
© 71180 Clanton-a/Saône 12-13/X.  
© 83080 Toulon (fleuve) 19-20/X.  
© 21080 Dijon (Valko-Ouche) 22/X.  
© 31008 Toulouse (salon) 22-27/X.  
© 63080 Clermont-Ferrand 26/X.  
© 93140 Bondy (H.-de-V.) 26-27/X.  
© 89100 Sens (TGV) 26/X.  
© 87000 Limoges (sérénité) 9/XI.  
© 30080 Garmes (festival) 9-11/XI.

**LUXEMBOURG :** des monuments classés sur deux timbres émis le 23 septembre. Orangerie d'Echternach, 7 F, lie de vin, et Maison Mohr de Waldf, 10 F, vert. Impression taille-

**LUXEMBOURG :** douce par l'imprimerie des PTT de Suisse à Berne. Gravure de Pierre Schopfer, d'après une maquette d'Alfred Steinmetzer.

**Les émissions monégasques...**  
... suite à nos informations du 7, 14 et 21 septembre.

Série « Les Arts » (anniversaire des naissances) : 3,00 F, Sacha Guitry (100<sup>e</sup>), gravé par Georges



Bétemps : 4,00 F, les frères Jacob et Wilhelm Grimm (200<sup>e</sup>) ; 5,00 F, Frédéric Chopin et Robert Schumann (175<sup>e</sup>) ; 6,00 F, Johann



Sebastian Bach et Georg Friedrich Handel (300<sup>e</sup>). Les maquettes sont



de Pierrette Lambert et les gravures d'Eugène Lacaze pour les trois derniers. T.-d. F. 50.

(A suivre.)  
ADALBERT VITALYOS.

## M. Crépeau cueille à froid

**L'**ACTUEL ministre du tourisme a beau être radical de gauche, il n'en effectue pas pour autant les positions néo-blanc qui firent jadis les délices de cette formation politique. Au contraire. Adepte du « parler vrai » et partisan d'une gauche réaliste, il va droit au but sans jamais, toutefois, manquer l'occasion d'un bon mot ou d'une formule qui fait mouche. Pour un peu, il en rajouterait presque. Pour se faire plaisir mais aussi pour séduire, voire, dans certains cas, pour provoquer. Orfèvre en gouaillerie - « la motte

de notre race » observait Mampassant - il arrive parfois à M. Crépeau de prendre ses interlocuteurs à rebrousse-poil. Surtout lorsque le sujet traité est sensible, comme le tourisme social par exemple. « Je reconnais que je les ai cueillis à froid », reconnaissait-il récemment tout en relevant la difficulté de tenir, en ce domaine, « un discours à la fois vrai et rassurant ». Raison de plus pour demander à M. Crépeau de présenter sa position, noir sur blanc. Voici donc ce que pense le ministre.

« Le tourisme social, comme beaucoup d'activités, est confronté à une crise qui n'est pas seulement une crise économique, mais qui touche également aux comportements sociaux : il s'est développé parce qu'il s'est montré novateur, parce qu'il a inventé des formules de vacances dont d'autres se sont largement inspirés. Il faut que cet esprit d'initiative, cette capacité d'innovation, continuent à souffler aujourd'hui. »

« Les associations de tourisme se sont beaucoup développées. Leurs difficultés ac-

tuelles, c'est aussi une crise de croissance : elles ont été créées par des personnes de qualité qui ont mené avec dévouement et imagination une action exemplaire. Mais elles n'étaient, elles ne sont pas forcément préparées à assumer la gestion des grandes entreprises que sont devenues les associations de tourisme. Dans le choix des principaux responsables n'a peut-être pas toujours été mesurée l'importance de la maîtrise des méthodes de gestion d'entreprise. Ceci est fondamental car il est plus difficile de gérer une entreprise touristique qu'une entreprise industrielle. »

## Les films

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND

DIAMOND



مكتبة الأمل

boiteux !

# Le Monde TELEVISION

LE MONDE LOISIRS  
SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1983 V

## Néo-polar sur FR 3

On est prié d'amener sa névrose...

**D**ÉCIDÉMENT... voilà qu'après « Série noire », lancée avec punch et fracas par TF1 en février 1984, et recondite via son successeur en 1985, FR3 nous glisse un nouveau bébé, « Néo-polar ». Autre série du genre, aussi méchante et rapide, mais plus souple dans l'écriture peut-être, plus moderne encore. Le policier est en passe de devenir un style, une esthétique à la télévision. Un langage. Une nouvelle manière aussi de parler de la société.

Chaque mercredi dorénavant, les amateurs de terreur urbaine pourront se lover devant l'écran petit de leurs fantasmes pour regarder vers 23 heures, c'est-à-dire (plus tard que « Série noire », la formule est plus violente, il y aura même un carré blanc) le monde mouvant, bleu nuit, irritant pour les nerfs, des marginaux provocateurs, des petits voyous sans expérience, des jeunes délinquants en chasses nocturnes, des sous-directeurs de banque pas très à cheval sur l'honnêteté.

Il y a des coups de barre de fer, des balles, qui ne sont pas perdues, des gens pendus à des crochets. Il y a, normal, des cadavres de temps à autre, des corps qu'on traîne, qu'on jette, qu'on cache, beaucoup de détails pervers qui cognent au burlesque. Car, si l'écriture est précise, brutale, l'humour est toujours là, et même parfois une sorte de tendresse étrange — une indulgence ?

C'est Michel Le Bris, responsable des programmes à FR3-Rennes, qui est à l'origine de cette surprise. Il a horreur des téléfilms adaptés de Balzac. Il a lu beaucoup de romans policiers (et de sciences-fiction). Il a fait partie de ces « intellectuels » qui, depuis 68, ont fait connaissance avec la nouvelle génération du roman noir, celle qui a suivi la voie tracée par Jean-Patrick Manchette, les A.D.G., Jean-Yves Berchet, Marc Villard, Tito Topin, Hervé Jaouen, Jean-Jacques Tardes...

Leurs caractéristiques ? L'importance de l'atmosphère, la description sans illusion d'une société où la violence, la drogue, la corruption, le chantage, font partie des glissements en tout genre d'individus aux destins peu aidés. Des terrains vagues aux décors sophistiqués des grands bureaux, métal et verre, style la Défense, il y a toujours en arrière-fond la réalité du chômage, du partage inégal des richesses.

Les « jeunes loups » du néo-polar ont une conscience sociale même s'ils s'amusent beaucoup en campant des secrétaires dodues comme des petites caillies, qui savent pleurer à chaudes larmes mais tuent tout tranquillement, des louloutes géniales qui piaillent pour que leur copain n'oublie pas d'enregistrer les « Médicales » d'Igor Barrère, avant de faire leur casse.



Shanghai Skipper avec Dominique Blanc et Claude Nougaro.

« Néo-polar » est une série de sept films, chacun tiré d'un roman écrit par certains auteurs de cette nouvelle génération. *Shanghai Skipper*, qui inaugure la collection, réalisé par Michel Andrien sur un texte de Tito Topin est « une comédie noire en couleurs ». Le héros (si l'on peut dire...) est le veilleur de nuit d'une entreprise, un rêveur de voyages, un médiocre sympathique et trouble (le premier rôle de Nougaro au cinéma) qui tout le monde essaie d'utiliser. Son patron a l'intention de le faire à l'anglaise avec tout l'argent de l'entreprise. Cela se sait, bien sûr, et il y a du monde en piste.

Lucrurs d'asphalte. La musique de Portal, discrète, énerve. On est prié d'amener sa névrose. Comme dans le *Père anonyme*, le film suivant, réalisé par Gérard Marx d'après Frédéric Fajardie : quand la vie bascule parce qu'on apprend tout en même temps, qu'on a un père, que celui-ci était un clochard, qu'il a été assassiné... Papa était un trafiquant de drogue trop régulier. Méchant, non ?

CATHERINE HUMBLLOT.

■ Néo-polar, FR3, chaque mercredi à partir du 2 octobre, vers 22 h 50 (52 mn chacun).

### Pépère sera vengé

**C**A démarre à cent à l'heure : une attaque de banque qui dégénère, des « braqueurs » imprévisibles qui sèment la mort au hasard de leur fuite, un vieil homme abattu sans raison que son petit-fils décide de venger. Sous les airs romanesques d'un film de genre, *Pour venger pépère* est à la mesure de ses ambitions : un polar bien ficelé, d'après le roman de A.D.G. Joli Seria, le réalisateur, a réécrit le credo du film noir : suspense, jérémielles et hémoglobine.

Du tic véreux à la prostituée au cœur tendre, de l'avocat intègre assoiffé de vérité à l'indocile pédophile distingué, rien n'a été oublié, pas même ce brin d'outrance qui fait la saveur de ce genre de littérature. L'avocat justicier (Frédor

Atkine), aidé par un journaliste raté et fort en queue (Julien Guomar, alias Chélinapine, est plus vrai que nature), découvre, au fur et à mesure de son enquête, un monde où règnent — noblesse oblige — la corruption, la drogue et la prostitution. Tandis que, de cadavre en cadavre, le spectateur suit le parcours d'Orlando, le tueur fou, qui promène son regard halluciné sur une petite ville de province où il sème la terreur (rôle sur mesure pour Gérard Zalcberg).

Efficacité, cadence soutenue, froidure calculée : la télé rejoint le cinéma.

N. A.

■ Série noire : Pour venger pépère, TF 1, samedi 28 septembre, 20 h 40 (90 mn).

## Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier. ■ A VOIR ■ GRAND FILM

### DIMANCHE 29 SEPTEMBRE

#### La Vengeance aux deux visages ■

Film américain de Marlon Brando (1961), avec M. Brando, K. Maiden. TF 1, 20 h 35 (135 mn).

Un bandit, abandonné par son complice, s'enfuit de prison cinq ans plus tard et décide de se venger. Curieux western psychologique, où Brando, acteur-réalisateur, traite des conflits névrotiques, à partir du thème de l'homme solitaire.

#### Ramona ■

Film américain de Henry King (1936), avec L. Young, Don Ameche. FR 3, 22 h 30 (80 mn).

Vers 1870, en Californie, une métisse s'éprend d'un bel Indien, qu'elle se fait adopter pour le suivre... jusque dans le malheur. Version parlante d'une histoire éternelle sur la séparation des races, qui avait eu beaucoup de succès au temps du muet (avec Dolores del Río), interprétation très hollywoodienne.

### LUNDI 30 SEPTEMBRE

#### Les Conspirateurs ■

Film italien de Luigi Magni (1989), avec N. Manfredi, R. Hossain. TF 1, 15 h 40 (95 mn).

A Rome, en 1825, deux membres de la société secrète des carbonari vont être victimes de la police pontificale. Un drame historique prenant, parfois, des allures de comédie italienne.

#### Un moment d'égarement ■

Film français de Claude Berri (1977), avec J.-P. Manelle, V. Lanoux. TF 1, 20 h 35 (80 mn).

Au cours de vacances sur la Côte d'Azur, une adolescente devient la maîtresse d'un quadragénaire, ami de son

père. Cette comédie évite le scabreux, s'attache au désarroi de l'être masculin.

#### Certains l'aiment chaud ■

Film américain de Billy Wilder (1959), avec M. Monroe, T. Curtis (N.). FR 3, 15 h 15 (115 mn).

A Chicago en 1929, deux musiciens, témoins involontaires d'un massacre de gangsters, se déguisent en femmes pour sauver leur vie et s'engagent dans un orchestre féminin partant pour la Floride. Reprenant le sujet d'un film de 1935, l'enfer d'amour, Billy Wilder a réalisé une étourdissante comédie. Les rapports entre les sexes s'embrouillent à plaisir dès l'instant où Marilyn Monroe fait partie de l'orchestre. C'est joué à la perfection et l'ahurissante réplique finale contribue à la célérité de l'œuvre.

#### La guerre est finie ■

Film français d'Alain Resnais (1966), avec Y. Montand, G. Bujold (N.). FR 3, 20 h 35 (120 mn).

Un réfugié espagnol, communiste luttant contre le régime franquiste, rentre en France après une mission à Madrid et vit trois jours décisifs qui l'amènent à réfléchir à son action. Sur un scénario de Jorge Semprun, Resnais a réalisé un film politique d'une grande lucidité, confrontant les pratiques révolutionnaires du passé et du présent, la génération de 1936 et celle qui marchait vers 1968... Le film fut retiré de la sélection française du Festival de Cannes sur intervention de l'Espagne. L'interprétation très personnelle de Montand, l'acuité de la mise en scène cherchant la vérité des êtres, valurent à La guerre est finie une grande audience et le prix Louis-Delluc.

### MARDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE

#### La Java des ombres ■

Film français de Romain Goupil (1983), avec T. Karylo, F. Carnus. FR 3, 20 h 35 (95 mn).

Un ancien militant de mai 68, devenu terroriste, sort de prison et tombe dans une manipulation politico-policiaire en voulant venger l'un de ses amis. Romain Goupil a une manière bien à lui de filmer avec férocité la fatalité, le malheur des idéalistes perdus et les infatigables fascistes sous le gouvernement de gauche.

### JEUDI 3 OCTOBRE

#### L'Ombre rouge ■

Film français de Jean-Louis Comolli (1981), avec C. Brasseur, J. Dutronc. A2, 20 h 35 (110 mn).

En 1937, des communistes et internationalistes, qui font passer, de France, des armes soviétiques aux républicains espagnols, sont victimes de la nouvelle ligne stalinienne et des purges sanglantes décidées à Moscou. Un film d'aventures et d'espionnage grand public, d'après une vérité historique longtemps cachée et ignorée. Reconstitution très bien soignée, atmosphère d'angoisse, excellents acteurs.

### VENDREDI 4 OCTOBRE

#### Le Soleil brille pour tout le monde ■

Film américain de John Ford (1953), avec C. Winninger, A. Wheelan (v.o. sous-titrée N.). A2, 23 heures (80 mn).

Fairfield, petite ville du Kentucky en 1905. Un vieux juge, resté fidèle à la cause sudiste, va se représenter aux élections contre un nordiste. Ce film, longtemps considéré comme mineur, est un chef-d'œuvre d'humour, de chaleur humaine, de description sociale, de sagesse. John Ford lui-même lui donnait sa préférence.

Samedi 28 septembre	
8.00 Bonjour la France.	17.10 Série : Guerre et paix.
9.00 Partez gagnant.	17.50 Dessin animé.
9.45 5 jours en Bourse.	18.05 30 millions d'amis.
10.00 Reprise : Performances (diff. le 25 septembre).	18.35 Magazine auto-moto.
10.30 Reprise : Les trois premières minutes (diff. le 25 sept.).	19.05 D'accord, pas d'accord (INC).
11.00 Hauts de gammes.	19.10 Jeu : Anagramme.
Diffusion simultanée avec France-Musique.	19.40 Cocoricococoy.
12.00 Tourné... manège.	20.00 Journal.
13.00 Journal.	20.35 Tirage du Loto.
13.35 La séquence du spectateur.	20.40 Série noire : Pour venger pépère
14.05 La rendez-vous des champions.	de Joli Seria. D'après le roman de A.D.G. Scénario et dialogues, J. Hossain et G. Carre. Avec F. Atkine, J. Guomar, J. Goupil... (Lire notre article).
14.20 Série : Pour l'amour du risque.	22.15 Droit de réponse : Silence ! On coule...
15.15 Dessin animé : Le merveilleux voyage de Nils Holgersson.	Emission de Michel Polac. Réal. M. Dougerson.
15.45 Casaque et bottes de cuir.	Le problème de la sidérurgie avec J. Chérèque, préfet délégué au redéploiement industriel, chargé de la Lorraine ; C. Dollé, PDG de Sactlor ; J. Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale ; J.-L. Masson, député RPR de Moselle ; J. Ferry, ancien président de la Chambre syndicale de la sidérurgie ; G. Loperelli, syndiqué à la CGT, et B. Ancé à la CFDT ; et des sidérurgistes.
Magazine du cheval, tiré en direct d'Evry.	0.05 Journal.
16.20 Temps X.	0.15 Ouvert la nuit.
La quatrième dimension : Dossier : les canots de l'espace.	Les Incorruptibles (rediffusion).
17.10 Série : Guerre et paix.	
17.50 Dessin animé.	
18.05 30 millions d'amis.	
18.35 Magazine auto-moto.	
19.05 D'accord, pas d'accord (INC).	
19.10 Jeu : Anagramme.	
19.40 Cocoricococoy.	
20.00 Journal.	
20.35 Tirage du Loto.	
20.40 Série noire : Pour venger pépère	
de Joli Seria. D'après le roman de A.D.G. Scénario et dialogues, J. Hossain et G. Carre. Avec F. Atkine, J. Guomar, J. Goupil... (Lire notre article).	
22.15 Droit de réponse : Silence ! On coule...	
Emission de Michel Polac. Réal. M. Dougerson.	
Le problème de la sidérurgie avec J. Chérèque, préfet délégué au redéploiement industriel, chargé de la Lorraine ; C. Dollé, PDG de Sactlor ; J. Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale ; J.-L. Masson, député RPR de Moselle ; J. Ferry, ancien président de la Chambre syndicale de la sidérurgie ; G. Loperelli, syndiqué à la CGT, et B. Ancé à la CFDT ; et des sidérurgistes.	
0.05 Journal.	
0.15 Ouvert la nuit.	
Les Incorruptibles (rediffusion).	
8.35 Journal des sourds et des malentendants.	
8.55 Gym tonie.	
9.30 Reprise : Apostrophes, la 500* (diff. le 27 septembre).	
11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bériot.	
L'année 1920.	
12.00 A nous deux.	
12.45 Journal.	
13.25 Série : Cannon.	
14.15 Supersplains.	
Avec Joanne Mas, Eurythmics, Bill Baxter...	
14.55 Les jeux du stade.	
Cyclisme (en direct) : Trophée Barracchi ; football : judo ; championnats du monde à Séoul.	
17.30 Les carnets de l'aventure.	
Coueurs d'océans : la course à la voile autour du monde en 1981.	
18.00 Récré A2.	
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.	
19.15 Informations régionales.	
19.35 Divertissement : Casso-noisettes.	
20.00 Journal.	
20.35 Variétés : Demain c'est dimanche.	
Avec Julien Clerc, Marlène Jobert, Daniel Lavoie, Martin Garai.	
21.55 Les histoires d'One' Willy.	
« Ivanhoé », présenté par William Leymergie.	
22.25 Les enfants du rock.	
Emission de Patrice Bianco-Francard.	
Sex machine : Sade, Kid Creole and the Coconuts, Sting, David Lee Roth, David Bowie... Une innovation : l'introduction de « Sex Mag », avec cette semaine un reportage sur le mariage de Madonna, sur Prince à Paris et un combat de catch entre Cindy Lauper et Mister T. Au total, une soirée lascive, érotique et sensuelle...	
23.30 Journal.	
23.55 Bonsoir les clips.	
12.00 Magazine VVF.	
12.15 Connexions.	
Emission de l'Agence nationale pour l'emploi.	
12.30 Energiquement votre : la voiture.	
De l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	
12.45 Un gastronome de l'espace.	
Emission du groupe Jules Morey.	
13.00 Action.	
Magazine de la Fédération nationale de la mutualité française.	
16.15 Liberté 3.	
17.30 Emissions régionales.	
Programme autonome des douze régions, sauf à 18 h 55 où l'on verra sur tout le réseau « Hello, Moineau ».	
19.55 Dessin animé : Il était une fois... l'homme.	
20.05 Disney Channel.	
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.	
La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et, trésoirs de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands tubes + des vingt dernières années.	
21.55 Journal.	
22.20 Feuilleton : Dynastie.	
Adam se prépare à partir avec Blake, Fallon annonce son mariage avec Jeff, Mark fait chanter Alexis : de nouvelles aventures chez les Forsythe.	
23.05 Musiclub.	
Une soirée avec Nicolai Gedda, ténor, et l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo sous la direction de Marc Soustrot.	
● RTL, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 21 h, Feuilleton : Hollywood Wives ; 22 h 45, Espion modèle.	
● TMC, 20 h, Série : Testament ; 21 h, Téléfilm : les Rois maudits, (4 <sup>e</sup> partie) ; 22 h 50, Le magazine de RMC ; 23 h 15, Clip n'roll.	
● RTL, 20 h 10, Le jardin extraordinaire ; 20 h 45, Téléfilm : le Regard dans le miroir (1 <sup>re</sup> partie) ; 23 h 20, Thomas Oweu, l'homme pluriel.	
● TSR, 20 h 5, Magny ; 20 h 40, Les Cinq dernières minutes ; 22 h 15, Journal ; 22 h 30, Sports ; 23 h 30, les Baroudeurs, film de Peter Collinson.	

	Dimanche 29 septembre	Lundi 30 septembre	Mardi 1 <sup>er</sup> octobre
TÉLÉVISION FRANÇAISE <b>1</b>	<p>8.00 Bonjour la France. 9.00 Emission islamique. 9.15 La source de vie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messes à l'intention des sourds et des malentendants à la paroisse Saint-Éloi (Paris-12), par le Père Claude Robert. 12.00 Tété-foot 1. 13.00 Journal. 13.25 Série : Agence tous risques. 14.20 Les habits du dimanche. 15.00 Dessin animé : Alice au pays des merveilles. 15.30 Tiercé à Longchamp. 15.45 Série : Salut, champion. 16.40 Scoop à la lune. La nouvelle émission-jeu sur la presse. 17.30 Les animaux du monde. La famille chimpanzé. 18.00 Feuilleton : Dallas. 19.00 Sept sur sept. Magazine de la semaine de Jean Lanzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Anne Sinclair. Invité : Bernard Tapie, le « sauveur » des entreprises. Journal. 20.00 20.35 <b>Cinéma : la Vengeance aux deux visages.</b> Film de Marion Brande. 22.55 Sports dimanche soir. Actualité du week-end. 23.55 Journal. 0.10 C'est à lire.</p>	<p>10.15 ANTIOPE 1. 10.45 La Une chez vous. 11.00 Challenges 85. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournez... manège. 13.00 Journal. 13.50 Série : la Lumière des justes. 14.45 Les choses du lundi : Des collections folles, folles, folles. 15.40 <b>Cinéma : Les Conspireurs.</b> Film de Luigi Magni. 17.10 La maison de TF 1. Boutures, tricot, tapisserie... 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.40 Cocoricooboy... 20.00 Journal. 20.35 <b>Cinéma : Un moment d'égarement.</b> Film de Claude Berri. 21.55 Magazine de Martine Jonando et Frédéric Mitterrand. Magazine de Joseph H. Lewis, réalisateur américain auquel la Cinéma-thèque française a rendu hommage en juin dernier. Entretien avec le réalisateur soviétique Leonid Trauberg. Journal. 22.50 23.05 C'est à lire.</p>	<p>10.45 ANTIOPE 1. 11.15 La Une chez vous. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournez... manège. 13.00 Journal. 13.50 Série : la Lumière des justes. 14.45 Transcontinentales. Le Nil, le Mississippi et le Danube. 16.10 Voyages : enquête-enquête (diff. le 25 septembre). 17.10 La maison de TF 1. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. Le magazine d'informations des jeunes souffle sa première bougie. 18.45 Feuilleton : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.40 Cocoricooboy... 20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Les grands écrans de TF 1 : le Crime de Pierre Lacaze. De J. Delannoy, d'après le roman de J. Labordet. Avec R. Hahn, M. F. Fieser, P. Rollin, (rediffusion). Un meurtre et un viol. Un homme qui se laisse arrêter pour sauver son fils que tout accuse. Un jeune homme qui, incapable de supporter le sacrifice de son père, se constitue prisonnier, alors qu'il n'est peut-être pas coupable... Seconde et dernière partie d'un téléfilm à intrigue policière sur fond de conflits familiaux. 22.05 L'INA présente : Caryl Chessman. Pour Caryl Chessman, condamné à mort le 21 mai 1945, exécuté le 2 mai 1960, écrire représentait le seul moyen de survivre. Implacable, partie d'échecs entre les mots et la mort racontée par Jean-Christophe Rost à partir d'archives et d'extraits de reportages tournés beaucoup plus tard dans les quartiers de condamnés à mort des pénitenciers californiens. Le tout commenté par des textes de Chessman et un écrit original de Jacques Derrida. Des images chocs, les fouilles (jusqu'à la nausée), un film qui ne cache pas son point de vue. Convaincant, très dur. 23.05 Journal. 23.20 C'est à lire.</p>
ANTENNE <b>2</b>	<p>9.30 Informations et météo. 9.35 Les chevaux du tiercé. 10.00 Récré A 2. 10.30 Série : Marianne, une étoile pour Napoléon. 11.30 Entrez les artistes. 12.45 Journal. 13.20 Tout le monde le sait. 14.30 Série : Les enquêtes de Remington Steele. 15.20 L'école des fans. 16.10 Dessin animé. 16.15 Kiosque à musique. 17.00 Le polar du dimanche : Les enquêtes du commissaire Maigret. Avec J. Richard, D. Gélif. « Maigret et le clochard », de G. Simenon. Réal. L. Grosjeune. 18.30 Feuilleton : Magry. Série de comédies inspirées d'un feuilleton américain. 19.00 Stade 2. 20.00 Journal. 20.35 Musiques au cœur : Georges Bizet... Un certain Monsieur Carmen. Emission d'Eve Ruggieri. Bizet, ou « Carmen » ? Ce Musiques au cœur de rentrée fait le point sur un compositeur aussi célèbre que méconnu. « Carmen » mise à part, il y a bien d'autres Bizet : on le verra exotique et rêveur, proche de Rossini, ou même de la meilleure opérette. Eve se fait discrète pour ne pas nuire au rythme du spectacle enlevé par une troupe de jeunes chanteurs français surveillés par la caméra experte de Pierre Jourdan. 22.00 Concert. Enregistré au Festival de Vaison-la-Romaine en 1981. Extraits de « Carmen », de G. Bizet, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Krivine. 22.40 Documentaire : Le métier d'écrivain. Emission en deux parties d'A. Guillen et A. Dicanaut. Que se passe-t-il du matin au soir pour celui qui écrit ? A quelle heure se lève-t-il, que boit-il (thé, café, ou autre excitant) ? Comment dispose-t-il ses crayons ? Questions pointues, mise en page recherchée (trop !) sur les manies et rituels des écrivains. Avec Jean Gruault, Nathalie Sarraute (lumineuse !), Patrick Grainville et Jean-Claude Grumberg. Journal. 23.50 0.15 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.35 Itinéraires, de Sophie Richard. Mall : Les noces de sable. Journal et météo (ex à 12 h 45). 12.10 Jeu : L'accadémie des neufs. 13.25 Feuilleton : Histoires à suivre. 14.00 Aujourd'hui la vie : Le Risque d'un enfant. Une femme handicapée peut-elle avoir un enfant ? Un problème posé au travers du témoignage d'une mère de famille paralysée. 15.00 Série : le Christ s'est arrêté à Ebofi. D'après Carlo Levi ; Réal. F. Rosi. Avec G.-M. Volante, L. Massari. Premier des quatre épisodes d'une série sur l'histoire d'un intellectuel italien condamné par le gouvernement fasciste à trois ans de détention surveillée dans un village perdu de Lucanie. Trois années au cours desquelles il découvre une autre civilisation en marge des villes. 16.10 C'est encore mieux l'après-midi. 17.30 Récré A 2. 18.30 C'est la vie. L'alimentation des Français. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.20 Loto sportif. 20.35 <b>Série : V.</b> Réalisateur R.T. Heffron ; Avec J. Parrish, M. Donavan. Quatrième épisode : Des extra-terrestres se sont silencieusement posés sur nos grandes cités, d'une courtoisie irréprochable... Suspense efficace, trucs parfaits pour cette grande série de science-fiction. 22.10 Série documentaire : Japon, le rêve et l'histoire. Réal. Jean Antoine. N° 4 : L'ouverture du Meiji (1868-1910). Quatrième volet d'une grande série en cinq numéros sur la civilisation japonaise : en 1868, un empereur de quinze ans monte sur le trône et le Japon oublie ses traditions féodales pour s'ouvrir au monde occidental. Les hommes passent un veston sur leur kimono, les femmes découvrent les robes à crinoline, tandis que l'Empire du Soleil Levant s'industrialise. 23.00 Journal. 23.25 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.35 Les carnets de l'aventure. La descente des rapides de la Murray en Australie. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'accadémie des neufs. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Histoires à suivre. 14.00 Aujourd'hui la vie. Elle au printemps, lui en hiver. Les amours de très jeunes femmes pour des hommes qui pourraient être leur père. 15.00 Série : Le Christ s'est arrêté à Ebofi. Réal. F. Rosi. Avec G.-M. Volante, L. Massari... (2 épisodes) C'est encore mieux l'après-midi ! Avec Christophe, Sempé, Patrick Coutin... 17.25 Récré A 2. 18.25 Derby. 18.30 C'est la vie : La vie quotidienne des aveugles. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.30 Loto sportif. 20.35 Les dossiers de l'écran : La politique est un métier. Téléfilm de Maurice Frydland. Avec N. Chabou, J.-C. Bouillon, Caroline Silhol. Un médecin de province accepte un jour d'être candidat aux élections municipales : c'est pour lui le début d'une carrière politique fulgurante qui le conduit jusqu'aux couloirs d'un ministère, puis, très vite, à la ruine. La politique n'est pas un métier d'avenir... 21.45 Débat : Profession : homme politique. Avec M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, M<sup>me</sup> Michel Debré, ancien premier ministre, Dominique Baudis, maire de Toulouse, Dominique Strauss-Kahn, secrétaire national du PS, Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, Roland Cayrol, chargé de recherches à sciences-Po, et d'autres... 23.25 Journal. 23.50 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS <b>3</b>	<p>9.00 Debout les enfants. 10.00 Mosaïque. M<sup>me</sup> Georgina Dufort, ministre des affaires sociales et porte-parole du gouvernement, évoque ses voyages en Tunisie, au Maroc et au Sénégal. Magazine : Prix de la rentrée scolaire. Portrait du footballeur gabonais Kabongo. Festival du film européen. Rencontre Nord-Sud à la Défense. 14.30 Magazine 85 de la GMP. 17.00 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 17.30 Décibels de jour. Indochine, Fine Young Cannibals... 18.00 Culture Clap. Le magazine de la culture qui bouge. 18.30 Jeu : Documents secrets. Avec Pierre Bellemare. Des images d'archives de télévision que le candidat doit identifier. 19.10 Emission pour les jeunes. 19.30 RFO hebdo. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Voix off. De la TSF à la bande FM. Réal. H. Nisic. Une heure de cinéma-fiction qui retrace l'aventure humaine et technique de la radio, de la TSF à la bande FM. En fil rouge, l'histoire de Romuald, animateur-vedette d'une fréquence imaginaire, qui, terrifié, découvre un jour que sa voix casse... Où l'on voit que la radio est une passion. 21.30 Aspects du court métrage français. La route à trois voix, de Marc Betton ; Terminus, de Benoit Ferreux. 22.00 Journal. 22.30 <b>Cinéma de minuit : Ramona.</b> Film de Henry King. Prélude à la nuit. « Trois pièces pour clarinette », d'Igor Stravinski, interprétées par Heinrich Matzner à la clarinette.</p>	<p>16.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16 h 15, où l'on pourra voir sur tout le réseau le film Certains l'aiment chaud, de Billy Wilder ; à 17 h 45, « La mémoire aux images » ; à 18 h 55, « Hello, moi-même ! » ; à 19 h 40, « Un journaliste un peu trop voyant ». 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 <b>Cinéma : La guerre est finie.</b> Film d'Alain Resnais. 22.35 Journal. 23.10 Fragments du bout du monde. Le Parc d'Arménie : les Rix de Molène et d'Oussant. Réal. C. Bergella. 23.40 Coup de cœur. Un vieux jeune père gaga. 23.25 Prélude à la nuit. « Mazurka » de H. Vieuxtemps, interprétée au piano par Jeannine Vieuxtemps.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 heures, où l'on verra la Révolte des Haïdouks ; à 18 h 55, Hello, moi-même ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). Orientation scolaire suivie le guide. 20.35 <b>Cinéma : la Java des ombres.</b> Film de Rouven Goupil. 22.10 Journal. 22.40 Emissions régionales. 23.40 Coup de cœur. L'assommoir des mourants à l'hôpital Cochin à Paris. 23.30 Prélude à la nuit. Ouverture de « Guillaume Tell » de Rossini, interprétée par The Bamberg Symphony Orchestra sous la direction d'Yoshio Omachi.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● RTL, 20 h, Feuilleton : Hollywood Wives ; 22 h 20, Journal ; 22 h 35, Grand écran, l'actualité du cinéma. ● TMC, 20 h, Série : Un journaliste un peu trop voyant ; 21 h, Choe en retour, film de Robert Stevens ; 22 h 45, Forum RMC ; 23 h 15, Clip n°1. ● RTB, 20 h 15, Face au public : Julio Iglesias ; 21 h 15, T84film : le regard dans le miroir (2 parties). ● TSR, 20 h, Série : L'espace d'une vie ; 20 h 50, Dis-moi ce que tu lis... Michel Thévoz ; 21 h 45, Duel en mer (Coupes de l'Amérique) ; 22 h 35, Journal.</p>	<p>● RTL, 20 h, Dynastie ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Fil de choc, film de J. P. Desagnat ; 22 h 35, Journal ; 22 h 50, Midi-midi. ● TMC, 20 h, Série : Un journaliste un peu trop voyant ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, La Ville blason, film de Jacques Baratrie ; 22 h 45, Clip n°1. ● RTB, 20 h 10, Carmen, film de Carlos Saura ; 21 h 55, Face à face. ● RTB-TS8 2, 20 h, Campagnes électorales ; 21 h, Finale du Grand Prix de la chanson wallonne 1985. ● TSR, 20 h 15, Spécial cinéma ; 22 h 55, Journal.</p>	<p>● RTL, 20 h, Cinéma : le Gendarme en balade, film de Jean Girault ; 21 h 35, Journal ; 21 h 50, Un condamné à mort s'est échappé, film de Robert Bresson (N) ; 23 h 30, Cinéma. ● TMC, 20 h, Huit, ça suffit ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Cœur de champion, film de Henry Levin ; 22 h 45, Clip n°1. ● RTB, 20 h 10, Trois hommes à abattre, film de Jacques Deray ; 21 h 50, Face à face. ● RTB-TS8 2, 20 h, Campagne électorale ; 21 h, Chus-Ciuh : Journal d'une fille perdue, de G. W. Pabst (avec Louise Brooks). ● TSR, 20 h 10, Série : Vice à Miami ; 21 h 5, Portraits d'Edmond Bille et Denise Vois ; 21 h 55, Regards ; 22 h 25, Journal ; 22 h 40, Hockey sur glace.</p>



مكتبة الأمل

Mardi

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS  
SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1985 VII

Mercredi 2 octobre	Jeudi 3 octobre	Vendredi 4 octobre	
<p><b>9.30 ANTOIPE 1.</b> 10.00 La Une chez vous. 10.15 Vitamine (et à 13 h 40). Des dessins animés, feuilletons, variétés, info... 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournez... mariage. 13.00 Journal. 16.00 Série : Grand-père Viking. 17.00 Les trois premières minutes. 17.30 La chance aux châteaux. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.33 Loto sportif. 19.40 Cocoricooboy. 19.53 Tirage du Tao-o-Tao. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du Loto. 20.35 Série : Arsène Lupin. Un téléfilm de J.-P. Decourt, d'après Maurice Leblanc. Dialogues R. Wheeler. Avec G. Deschêres, N. Alan, D. Gém... Nouvelle aventure du gentleman cambrioleur qui doit cette fois déjouer les ruses d'un policier se faisant passer pour un voleur mondain.</p> <p>Attention, ce programme pourrait être modifié dès 20 heures et remplacé par un « Multi-foot » spécial où l'on verra en duplex les deux rencontres organisées en France : Metz-Hajduk Spî et Nantes-Reykjavik, ainsi qu'un résumé de l'actualité internationale. Dans ce cas, le journal de 20 heures sera diffusé à 19 h 25. Sauf prolongation, les matchs s'achèveront à 21 h 45.</p> <p><b>21.40 La Taxi jeune.</b> Reportage de C. Jours (redif.). Harlem, New-York... Deux policiers en civil circulent et quadrillent l'un des secteurs les plus chauds de la capitale. Une caméra invisible enregistre et dévoile la réalité secrète du quartier noir avec sa délinquance, la drogue, la prostitution.</p> <p><b>22.25 Performances.</b> Magazine d'actualités culturelles de M. Cardona. Comme chaque semaine, une série de reportages sur les nouveautés dans le domaine de la création artistique.</p> <p><b>22.55 Journal.</b> <b>23.10 C'est à lire.</b></p>	<p><b>10.45 ANTOIPE 1.</b> 11.15 La Une chez vous. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournez... mariage. 13.00 Journal. 13.50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 14.45 Documentaire : Les animaux du monde. Chevaux d'Amérique. 15.15 Quartier en direct d'Eury. 15.30 A cœur ou à raison. Rediffusion du Jeu de la vérité avec Enrico Macias (le 8 février 1985). 17.10 La maison de TF 1. 17.10 La chance aux châteaux. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Série : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.40 Cocoricooboy. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : Les Oiseaux se cachent pour mourir. Feuilleton américain de D. Duke. D'après le roman de C. Mc Callough, adapté C. Calver, réal. D. Duke. Avec R. Chamberlain, R. Wild, S. Evans. Quatrième épisode. Tandis que Ralph est sacré évêque, Meggie épouse Luke à Drogheda. Mais très vite le couple se disloque. Meggie aime toujours Ralph... Adapté d'un best-seller, cette saga familiale, qui se situe en Australie, a été un gros succès aux Etats-Unis, malgré les défauts du genre (stéréotypes et complexus moralisateurs). En France aussi.</p> <p><b>22.00 Les jeudis de l'information : Infovision sur la sécurité.</b> Magazine d'A. Dervens, R. Pic, M. Albert, J. Deconoy et B. Léna. Avions, chemin de fer, automobiles : les catastrophes se sont succédées pendant tout l'été. Trois enquêtes sur la sécurité dans les différents moyens de transport.</p> <p><b>23.15 Journal.</b> <b>23.30 C'est à lire.</b></p>	<p><b>10.45 ANTOIPE 1.</b> 11.15 La Une chez vous. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournez... mariage. 13.00 Journal. 13.50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 14.45 Temps libres... à la forêt (et à 16 h 30). 15.00 Série : Au nom de la loi. 17.10 La maison de TF 1. 17.30 La chance aux châteaux. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.40 Cocoricooboy. 20.00 Journal. 20.35 Patrick Sébastien à l'Olympia. Emission de variétés réalisée par Guy Job. Quelques-uns des sketches du célèbre amateur-initiateur, enregistrés à l'Olympia en novembre dernier.</p> <p><b>21.30 Multicfoot.</b> Préparé et présenté par Thierry Roland.</p> <p><b>23.20 Journal.</b> <b>23.55 Tapage nocturne.</b> Emission de G. Foucaud et L. Toulon. Clips vidéo (avec un « spécial Mouton »), les fantasmes sexuels d'Andromède, questionnaire sur George Miller, réalisateur de « Mad Max, au-delà du dôme du tonnerre », etc.</p>	<p><b>TÉLÉVISION FRANÇAISE</b> <b>1</b></p>
<p><b>6.45 Télématin.</b> 9.15 Récré A2. Feuilleton : Les rendez-vous d'Antenne 2. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoire à suivre. 14.00 Téléfilm : L'enlèvement du président de G. Mendelick. Avec Ava Gardner, W. Shatner, Hal Holbrook... (Redif.) d'après Ch. Tompkins. Dissident d'un groupe révolutionnaire argentin, Roberto Assanti projette d'enlever le président des Etats-Unis.</p> <p><b>15.45 Récré A2.</b> 17.00 Magazine : Terre des bêtes. L'homme aux faucons. 17.25 Série : Les Brigades du Tigre. 18.25 Derby. 18.30 C'est la vie. Les jeunes créateurs. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal.</p> <p><b>20.35 L'heure de vérité : Jean-Pierre Chevènement.</b> Emission de F.-H. de Virieu. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, répond aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy et Jean-Louis Lesscène et à celles du public. Pour la première fois — un sondage par Minitel permettra de connaître « à chaud » les réactions du public.</p> <p><b>21.45 Moi... je.</b> Magazine de Bernard Bouthier. L'amour à la récré : Circulez, y'a rien à voir ; Quand il n'y aura plus d'homme ; Cent briques pour un clap ; Trompe la mort.</p> <p><b>22.45 Histoire courtes.</b> « Aléa » de Francis Lecomte ; « Nous nous sommes séparés sans violence », de Bernadette Marie.</p> <p><b>23.10 Journal.</b> <b>23.25 Bonssoir les clips.</b></p>	<p><b>6.45 Télématin.</b> 9.15 Récré A2. Feuilleton : Les rendez-vous d'Antenne 2. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoire à suivre. 14.00 Aujourd'hui la vie. 15.00 Série : Le Christ s'est arrêté à Ebofi. Réal. F. Rosi. Avec G. M. Volonte, L. Massari (troisième épisode). 15.55 C'est encore mieux l'après-midi. Avec Marlene Jobert, Mat Bianco, Bruno Gerdali... 17.30 Récré A2. 18.30 C'est la vie. La rénovation des vieux quartiers. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal.</p> <p><b>20.35 Cinéma : L'Ombre rouge.</b> Film de Jean-Louis Comolli. Magazine : Planète foot. Présenté par Bernard Péro. Au sommaire du nouveau magazine de football international, un résumé de certains matches de Coupe d'Europe, un point sur les qualifications pour la prochaine Coupe du monde et une rétrospective consacrée aux grands joueurs du passé.</p> <p><b>23.25 Journal.</b> <b>23.50 Bonssoir les clips.</b></p>	<p><b>6.45 Télématin.</b> 9.15 Récré A2. Feuilleton : Les rendez-vous d'Antenne 2. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoire à suivre. 14.00 Aujourd'hui la vie. 15.00 Série : Le Christ s'est arrêté à Ebofi. Réal. F. Rosi. Avec G. M. Volonte, L. Massari (4<sup>e</sup> épisode). 15.55 C'est encore mieux l'après-midi. Avec Jesse Garon, Wolinski, Jostine Balasko... 17.30 Récré A2. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.30 Loto sportif. 20.35 Feuilleton : L'Ordre. D'après Marcel Aymé, adapté D. Fabre et E. Périot, réal. E. Périot. Avec L. Brook, J. Perrin, P. Malet, V. Maurel... Gilbert a déclenché un scandale qui retentit sur la carrière politique de son frère Justin. Renée, partagée entre sa passion pour Gilbert et les liens qui l'unissent à son époux (Justin), hésite avant de rejoindre le premier au moment où il est arrêté. Chronique des aspirations, révoltes d'une certaine jeunesse dans les années 1925 en France. Classique.</p> <p><b>21.35 Apostrophes.</b> Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : Père et fils. Sont invités : Vladimir Volkoff (le Professeur d'histoire), François-Marie Banier (Balthazar, fils de famille), Tahar Ben Jelloun (l'Enfant de sable), Pierre-Jean Remy (la Vie d'un héros), Maurice Polard (la Saison du maître), Patrick Renaudot (Un autre amour).</p> <p><b>22.50 Journal.</b> <b>23.00 Ciné-club : Le soleil brille pour tout le monde.</b> Film de John Ford.</p>	<p><b>ANTENNE</b> <b>2</b></p>
<p><b>14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.</b> Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, Fraggle rock ; à 18 h 55, Hello, moineau ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p><b>18.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.</b> Les jeux. 20.05 Les jeux. 20.35 Pollen. En direct du Bataclan. Présenté par J.-L. Fouquier. Une nouvelle émission de variétés, placée sous le signe (dit-on) de la convivialité et de la bonne humeur. On la retrouvera une fois par mois. Sur le plateau, un invité, Claude Nougaro, vedette du néo-polar un peu plus tard sur la même chaîne, entouré des vedettes qu'il a choisies : le groupe Gold, Elizabeth Caumont, Lavelle, Rykme, musique et chansons.</p> <p><b>21.35 Thalassa.</b> Magazine de la mer de Georges Perocud. La course autour du monde.</p> <p><b>22.20 Journal.</b> <b>22.50 Néo-polar : Shanghai skipper</b> d'après T. Topin, réal. M. Andrieu. Avec C. Nozaro, D. Blanc, P. Dornay... (Lire notre article.)</p> <p><b>23.40 Coup de cœur.</b> La comédienne Félicie Leunha veut au moins douze enfants... <b>23.30 Prélude à la nuit.</b> « Quatuor opus 28 » de C. M. von Weber, interprété par le Quatuor Rosamonde.</p>	<p><b>17.00 Télévision régionale.</b> Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, Hello, moineau ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p><b>19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.</b> Les jeux. 20.05 Les jeux. 20.35 Théâtre (pour l'année Victor Hugo) : Mangeront-ils ? De Victor Hugo, enregistré en juin au parc de la Citadelle à Suresbourg. Mise en scène B. Jenny, par l'Ensemble théâtral de l'Est. Avec J.-P. Tribout, C. Alers, C. Sauvage. Dans l'empire celle finissant, le roi Man décide par jalousie de laisser ses cousins mourir de faim : une satire de l'autorité monarchique. La mise en scène à grand spectacle est pétillante mais souffre des plans réduits de la télévision.</p> <p><b>22.25 Journal.</b> <b>22.50 Les grands-pères du crime : Boileau-Narcejac.</b> Emission de Raoul Mille. Deux retraités bien tranquilles se rencontrent sur la Côte d'Azur pour concocter... des crimes. L'un pense, l'autre écrit. Boileau-Narcejac : un duo infernal spécialisé dans le roman noir.</p> <p><b>23.15 Lettre à Juliette.</b> Un vidéoclip sur un poème de Victor Hugo. <b>23.20 Prélude à la nuit.</b> « Tzigane », de Maurice Ravel, interprété par D. Erlih au violon et P. Cassard au piano.</p>	<p><b>17.00 Télévision régionale.</b> Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, les Aventures de Thomas Gordon ; à 17 h 50, la Panthère rose ; à 18 h 55, Hello, moineau ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p><b>19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.</b> Les jeux. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Série : Brigade verte. De G. Nery, réal. G. Grangier. Avec G. Ségal, J.-Y. Chateaux... Un commissaire de police, en vacances dans une ville d'eau, mène l'enquête sur un « faux suicide ». Polar écologiste.</p> <p><b>21.30 Quelques mots pour le dire.</b> Emission de la Sécurité routière.</p> <p><b>21.35 Face à la 3 : M. Robert Badinter.</b> Magazine proposé par André Campana et Igor Barrère. Robert Badinter, ministre de la justice, sera interviewé par Geneviève Guicheney, André Campana et Robert Nahmias.</p> <p><b>22.40 Magazine : Montagne.</b> Magazine d'information mensuel de P. Orsian, J.-P. Locatelli. Un rendez-vous pour tous les passionnés de la montagne. Au programme : des conseils pratiques, un dossier sur l'alpinisme, l'actualité du mois de septembre.</p> <p><b>23.45 Lettre à Juliette.</b> Vidéoclip à partir d'un poème de Victor Hugo. <b>23.50 Prélude à la nuit.</b> « Huitième Nocturne », de Robert Schumann, interprétée par Catherine Collard, piano.</p>	<p><b>FRANCE RÉGIONS</b> <b>3</b></p>
<p>• RTL, 20 h, Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Yasuke, film de Sydney Pollack (avec Robert Mitchum...) ; 22 h 55, Journal. • TMC, 20 h, Série : La Lumière des justes ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Téléfilm : Les Rois maudits (5<sup>e</sup> partie) ; 22 h 50, Résultats sportifs ; 23 h, Clip n°1. • RTL, 20 h 10, L'Enfermeur, film d'Edouard Molinaro (avec Jacques Brel) ; 21 h 35, Face à face. • RTL-TELE 2, 20 h, Campagne électorale ; 21 h, Caméra Sports. • TSR, 20 h 10, Téléfilm : Escave et pharaon ; 21 h 45, Téléfilm : A tire d'ailes ; 22 h 15, Journal ; 22 h 30, Football.</p>	<p>• RTL, 20 h, Série : Dallas ; 21 h, le Champion, film de Franco Zeffirelli ; 23 h 5, Journal. • TMC, 20 h, Série : Enquête en direct ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, la Poupée, film de Jacques Barati ; 22 h 50, Clip n°1. • RTL, 20 h 10, le Crime, film de Philippe Labro ; 21 h 55, Face à face. • RTL-TELE 2, 20 h, Campagne électorale ; 21 h, Concert. • TSR, 20 h 10, Temps présent ; 21 h 20, Dynastie ; 22 h 25, le Dénouement, film de Saryjht Ray ; 0 h 5, Dernières nouvelles.</p>	<p>• RTL, 20 h, Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Série : l'Appel de la gloire ; 22 h, Journal ; 22 h 5, Rollerball, film de Norman Jewison. • TMC, 20 h, Série : Huit, ça suffit ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Téléfilm : Femmes sauvages ; 22 h 35, 22 h 35, Reproduction interdite, film de Gilles Grangier. • RTL, 20 h 10, le Boum, film de Claude Pinoteau ; 22 h 5, Face à face. • RTL-TELE 2, 20 h, Campagne électorale ; 21 h, Arts magazine ; 21 h 30, Documentaire artistique : Tableaux en Espagne. • TSR, 20 h 10, Téléfilm : Les Rois maudits (5<sup>e</sup> partie) ; 22 h 15, Les visiteurs du soir ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, Océan-géol ; 23 h 40, Que la fête commence (le huitième mariage d'Eddie Barclay).</p>	<p><b>PÉRIPHÉRIE</b></p>







مركز الأمل

## De l'argent pour les images

La panoplie des instruments pour aider l'investissement.

Inscrit comme programme prioritaire du L'ANVAR, le développement de la production cinématographique et audiovisuelle est devenu en quelques mois une grande cause nationale. Appel à l'épargne publique, avantages fiscaux, contribution obligatoire des diffuseurs, aides spécifiques: le gouvernement a mis en place toute une panoplie d'instruments financiers pour bâtir une véritable industrie de l'image. Mais professionnels et investisseurs potentiels se perdent souvent dans le maquis de ces nombreux dispositifs.

● **L'abri fiscal.** - Particuliers et entreprises pourront déduire, dès 1985, de leur revenu net imposable le montant des sommes investies dans la production. Ces investissements passeront par l'intermédiaire de sociétés de financement des industries cinématographiques et audiovisuelles (SOFICA) en cours de création et agréées par le ministère des finances.

Les SOFICA pourront investir à hauteur maximale de 50 % dans toutes les œuvres audiovisuelles, à l'exception de la publicité, de l'information et des simples retransmissions. Un décret paru au *Journal officiel* du 17 septembre définit les conditions d'agrément des œuvres par le ministère de la culture.

● **Le compte de soutien.** - Toutes les chaînes de télévision publiques ou privées doivent

contribuer à un fonds d'aide aux producteurs. Une taxe sera prélevée sur l'ensemble de leurs recettes (redevance, publicité, abonnements). Cette épargne forcée est de 4,5 % pour 1985; 1,5 % allant au cinéma et 3 % à la production audiovisuelle. A partir de 1987, la taxe sera de 5,5 %. Les modalités d'accès des producteurs à ce financement seront fixées avant la fin de l'année. Le compte de soutien remplacera progressivement le Fonds de soutien alloué jusqu'à présent par les ministères de la culture, de l'industrie et des PTT.

● **L'IFCIC.** - Créé par l'Etat et dix établissements financiers, l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles garantit les prêts participatifs et les crédits d'investissement accordés à toute entreprise culturelle, de l'audiovisuel à la facture instrumentale en passant par l'édition. Depuis deux ans, l'IFCIC a traité cent soixante-dix dossiers d'entreprises pour un montant total de crédits de 150 millions de francs. Un tiers environ concernait l'audiovisuel.

● **L'ANVAR.** - L'Agence nationale pour la valorisation de la recherche intervient pour soutenir les programmes d'innovation technique dans le domaine du son, de la vidéo et des techniques du cinéma. Depuis l'an dernier, une convention passée avec le ministère de la culture permet de pousser cette aide jusqu'à 75 % du

montant des projets. Depuis cinq ans, l'ANVAR a consacré environ 130 millions de francs aux industries culturelles.

● **La SOGINNOVE.** - Cette société d'investissement regroupant une trentaine de partenaires, avec comme tête de file la Société générale, vient de passer une convention avec le ministère de la culture. Un vœu annuel de 12 millions de francs lui permet de prendre des participations dans des entreprises culturelles qui ont souvent grand besoin de renforcer leurs fonds propres.

● **Les aides directes.** - Le ministère de la culture possède des crédits propres pour intervenir en subventions auprès des entreprises. A partir de 1986, ces crédits de fonctionnement, soumis à la TVA, deviendront des crédits d'équipement non imposables à la TVA, ce qui renforcera la souplesse et la capacité d'intervention du ministère.

● **Un bureau des projets.** - Pour aider les entreprises à se retrouver dans ce labyrinthe d'instruments financiers, le ministère de la culture va bientôt créer un Bureau des projets, qui regroupera tous les partenaires autour de l'examen des dossiers. D'autre part, une direction de l'audiovisuel, placée sous la tutelle du Centre national de la cinématographie (CNC), gèrera le compte de soutien et l'agrément des œuvres pour les SOFICA.

J.-F. L.

## Médias du Monde

### ETATS-UNIS

#### Dallas

Lorimar, société productrice du célèbre *Dallas*, a pris goût aux grandes manœuvres financières. Les confortables bénéfices encaissés grâce à la diffusion mondiale du feuilleton lui permettent aujourd'hui de s'attaquer à un gros morceau: le rachat de 15 % du capital du groupe Warner Communications, qui pèse facilement ses 200 millions de dollars de chiffre d'affaires. Les responsables de Lorimar ont précisé qu'ils n'ont pas d'autres intentions que de réaliser un placement financier.

#### Vers une fusion RCA-MCA ?

La presse américaine fait état de discussions très avancées entre le géant de l'électronique RCA, propriétaire de la chaîne NBC, et le producteur MCA, l'une des « majors » d'Hollywood. Si cette fusion se réalise, les deux entreprises construiront un des plus gros groupes de l'audiovisuel américain avec un chiffre d'affaires de 4 milliards de dollars. MCA, qui possède un catalogue propre de 3 000 films de long métrage et la distribution des titres Universal, sans oublier un nombre très confortable de pro-

grammes de télévision, est un partenaire de choix pour la chaîne NBC.

Cette fusion conforterait la tendance à l'intégration verticale entre Hollywood et les chaînes de télévision, déjà entamée par le rachat de Metromedia et de Twentieth Century Fox par M. Rupert Murdoch et celui de la Metro Goldwyn Meyer par M. Ted Turner. Mais il ne faut pas se laisser tromper par une simple opération de diversion de RCA, qui cherche à se prémunir contre des tentatives de prises de contrôle hostiles.

#### Sus aux critiques de télévision

« Ma chaîne est officiellement en guerre avec quiconque écrit aux Etats-Unis dans un journal à propos de radio ou de télévision ». Cette surprenante déclaration de M. Jerry Nachman, responsable de l'information à NBC-New York, a reçu le soutien unanime du petit monde de l'audiovisuel américain. Si le plupart des confrères de Jerry Nachman se montrent moins belliqueux que lui, tous se plaignent des journalistes qui tiennent les rubriques « radio-télévision » dans la presse écrite.

A en croire les gens de télévision, ces « rubriques » s'érigent en juge suprême des émissions sans rien connaître des

contraintes de la profession, sans témoigner d'intérêt pour les médias et, parfois même, sans regarder les programmes. Pour mieux fustiger ce qu'il considère comme un manque de conscience professionnelle, le responsable de NBC envisage de rendre à la presse écrite le monnaie de sa pièce. Désormais la chaîne consacrera une émission critique aux productions de la presse écrite...

### SÉNÉGAL

#### Une agence africaine d'images

Une nouvelle agence africaine d'images. Atervision, a réalisé sa première émission le mois dernier en diffusant par satellite à partir de Dakar un entretien avec M. Cheddy Ayari, président de la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique. Cette première émission, d'une durée de dix minutes, peut être captée et rediffusée par une vingtaine de pays africains.

Altération est dirigée par M. Cheik Ousmane Diello, ancien directeur fédéral de l'Agence panafricaine d'information, qui dépend de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). L'agence s'est donnée une année d'expérimentation et compte multiplier les émissions à partir de différents pays africains.

### DISQUES

#### Rock

##### « Dancing in the Street » par David Bowie et Mick Jagger

Voici l'événement sur format 45 tours: David Bowie et Mick Jagger en duo, les deux monstres sacrés (divas au masculin) du rock planétaire. A l'origine de cette rencontre au sommet: les concerts du Live Aid. La chanson *Dancing in the Street*: un hit rhythm'n blues des années 60 interprété par Martha and the Vandellas. Mick Jagger avait lancé l'idée de la chanson en direct: lui à Philadelphie, David Bowie à Wembley. Les quatre secondes de décalage obligées du relais par satellite ont rendu le projet impossible et c'est un vidéo-clip qui fut enregistré et diffusé en avant-première pendant les concerts en Angleterre et aux Etats-Unis.

Simple et amusant, sans effets spéciaux, dans un décor de rue reconstitué en studio, les deux chanteurs mènent une chorégraphie ludique et sensuelle. Sur tempo accablé, modèle rhythm'n blues appuyé de cuivres pétaradants, ils se renvoient la balle: Jagger à

l'armée, la timbre noir et dormant à cœur joie de sa gouaille cockney, Bowie plus fin et velouté, plus haut perché, le phrasé distinct et élégant (accent british oblige), légèrement en retrait dans les chœurs. Un régal de pulsions dorées et de soul brûlante, une performance vocale, déjà sur toutes les ondes, bientôt sur toutes les bouches de la planète. Les bénéfices du 45 tours et du maxi-45 tours seront versés au Live Aid pour l'Afrique.

Un autre 45 tours (*Cantares*, Cantares chanté en espagnol) regroupe une trentaine de musiciens d'Amérique latine sous la direction d'Hernando. Les bénéfices sont destinés à aider les enfants d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique.

A. W.  
« *Dancing in the Street*: Parlophone, 2007877.  
« *Cantares*: CBS, A 6298.

##### « The Head on the Door » de The Cure

Il en existe d'autres, bien sûr, comme c'est toujours le cas mais *The Head on the Door* pourrait justifier en tout honneur du titre de meilleur disque de l'année. Rien ne lui ressemble, il est diversifié dans l'inspiration, intelligent dans la forme, riche dans l'interprétation, contrasté dans ce qu'il évoque et ce qu'il transporte, à la fois violent et fragile, sombre dans ses climats et exotique dans sa façon de mêler les cultures (*Kyoto Song*, *Nippon*: Blood, hispanisant par touches, sans ostentation, comme des repères pour situer des ambiances), sévère, rigide et propre à la danse.

Chaque titre est un nouvel univers que l'on pénètre, une nouvelle vision, séparée des autres, autonome. Pourtant, réunis, ces titres se complètent, indissociables, indissociables dans leur totalité marquée d'un ton unique, identifiable entre tous: celui de The Cure.

Que sont-ils aujourd'hui ? Un groupe de rock avant tout, comme il n'en existe plus tant que ça — un peu comme U2, le cabotage en moins. Electrique (très), tête brûlée (un peu), déterminé (beaucoup), musé (indiscutablement). Le groupe d'un homme ensuite (mais dont la domination reste interne): Robert Smith, le tête pensante, depuis les débuts, qui donne à Cure sa direction, qui sauvegarde son identité tout en décidant des changements de personnel et des virages musicaux. C'est lui qui compose l'essentiel du matériel, qui

tient le guitar (sur *The Top*, l'album précédent, il a enregistré pratiquement seul les instruments), qui chante de cette voix déchirée et poignante, qui donne le ton écorché du groupe, lui qui met à travers les tentes, ses rêves, ses songes, ses expériences en chanson, le lien introspectif entre la voix et le musicien qui vont cueillir le public. Mais c'est lui aussi qui fait l'unité du groupe et qui le fait solide.

Autour de lui, la formation est actuellement constituée de Laurence Tormey aux claviers (le seul qui ne l'a jamais quitté), de Simon Gallup à la basse (dont c'est le retour après trois ans d'escapade), de Porci Thompson aux guitares et claviers (qui faisait partie du groupe géniteur: Easy Cure) et de Boris Williams à la batterie (transfuge des Thompson Twins). La montée de The Cure s'est faite progressivement, de disque en disque, de concert en concert, sans tapage, volontaire, indéterminable. Des premiers 45 tours en 1978 colorés new-wave, criés, serrés, tendus, cinglants, en passant par les envolées hallucinées, les convulsions étirées tendues baby Pink Floyd, ils ont gagné le top en grossissant le noyau des mordus. *The Head on the Door* est à la croisée des options qui ont marqué leur trajet. C'est l'œuvre achevée d'un des groupes importants du rock.

ALAIN WAIS.  
● Polydor, 827231-1.

#### Classique

##### « Yolanta », de Tchaïkovski par Rostropovitch

Certains ont voulu voir dans ce bref opéra de Tchaïkovski (il lui avait été commandé pour être joué avec Casse-Noisette) une œuvre symbolique, susceptible de lectures psychanalytiques. Peut-être ! Ce qui en émane en tout cas à l'écoute, c'est une indéniable aura poétique, où ce qui s'interprète importe plus que ce qui s'interprète. Une inspiration médiévale (l'histoire se passe au quinzième siècle), mais d'un Moyen Age revu par le romantisme européen (l'amour rédempteur, la fascination pour l'islam...), des figures sorties d'un chant de troubadour (la demoiselle, le chevalier, le roi noble, la doctresse sage...), un exotisme discret en sont les thèmes majeurs. Cette belle féerie (une jeune fille aveugle de naissance, à qui son père a caché son infirmité par amour et qui en sera guérie, également par un amour, les concours d'un médecin maure) aurait pu prêter soit aux pures conventions, soit aux reconstitutions musicales. S'en tenant à une facture traditionnelle, Tchaïkovski évite l'enfance comme le feu follet. A peine, c'est à dire, un thème mélodique, quelques mesures solistes introduisant une trace d'exotisme. Par contre, une écriture sadolescente pour l'époque (1892) rapproche cet ultime opéra du compositeur des écritures dramatiques modernes. Certeux Tchaïkovski, toujours partagé entre plusieurs époques et plusieurs mondes.

Version prise sur le vif lors du concert à Paris de 1984, avec, au pupitre, Meïstlav Rostropovitch, moins évident en chef d'orchestre qu'un soliste, on le sait, encore qu'avec le concours d'un Orchestre de Paris très en forme et dans ce répertoire qui touche à sa mémoire et à son cœur, il amène la conviction et l'émotion. Affaire de caractère et aussi d'un amour illimité de la musique.

Mêmes qualités, bien sûr, chez Galina Vichnievskaïa. Dès lors, qu'importe les traces portées par le temps sur le timbre, sur l'étendue du registre, sur le souffle. Une personnalité d'exception livre ici sa nostalgie et sa foi. Cela suffit à suspendre le jugement et à retenir l'admiration. Autour d'elle: l'étonnant Nicolai Gedde, vétérinaire lui aussi par la voix, désormais sans couleur ni volume, mais grand stylé, grand linguiste; Tom Krause, sobre dans son rôle de compositrice (le médecin maure), précise et subtil dans ses demi-tentes (et avec un superbe arioso au rythme et aux colorations exemplaires); Dimitri Petkov, quintessence de l'art russe du chant: large vibrato mais projection émotionnelle du son et des mots; Walton Groenros, vaillant dans l'engagement, généreux de timbre. Belle prestation enfin du Groupe vocal de France.

Mieux que la perfection, l'émotion constante.

A. A.

● Deux disques Erato, NUM 75207.

##### Requiem et Messe de Zelenka

La musique du Tchèque Jan Dismas Zelenka (1679-1745), contemporain de Jean-Sébastien Bach, attaché à la cour de Dresde de 1710 à sa mort, réserve encore de nombreux trésors inconnus. Ainsi ce *Requiem en ut mineur*, resuscité à la cathédrale de Berne, le vendredi saint de 1984, par le Chœur et l'Orchestre de la ville, dirigés par Jörg Ewald Dähler, et enregistré ensuite par les mêmes interprètes avec divers solistes. Cette œuvre magnifique semble avoir été écrite, comme les grandes Messes ultimes, moins pour un usage immédiat que pour le postérité. Les audaces d'écriture y abondent. Elle est surtout tournée vers l'arrière, mais sait se faire à l'occasion très violente (*Dies irae* avec trombones). Voilà très certainement une découverte de taille.

MARC VIGNAL.

● Bagelien / Claves, distr. Adès, D 8501.

● Messe: Christophorus, distr. Schott, SCGLX 73985.

##### « Un bal masqué », de Verdi, par Solti

L'œuvre la plus lyrique de Verdi, la plus brillante aussi dans son écriture, est aussi l'une des plus difficiles pour ses interprètes, à qui elle demande non seulement de solides moyens naturels, mais aussi une technique hors de pair. Souvent enregistrée, rarement réussie d'un bout à l'autre, tant elle exige ici la dramatisation, ailleurs l'élégance, et partout le beau chant.

Peut-être tenons-nous enfin la version la plus accomplie. D'abord grâce à la direction de Solti (avec le National Philharmonic Orchestra), servie avec opulence par le fameux « son Decca », nerveuse, contrastée (des andantes élargies et des fortes exportés), plus souple, moins heureuse que dans son enregistrement des années 60, connaît mieux les détails de tempo et d'instruments.

Ensuite, grâce à une distribution idéale. Margaret Price, l'un des grands rariés actuels, dans la plénitude de ses moyens disciplinés à l'école de Mozart et élargis à celle de Wagner, alterne un somptueux legato avec des aigus d'une intrépidité solide (ah ! le plaisir des émis sans crainte...). Et cette artiste qui fut longtemps indifférente au poids des mots trouve ici des accents et des inflexions véritables. Christa Ludwig, qui renoue ici avec la réputation italienne, ne peut évidemment plus ni compter avec ses seuls moyens (quoique ni le sol grave ni la ligne ne lui posent problème) ni rivaliser avec les légendaires mazzos

italiens qui ont marqué le rôle. Mais avec son intelligence musicale rare (une fabuleuse dynamique), son expérience dramatique incontestée, elle réussit, en évitant toute caricature, à faire d'Ulrica, non pas un rôle « à scène », mais un rôle-clé du drame. Renato Bruson, dont le temps a un peu sombré et alourdi la voix, reste ce qu'il est: un stylisme exemplaire, à la ligne souveraine et à l'honnêteté totale (chantant les cadences aux hauteurs écrites). Enfin, et aussi, Luciano Pavarotti, jouant principalement de son timbre sublime, certes, mais maîtrisant aussi parfaitement la *mezza voce* (des reprises pianissimo), avec un rubato subtil, un phrasé enchanteur (*Italiana oblige*) et pleinement verdien dans son brillant et son mordant.

Mention spéciale à faire de Kathleen Battle. Enfin un Oscar qui ne soit ni signe de son et maigre de projection, qui vocalise non seulement avec précision (toutes les notes et toutes les nuances), mais encore avec intelligence de son rôle et une grâce « brillante et légère » comme la mentionne la partition.

Une version de beau son et de beau chant, plaisir italienisme assuré.

ALAIN ARNAUD.

● Trois disques Decca, 410-210.

##### « Israël en Egypte », de Haendel

C'est dans l'admirable fresque d'*Israël en Egypte* (1739) que Haendel se révèle l'un des plus grands auteurs sacrés. Négociant les contraintes des arias à la mode, le compositeur y fait surtout œuvre de musicien choral, imposant un style dramatique d'une étonnante efficacité. La première partie de l'oratorio frappe ainsi par son intensité quasi visuelle, au gré de scènes qui sont autant de « peintures sonores » parcourues d'un souffle vital irrésistible.

Cette splendeur acoustique, peut-être héritée de Carissimi, est sans équivalent dans le reste de la production religieuse du Saxon (à l'exception de *Salomon* qui reconduit, lui aussi, la technique fameuse du double chœur) et fait vraiment d'*Israël* un sommet quant au fond comme à la forme, une architecture sublime qui soutient la comparaison, mais dans un registre expressif tout différent, avec les *Passions* de Bach.

Il faut donc savoir gré à Deutsche Grammophon d'avoir, à l'occasion de l'année Haendel,

remis en selle, pour une nouvelle carrière, la superbe version que Charles Mackerras a signée de l'œuvre en 1971, à la tête de l'English Chamber Orchestra, des chœurs du Festival de Leeds et d'un sextuor de solistes exemplaires où l'on a plaisir à retrouver la haute-contre de Paul Esswood. Sans doute s'agit-il d'une version assez éloignée des recherches de la « nouvelle musique ancienne » et plutôt conforme à l'image glorieuse traditionnellement accolée à l'auteur du *Messie*. Mais les querelles d'école et de style importent peu finalement, face à la leçon de ferveur, de dynamisme et de musicalité dont rayonnent ces disques habités. Voilà le type d'interprétation motivée qui réconcilie dans un même bonheur d'écoute les tenants d'une approche « passiste » comme ceux de la nouvelle musicologie.

ROGER TELLART.

● Deux disques Deutsche Grammophon, 413919.







# Vins de comptoir

Les meilleurs pots.

**M**ONSEIGNEUR le Vin ou le Gros qui tache ? Ni cet indigité, messieurs ! Que les grands crus, les grands millésimes coûtent cher, c'est vrai. Peut-être trop, mais est-ce une raison pour les déborder au verre et vendre ainsi la bouteille plus cher encore ? Sans doute le système azoté, le « cruver », ont-ils de mérite, mais une bonne bouteille se vide entre amis, et l'amitié fait souvent qu'un bon vin bonnette paraît aussi servieux que le grand air. Il y a une chose plus belle que l'ampore, c'est le litre, disait Jules Vallès, bien soûlé. Ce qu'il y a de plus beau, c'est la bouteille vidée dans l'amitié. Oh est celle-ci lorsque le solitaire se déchire le portemonnaie pour connaître enfin, dans

un wine-bar, l'accord d'un pen de foie gras et d'un château-yquem ? Vous avez dit wine-bar ? A quand un CAPES de français ? Moi, je préfère bistrot à vins. Mais, comme dit si bien Henri-Noël Lagrandeur : « Je hais les bistrots qui dispensent à longueur d'année des vins qui vous descendent dans l'estomac comme le hrisson du ramoneur dans la cheminée... » Ces vins que les mauvais patrons, refusant de couvrir le vignoble, se font livrer par des négociants ayant tout intérêt à cacher leur nom... (Guide des bistrots à vins, Garancière éditeur).

Sans doute est-il loin le temps du bon « papa » Troquet, recevant en son « Champ de Mars » la première Coupe du meilleur pot (1954), mais les bonnes adresses, par contre, se

sont multipliées, ce qui devait fatalement amener les maîtres à vouloir profiter de l'aubaine. Et Lagrandeur (qui, notons-le par parenthèse, est instituteur banlieusard et n'hésite pas à parler cuisine et vins à « ses » enfants) de conclure que le portemonnaie finit par rire jaune devant les additions de ces maisons qui entendent, avec le vin au verre, mettre les grands crus à la portée de tous !

Voici quelques-uns de mes favoris :

La Taverne Henri-IV (13, place du Pont-Neuf (une table de Margot) où Cointepas met en bouteilles des vins de Loire superbes.

Le Petit Bacchus (13, rue du Cherche-Midi), dont les charcut-

ries viennent de Chez Bobosse, le « roi » de Saint-Jean-d'Ardez.

Le Sauvignon (80, rue des Saints-Pères), avec l'admirable Quincy du père Vergnes... « Veuve de Salses jusqu'ici », rimait Maurice Fombeure.

Ma Bourgogne (133, boulevard Haussmann), dans son nouveau décor, rendez-vous des machonneurs de Beaujolais.

Le Val d'Or (28, avenue Franklin-D.-Roosevelt) et son remarquable jambon à l'os.

Le Père tranquille (30, avenue du Maine), où Jean Nouygrat chasse les fumeurs pour mieux faire goûter aux amateurs sa cuisine, ses fromages et ses vins.

Et d'autres bien sûr ! A commencer par ceux ci-dessous.

LA REYNIÈRE.

## Les Tables de la Semaine

### Bistrot du Sommelier

Providence en ce quartier, pour les travailleurs du déjeuner et les dîners d'avant cinéma. Très gentille et sage cuisine, plats simples, vins au verre ou à la bouteille bien choisis par un patron sommelier. Un bon repas pour 150 F. Et son voisin même direction — le Gril du Sommelier, aux bonnes viandes.

● Bistrot du Sommelier, 97, boulevard Haussmann (8<sup>e</sup>). Tél. : 265-24-85. Fermé samedi soir et dimanche.

### Pétrissans

Dans le décor du Petit Café de Tristan Bernard, un bar des beaux quartiers jouxtant la boutique de vins à emporter. Assistées de charcutiers, de poissonniers et quelques plats (du tartare au morteau pommes à l'huile, de la langue sauce grise au lapin en gelée (38 F). Vins au verre et à la bouteille, bien sélectionnés.

● Pétrissans, 30 bis, avenue Niel (17<sup>e</sup>). Tél. : 227-83-84. Fermé dimanche.

Le Soleil d'Anstertitz  
Coupe du Meilleur pot 1985.  
Carte des mûchons (paysan du

Lot, de l'Aveyron) et petits plats bien mûchonnés par la patronne, M<sup>me</sup> Calvet (blanquette, bourguignon, tôte de veau ou tripous). Vins bien goudoyants choisis par le patron, et un superbe cœnal affiné... dans un tunnel désaffecté.

● Au Soleil d'Anstertitz, 18, boulevard de l'Hôpital (5<sup>e</sup>). Tél. : 331-22-33. Fermé dimanche.

### Le Relais Beaujolais

Un zinc pour les mûchons et les « petits coups » de beaujolais choisis et mis en bouteille par le patron P. Pegiboy. Et une salle où d'aimables garçons servent sa cuisine, du saucisson chaud (39 F) aux œufs murettes (merveilleux, 26 F), de l'andouillette (42,60 F), au faux filet beaujolais, au pied de porc au mûchon (45,80 F), avec des plats du jour, etc. Permettant des repas soûlés et gouteux (150 F env.), avec les saint-amour, juliennes, brouilly, morgon, fleurie, moulin à vent mûllésimés, à prix mûchus qu'honnêtes et d'une irréfutable sincérité.

● Le Relais Beaujolais, 3, rue Milton (9<sup>e</sup>). Tél. : 878-77-91. Fermé samedi et dimanche.

### Les Domaines

Un petit nouveau. Une très heureuse formule qui commence dès 8 heures, le matin pour des petits déjeuners à la française, à l'anglaise, à la paysanne (pendant lesquels on peut consulter les quidnards, le Monde en tête). Puis, non-stop, l'occasion au comptoir de se rassasier d'un verre de vin. En salle de déjeuner, dîner ou souper (jusqu'à 1 heure du matin), d'entrées (26 à 34 F), de plats (59 à 68 F) — un très bon steak de mûron grillé à la crème d'échalotes, un pavé grillé sauce bordelaise, etc. — fromages et desserts (20 à 30 F). Vins au verre (y compris quelques « cruver », pour rester dans le vert et faire la preuve de l'innocence du système — le cas d'automne 1980 est à 58 F les 10 cl, ce qui met la bouteille à 435 F ; elle est composée 180 F au tailleur 11), vins au verre et à la bouteille, donc plus raisonnables lorsqu'il ne s'agit pas des grands crus.

● Les Domaines, 56, rue François-I<sup>er</sup>. Tél. : 256-15-87. Tous les jours.

L. R.



## 28 et 29 septembre NEFS et BATELEURS

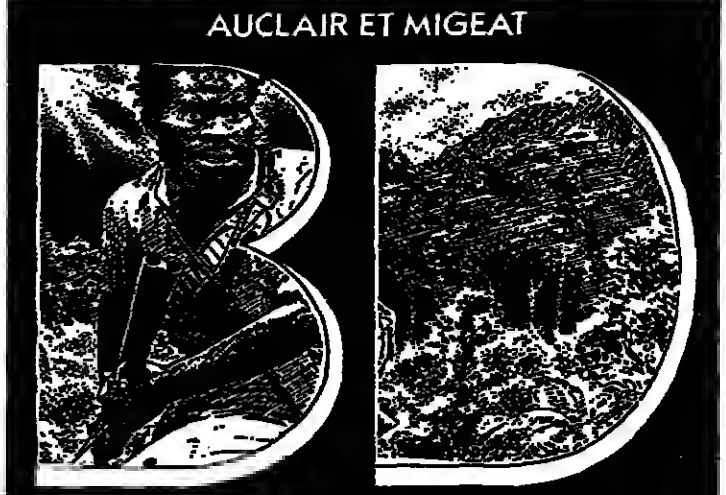
L'eau, le fleuve, les bateaux

### EXPOSITIONS

- L'histoire du fleuve
- Expo-musée de Conflans
- Fontaines par Dynamis
- Halage et voiles luthées
- La musique de l'eau (ateliers)

### ANIMATIONS

- Films-photos aquatiques
- Chants et cortès de la batellerie
- Croisière dans le bief



## 1946 : UN SANG DE RÉVOLTE COULE SUR LA MARTINIQUE.

Au temps où « les gendarmes battaient le pauvre monde, un temps qui rappelait presque celui de l'esclavage », la révolte d'Albon, ancien « nègre à blanc » qui finit par prendre le maquis. Une superbe légende antillaise, pleine de soleil et de sang.

Le sang du Flamboyant, par Audclair et Migeat.

casterman

### Rive gauche

**Maharajah**  
DEJUNER • DÎNER  
PRIX KALI 184  
MEILLEUR CURRY DE PARIS

**Le Sybarite**  
Menu gastronomique 138 F.S.C.  
NOUVELLE CARTE D'AUTOMNE  
8, rue du Sabot - PARIS-6<sup>e</sup> - 222-21-58  
Saint-Germain-des-Près

### Rive droite

**HADAMOND**  
Ses spécialités TRIPES-POISSONS  
SALONS POUR REPAS D'AFFAIRES  
24, rue de la Grande-Truanderie  
LES NALLIES  
PARIS 1<sup>er</sup> Tél. : 233.04.72  
Fermé dimanche et lundi midi

**Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.**  
Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.

**LE BAYERN**  
La grande brasserie Bavaroise de Paris avec orchestre live, dans les salons de 10 à 150 couverts. Place du Châtelet, Rénovation - 213.42.84

**LA CHAMPAGNE**  
Vins de champagne et de l'après-midi. 10 bis, place Clichy, Paris 8<sup>e</sup> Rénovation - 874.44.70

**CHEZ HANSI**  
La grande brasserie Allemande. 3, place du 18 Juin 1940, Paris 6<sup>e</sup>. Fier à la Tour Montparnasse Rénovation - 548.96.42

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

VIN DE CHATEAUNEUF-DU-PAPE « cuvée du Vatican »

VIN DE PAYS - VINS DE MARQUE « Mes de Brès » - « La Cantarelle » embouteillée par le récoltant VIN DE TABLE EN CUBITAIRES

TARIF sur demande - Vente directe Adresser-vous à DIFFONTY & Fils, propriétaire-récoltant - BP 33 84230 CHATEAUNEUF-DU-PAPE.

VINS FINS D'ALSACE médailles CHARLES SCHLÉRET propriétaire viticulteur à 68230 TURCKHEIM

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VENTEUL 51200 ÉPERNAY. T. (26) 68-48-37 Vin vieux en foudre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vente directe propriété 12 bouteilles 1981 : 308 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE - Tél (84) 47-13-84 Lucie Modère, viticultrice, 71500 Mercurey.

**LA BONNE ADRESSE**  
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chânes avec radio, TV, ligne téléph. directe. Service 24 h sur 24. Bar et salles de conf. de 10 à 80 places. 48, av. de la Gare - Tél. 1941/21/20-57-71 - Téléc. 28844 R. HABERLI, PROPRIÉTAIRE

**MAÎTRISE de L'ÉNERGIE**  
**EURÉKA !**  
Notre numéro de rentrée paraîtra mardi 1<sup>er</sup> octobre dans « Le Monde » date 2

Et tous les samedis à partir du 14 septembre **ÉNERGIQUEMENT VOTRE...** un feuilleton en sept épisodes à ne pas manquer sur FR3 à 12 h 30

Pour votre **DEMENAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT DE demeco  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10 30

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

# NOUVELLE-CALÉDONIE : QUEL AVENIR ?

L'avenir de l'île : un statut politique qui entre en application après les élections régionales, dimanche 29 septembre. Le Monde explique comment il peut rénover la vie politique locale.

L'avenir des Mélanésiens : longtemps tenus à l'écart, ils sont en quête d'un statut social. Le Monde raconte leurs efforts d'intégration et de promotion.

Egalement au sommaire :  
La Sécurité sociale à quarante ans.  
Les grandes enquêtes de la rédaction  
**Le Monde**  
**AUJOURD'HUI**



## Les services secrets de M 99

Echec aux « échellistes ».

**S**EMAINES hippiques à trois dimensions : les jumelles sont fixées sur la ligne dorée de l'Arc de Triomphe ; les machines à calculer font et refont les comptes des premiers derbys ; la morale s'inquiète d'une probable offensive d'un nouveau dopant.

Doré, l'Arc ? Oui, mais en plaqué. L'or massif, c'est fini.

Naguère, « course la mieux dotée du monde », l'Arc n'occupe plus, à cet égard, que la quinzième rang. Ses 2 500 000 francs, même renforcés de quelques 300 000 francs que paient désormais les propriétaires pour y engager leurs représentants, font pâle figure, à côté de 1,5 million de dollars de la Breeder's Cup Classic, du million de dollars du Jockey Club Gold Cup, des 600 000 dollars du Turf Classic, etc.

Déstabilisé par ces allocations faramineuses, le centre de gravité de l'univers hippique s'est déplacé du méridien Epsom-Longchamp vers un axe Belmont Park-Hollywood Park, axe tout prêt à se prolonger vers Tokyo. Nos chevaux ont de beaux restes. Au plan de la qualité, ils demeurent parmi les premiers du monde.

Lors du dernier week-end encore, deux grandes courses internationales, le Turf Classic à New-York et le Prix d'Europe à Cologne, ont été gagnées par des sujets entraînés à Chantilly : respectivement Noble Fighter (au propriétaire arabe Mahmoud Fuetok) et Sumayr (à l'Ag Khan). Mais si Chantilly reste le conservatoire, les grandes pièces du répertoire se jouent ailleurs.

L'Arc est la première victime de ce transfert. Il ne va probablement réunir, le 6 octobre, qu'une troupe réduite à une douzaine d'acteurs, dont aucune grande vedette étrangère.

Cependant, l'atmosphère sonnant et trébuchant des grandes épreuves américaines n'explique qu'une partie des défections. Rendons à Sagace, déjà vainqueur l'an dernier, ce qui lui appartient : son prestige et sa célébrité. Mais les millions de dollars promis par la Breeder's Cup, le 4 novembre à New-York.

Le passage et le monde des écuries sont prêts à lui donner la course, une semaine à l'avance. On ne lui oppose que timidement : Moukter, notre meilleur « trois ans » (Sagace en a cinq) ; Shernazar, un demi-frère de Shergar, le champion de l'Ag Khan kidnappé en Irlande voilà

trois ans et dont on n'a jamais connu le destin, Carlellor ; les britanniques Kilinski et Commanche Run (s'ils viennent, ce qui n'est pas certain).

Pour la petite histoire, notons la probable participation — la première du genre sauf erreur — d'un cheval japonais, Sirius Symbol.

### Le Derby : bof !

Hyperbérice, Kariya, Alpha Stata et autres Vaz-y Léon ont joué un mauvais tour aux courses, qui ne leur avaient pourtant rien fait, sauf leur assurer l'avoine depuis leur naissance. Il s'agit là des premiers gagnants du Derby, le 18 septembre à Fontainebleau.

On attendait de ce nouveau jeu, lancé une semaine avant le redémarrage d'un Loto sportif maintenant entièrement footballistique, que, par des rapports à faire rêver, il coupe le gazon sous les crampons du concurrent. Manque de chance : les favoris, dont on dénonçait souvent la « déroute », ont cette fois été trop honnêtes. Les gains n'ont été que de 107 à 71 735 F pour 5 F. Pas de quoi s'ébahir dans les chaumières et pas de quoi trahir Gressac pour Sagace.

### Transfert de vétérinaire

Les handicapeurs et les « échellistes » (turistes « scientifiques » qui tiennent à jour en permanence un classement des chevaux basé sur une équivalence qualité-poids de surcharge, comme dans les handicaps) s'arrachent les chevaux : des chevaux progressent, d'une sorte à l'autre, de 5 kilos. C'est comme si des potaches venant de passer péniblement le bac étaient tout à coup repus à l'égrenage.

On avait connu une semblable transcendance chez les pouliches, dans les années 70, où une jument s'était permis de gagner l'Arc quelques mois après être sortie de la catégorie des handicaps.

L'explication — on le sait maintenant — tenait à l'emploi des anabolisants, qui venaient de faire leurs preuves (exécrables) sur les jeunes nageuses de l'Est et que les analyses spectrographiques ne parvenaient pas encore à déceler.

Les échellistes, qui ne s'y reconnaissent plus dans leurs kilos (ce qui, normalement, ne leur arrive jamais), sont persuadés qu'une nouvelle catégo-

rie, de drogues, indécelable à l'analyse comme l'étaient les anabolisants voilà encore cinq ans, a fait son apparition dans les écuries.

De grandes propriétés sont eux-mêmes tellement persuadés qu'il n'y a plus de salut hippique hors une discrète élimination qu'ils s'attachent à prix d'or l'exclusivité de la collaboration de certains vétérinaires. Un propriétaire araba vient ainsi à conclure à son profit le « transfert » d'un vétérinaire qui avait en charge une écurie rivale, particulièrement heureuse depuis le début de l'année.

Condition essentielle du contrat : le vétérinaire ne devra plus soigner un cheval autre que ceux appartenant à son nouveau patron. Ainsi assuré du côté de la trousses, ledit propriétaire a décidé — à la grande satisfaction, cela va sans dire, des sociétés de courses — de ramener en France tout son effectif anglais.

Depuis Eclipsé, au dix-huitième siècle (avec qui son entraîneur s'enfermait avant chaque départ de course), l'histoire du turf a été émaillée de soudaines et douteuses florissances de succès, assez rapidement étouffées, soit que les rivaux pénètrent le secret, soit que la défection entraîne sa guerre de retard. Au temps de l'« échellisme » du grand-père, on parlait d'« avoine enchantée ».

Les dopants modernes sont des « plus » au sens propre : des synthèses de substances infratissimales produites par l'organisme pour commander ou soutenir l'effort et qu'on ajoute aux sécrétions normales.

Ainsi, le monde américain des courses vit-il actuellement dans l'obsession d'une endomorphine, le M 99. Il s'agit de la synthèse d'une substance produite à dose imperceptible par le cerveau en cas d'effort violent et prolongé et qui atténue, dans l'organisme, les traumatismes nés de cet effort.

Les chevaux sous M 99 se surpassent, paraît-il, dans l'euphorie. « Avec le M 99, nous disaient, dimanche à Longchamp, un spécialiste des courses américaines, on est sûr d'une chose : c'est que le second est un sacré cheval ».

Ge dopant a-t-il traversé l'Atlantique ? Ses quelques milligrammes donneraient une explication à l'apparition des kilogrammes supplémentaires que vient soudain surgir les échellistes.

LOUIS DÉNIEL

## Auriges en gants blancs

L'attelage comme discipline équestre, épreuve reine des jeux antiques.

**I**L y a moins d'un siècle, on comptait en France plus de deux millions de chevaux d'attelage. Rosses aveugles tirant à fond de mine les wagonnets de charbon ou équipages somptueux menant à la promenade du Bois les élégants du faubourg Saint-Germain, ils étaient à ce point intégrés dans l'univers économique et social que nul n'imaginait que l'on pût, un jour, s'en passer. Sans eux, ni transports urbains — fiacres et omnibus restèrent jusqu'à l'apparition du métro le seul moyen, en dehors de la marche à pied, de se déplacer dans une ville, — ni navigation fluviale — seule la traction hippomobile permettait aux péniches de remonter les fleuves et de circuler sur les canaux, — ni liaisons routières.

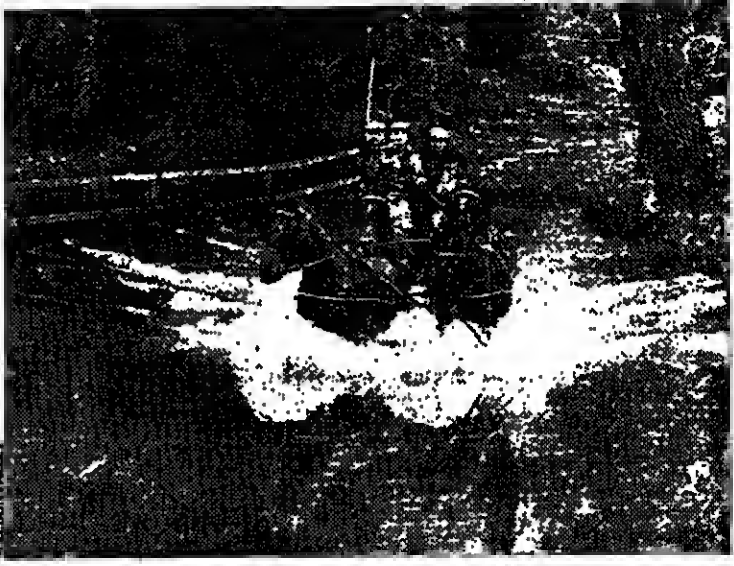
Des armées incapables d'assurer leur intendance, de déplacer leur artillerie, des villes privées de ravitaillement... Oui, sans le cheval d'attelage, le miracle économique du dix-neuvième siècle aurait été impossible. Dans l'industrie, on n'allait pas jusqu'à utiliser des chevaux pour tracter... des engins à vapeur !

Le « menage », comme bien d'autres disciplines équestres, offre un plaisant mélange d'anachronisme et de modernité. La voiture doit être appropriée à la taille des chevaux et au style des harnais. Parmi les points à prendre en considération : il y a les lanternes et les bougies dans les lanternes (certains juges peuvent vous demander une boîte d'allumettes)...

Les coéquipiers doivent être habillés de façon appropriée et, s'ils sont en livrée, avec bottes et chapeau haut-de-forme, leur tenue doit être correcte jusqu'au dernier bouton... Le meneur doit choisir un habillement assorti, chaussures comprises, avec ses chevaux, la voiture et ses coéquipiers, de sorte que l'ensemble de l'équipage crée une impression harmonieuse (1). Ajoutons que le meneur est ganté, porte un plectre sur les genoux et arbore un « tube », gris s'il est propriétaire, noir s'il ne l'est pas. Voilà pour les sacrifices à l'anachronisme, qui trahissent bien les origines britanniques de ce sport. Mais le modernisme n'en est pas absent : les pièces des voitures les plus soumises à l'effort sont fabriquées dans des alliages spéciaux ultralégers et ultra-résistants, et les roues sont équipées, à l'avant comme à l'arrière, de freins à disque.

C'est au duc d'Edimbourg, alors président de la Fédération équestre internationale, que l'on doit la réurrection de l'attelage en tant que sport. En 1969, il faisait publier un règlement pour les

concours internationaux. En 1971 avait lieu le premier championnat européen, en Hongrie. Et, en 1980, le championnat du monde se déroulait à Windsor, avec quarante-deux inscriptions de onze pays différents, ce qui mettait l'attelage au même rang que bien d'autres disciplines pourtant plus reconnues. L'Association française d'attelage, quant à elle, compte aujourd'hui mille cinq cents membres, deux cent cinquante attelages compétitifs, et organise, bon an mal an, environ cinquante compétitions, tant régionales qu'internationales.



L'apparition de l'automobile devait, en quelques années, balayer des siècles de tradition. Certes, le chemin de fer avait déjà entamé le monopole des routiers et des postillons pour le transport des marchandises et des voyageurs. Mais, jusqu'à la Grande Guerre, la traction hippomobile avait gardé sa prééminence et, surtout, un prestige. Qu'on se rappelle l'admiration du jeune Proust devant l'équipage d'Odette de Crécy. Dès les années 20, le nombre des attelages décroît vertigineusement. Trente ans plus tard,

concours internationaux. En 1971 avait lieu le premier championnat européen, en Hongrie. Et, en 1980, le championnat du monde se déroulait à Windsor, avec quarante-deux inscriptions de onze pays différents, ce qui mettait l'attelage au même rang que bien d'autres disciplines pourtant plus reconnues. L'Association française d'attelage, quant à elle, compte aujourd'hui mille cinq cents membres, deux cent cinquante attelages compétitifs, et organise, bon an mal an, environ cinquante compétitions, tant régionales qu'internationales.

Le meneur a la responsabilité de la conduite et de la stratégie dans les obstacles. Il a lui-même dressé ses chevaux en les montant et en les attelant. Leur soumission à sa voix et leur confiance doivent être totales.

Les coéquipiers (ou grooms) ont un rôle important dans la préparation de l'équipage, maintiennent le meneur sur son siège au passage des obstacles les plus périlleux et repèrent, en cours d'épreuves, la « casse » éventuelle : il n'est pas rare de voir des grooms descendre en voltige et reboucler un harnais en courant sauprés des chevaux.

Les chevaux, enfin, sont choisis selon leur robe, leur modèle et leurs allures pour former, avec la voiture, un tout harmonieux. Dans les attelages à quatre, les deux chevaux de tête sont appelés chevaux de volée : de leur soumission, de leur élégance dépend la qualité de l'ensemble. Les deux autres, chevaux de timon, dont le rôle n'est pas moins essentiel, sont les tracteurs : « ouvriers » de l'équipage, ils doivent être toniques et puissants.

Les concours traditionnels, tel celui qui aura lieu ce week-end à Fontainebleau, se déroulent de la façon suivante : ils peuvent rassembler des attelages à un, deux et quatre chevaux, formant autant de catégories distinctes, avec chacune un classement. Les épreuves sont au nombre de quatre : présentation, dressage, parcours intérieur (ou marathon), maniabilité (ou parcours d'obstacles).

Qu'on ne se y trompe pas. Malgré ses airs délicieusement « rétro », l'attelage est un sport à part entière. A la fois exigeant physiquement — avoir en mains les guides de quatre chevaux n'est pas une mince affaire — techniquement très « pointu » — au même titre que les autres grandes disciplines équestres, — il demande aussi du sang-froid et de la détermination, surtout dans le dangereux épreuve du marathon. La Fédération équestre internationale l'a bien compris : en 1992, l'attelage deviendra vraisemblablement, ou plutôt redeviendra, discipline olympique. Ce ne sera que justice : la course de chars n'était-elle pas l'épreuve reine des Jeux olympiques de l'Antiquité ?

C. et R. GAST.

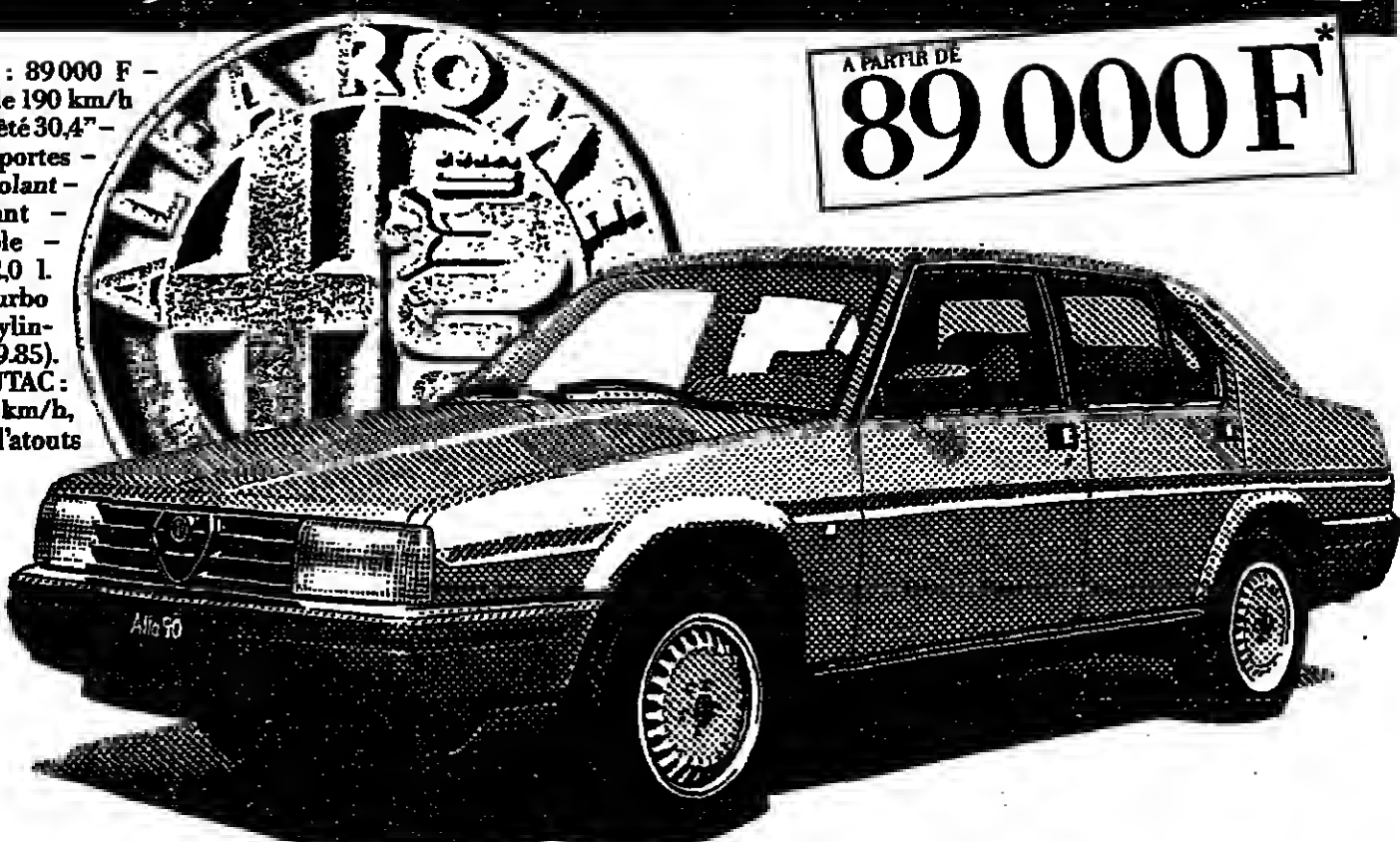
(1) Philip d'Edimbourg : l'Attelage de compétition. Ed. L'Avantage.

● Les championnats de France d'attelage se dérouleront à Fontainebleau — Grand Parcquet, les 27, 28 et 29 septembre — itinéraire d'accès fléché à partir du carrefour de l'Obélisque.

Une adresse utile pour ceux qui souhaiteraient s'initier à ce sport : Association française d'attelage, 51, rue Dumont-d'Urville, 75016 Paris Cedex. Tél. : (1) 506-77-06.

## ALFA 90 : ATOUT PRIX

Alfa 90 2.0 L : 89 000 F - 128 ch DIN 94 KW - plus de 190 km/h (sur circuit) - km départ arrêté 30,4" - fermeture centralisée des portes - réglage axial et vertical du volant - lève-vitres électrique avant - spoiler avant auto-réglable - Existe aussi en version 2.0 L injection : 99 000 F, 2.4 L turbo diesel : 115 000 F et 2.5 L 6 cylindres : 120 000 F (tarifs au 9.9.85). Consommations normes UTAC : 6,5 L à 90 km/h, 8,8 L à 120 km/h, 12,2 L en cycle urbain. Que d'atouts pour la vouloir à tout prix !



\*Modèle présenté : Alfa 90 2.0 L - jantes alliage en option. LUBRIFIANT **Agip** ALFA ROMEO FINANCEMENT. DÉPARTEMENT DU GROUPE C.C.I. 450 concessionnaires et agents en France.

A PARTIR DE  
**89 000 F\***

**Alfa Romeo**  
LA MAESTRIA AUTOMOBILE